

DIRECTIVE MINISTERIELLE

RECHERCHE DES PERSONNES DISPARUES

Adaptation du 26/04/2014

Préface

Il nous faut toujours garder en mémoire tout ce qui peut mal tourner lorsqu'un maillon de la chaîne de la Justice est faible ou fait défaut.

Il n'y a aucun inconvénient à répéter le cliché suivant, tant que l'on réfléchit à son sens : la chaîne n'a la force que de son maillon le plus faible.

Faible est ici synonyme de :

- manque de vigilance ;
- manque de rapidité dans l'évaluation de la situation ;
- manque de dynamisme et de persévérance ;
- indifférence et manque de capacité de se mettre à la place d'autrui ;
- manque d'une utilisation efficace de ses connaissances et manque de bon sens ;
- manque de connaissances ;
- manque de volonté de coopération.

Les chefs de corps auront conscience qu'ils doivent sélectionner, parmi le large éventail de personnes compétentes dont ils disposent, celles qui précisément garantissent une autre approche. Celles qui concilient motivation, connaissances, efficacité et humanité.

Cela s'appelle aujourd'hui « human resources management ».

La meilleure directive perd toute valeur si elle est lue par une personne indifférente.

La directive concernant la « recherche des personnes disparues » diffusée par mon prédécesseur s'est avérée un bon instrument de travail.

Elle devait toutefois être évaluée et adaptée. Je remercie toutes les personnes qui ont contribué à cette évaluation et à cette adaptation.

A présent, la directive a un format plus pratique, adapté au « travail sur le terrain ».

Cette directive veut également rester à jour. Le système des feuillets mobiles permet de remplacer rapidement les données dépassées.

De nombreuses modifications ont été apportées sur le plan du contenu.

En outre, la langue a fait l'objet d'un soin particulier. En effet, la manière dont une idée est traduite peut notamment contribuer à augmenter sa communicabilité. A cette fin, la première partie a été soumise au Bureau de conseil en lisibilité du Ministère de la Fonction publique.

Cette partie donne un aperçu de ce que l'on attend de tous les maillons de la chaîne dans une optique de résolution de problèmes.

La deuxième partie se penche sur les situations concrètes car jamais aucune disparition n'est identique à une autre.

De plus, chaque situation évolue continuellement. La nécessité de faire appel à de nouveaux moyens et à des moyens supplémentaires doit donc constamment être évaluée. La troisième partie, plus informative, répond, entre autres, à ce besoin.

Cette directive présentée dans un format pratique et adapté au travail sur le terrain n'a sans doute pas tout prévu.

Mais comme elle se trouve entre les mains d'une personne non dénuée de qualités, elle sera un instrument d'une valeur inestimable pour résoudre les problèmes.

Cela reste la preuve que la Justice - et c'est heureux - est à l'image de l'homme et que tout peut être amélioré.

Tous ceux à qui s'adresse cette directive pourront proposer des adaptations et faire parvenir leurs suggestions au Collège des Procureurs généraux.

Il va de soi que moi-même je resterai également vigilant.

En effet, dans la matière qui nous occupe, l'histoire ne peut plus se répéter.

Bruxelles, 20.02.2002.

Marc Verwilghen

Table des matières

Préface.....	1
Table des matières.....	3
Index des mots-clés	7

1. Directives générales

1.1. Organisation et missions des autorités et services compétents	11
1.1.1. Autorités judiciaires	11
1.1.2. Services de police	12
1.1.3. Child Focus et associations privées	12
1.2. Déroulement des enquêtes	13
1.2.1. Attitude à adopter lors de la déclaration d'une disparition	13
1.2.1.1. Déclaration de la disparition et détermination	13
de son caractère inquiétant	
1.2.1.2. Devoirs immédiats	13
1.2.2. Information	16
1.2.2.1. Organisation du parquet	16
1.2.2.2. Réunion de coordination	16
1.2.2.3. Mise à l'instruction	17
1.2.2.4. Rôle du parquet pendant l'instruction	18
1.3. Assistance et accueil des proches de la personne disparue	19
1.3.1. Assistance aux victimes par les services de police.....	19
1.3.2. Accueil des victimes par les autorités judiciaires	19
1.3.2.1. En dehors de toute instruction pénale	19
1.3.2.2. En cas de mise à l'instruction	20
1.3.3. Rôle de Child Focus	20
1.4. Relations avec les médias	21
1.4.1. Relations avec les médias comme moyen de recherche.....	21
1.4.1.1. Diffusion d'avis de recherche	21
1.4.1.1.1. Diffusion d'avis de recherche dans les médias.....	21
1.4.1.1.2. Déclenchement d'une Child Alert nationale.....	21
1.4.1.2. Emission Appel à témoins – Getuigen gezocht.....	22
1.4.2. Informations générales concernant l'évolution de l'enquête	23
1.4.2.1. En cas de disparition a priori non inquiétante	23
1.4.2.2. En cas de disparition inquiétante	23
1.5. Attention constante aux personnes disparues	24
1.6. Attention particulière à la disparition d'étrangers mineurs non accompagnés ..	25
1.7. Déclenchement d'une Child Alert internationale	27
1.7.1. Demande de mise en œuvre d'une « Child Alert » par une autorité étrangère	
compétente.....	27
1.7.1.1. Critères de mise en œuvre.....	27
1.7.1.2. La Cellule personnes disparues de la Police Fédérale	27
1.7.1.3. le parquet fédéral.....	27
1.7.2. Demande d'un magistrat belge afin de mettre en œuvre une « Child Alert »	
à l'étranger.....	29

1.8. Conclusion.....	29
----------------------	----

2. Premiers devoirs et premières réactions - Check-lists et fiche

2.1. Critères d'une disparition inquiétante.....	31
2.2. Réactions immédiates	33
2.2.1. Devoirs à accomplir en toutes circonstances.....	33
2.2.2. Devoirs supplémentaires dans le cadre d'une disparition inquiétante	35
2.2.3. Réactions en cas de fugue de mineur	37
2.2.4. Réactions en cas de disparition d'un mineur non accompagné (MINA)	39
2.3. Contact avec la cellule personnes disparues	42
2.4. Questionnaires pour l'audition de déclarants	43
2.4.1. Checklist audition en cas de déclaration de disparition	43
2.4.2. Checklist audition en cas de déclaration de fugue	46
2.5. Indications en vue de l'enquête de voisinage	49
2.6. Questionnaire pour l'audition de témoins	53
2.7. Missions des laboratoires de police technique et scientifique	55
en cas de disparition de personnes	
2.8. Signalements nationaux et internationaux des personnes disparues	57
2.8.1. Généralités	58
2.8.1.1. Notions de base	58
2.8.1.2. Point de contact central.....	58
2.8.1.3. Signalements belges	58
2.8.1.4. Signalements étrangers	59
2.8.1.5. Avis BRI.....	60
2.8.2 Les Signalements nationaux.....	60
2.8.2.1. Organismes nationaux	60
2.8.2.2. Finalité	60
2.8.2.3. Diffusion territoriale	60
2.8.2.4. Critères	60
2.8.2.5. Compétences	60
2.8.2.6. Procédures	61
2.8.2.6.1. Signalement de base	61
2.8.2.6.2. Suivi / Appui	61
2.8.2.6.3. Découverte d'une personne disparue	62
2.8.2.6.4. Désignalement	62
2.8.3. Les Signalements internationaux	63
2.8.3.1. Organismes internationaux	63
2.8.3.2. Finalité	63
2.8.3.3. Diffusion territoriale	63
2.8.3.4. Critères	63
2.8.3.5. Compétences	64
2.8.3.6. Procédures	64
2.8.3.6.1. Signalement de base	64
2.8.3.6.2. Suivi / Appui	65
2.8.3.6.3. Découverte d'une personne disparue	66
2.8.3.6.4. Désignalement	66

2.8.4. Schéma	67
2.8.5. Formulaires	69
2.8.5.1. Avis de recherche urgent	70
2.8.5.2. Formulaire Interpol pour la rédaction d'une notice jaune	71
2.8.5.3. Avis de cessation des recherches	76

3. Informations spécifiques et recommandations supplémentaires

3.1. Description du phénomène.....	78
3.2. Recommandations quant aux réactions immédiates	81
3.2.1. au moment où la disparition est déclarée	81
3.2.2. en tant que responsable de l'opération	81
3.2.3. en tant que première équipe sur place	82
3.3. Recherches	87
3.4. Recommandations pour l'assistance et l'accueil des victimes	89
3.4.1. Remarques générales.....	89
3.4.2. Directives générales en matière d'assistance et d'accueil des victimes.....	89
3.4.2.1. Article 3 bis du titre préliminaire du code d'instruction criminelle.....	89
3.4.2.2. Art 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police	89
3.4.2.3. Accord de coopération signé le 7 avril 1998 entre l'Etat	89
et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes	
3.4.2.4. Circulaire OOP 15 ter du 9 juillet 1999 du Ministre de l'Intérieur	90
3.4.2.5. Directive ministérielle du 15 septembre 1997 relative	90
à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux	
3.4.2.5.1 Accueil et information	90
3.4.2.5.2 Soutien	91
3.4.2.5.3 Orientation et collaboration	91
3.4.2.6 Directive ministérielle du 16 septembre 1998 concernant	91
un dernier hommage à rendre au défunt en cas d'intervention	
des autorités judiciaires	
3.4.2.7. Directive ministérielle du 15 décembre 1998 relative	91
au set agression sexuelle (S.A.S.)	
3.4.3. Protocole Child Focus – Justice	91
3.5. Rôle et possibilités de la cellule personnes disparues	92
3.5.1. Mandat	92
3.5.2. Rôle et possibilités	92
3.5.2.1. Coordination	92
3.5.2.2. Appui	93
3.5.2.3. Expertise.....	94
3.6. Police technique et scientifique	95
3.6.1. Directives pour les services de police - Visite domiciliaire -	95
Conduite à tenir en cas de disparition intervention des laboratoires	
de police technique et scientifique	
3.6.2. Directives pour les services de police	97
Conduite à tenir sur les lieux de la scène de crime en cas de disparition à caractère	
criminel. Intervention des laboratoires de police technique et scientifique	
3.6.3. Possibilités de l'INCC.....	100
3.6.4. Activités du laboratoire audio du service des télécommunications	103
de la police judiciaire	
3.7. Moyens pouvant être utilisés.....	104

3.8. Relations avec les médias	107
3.8.1. Recommandation générale	107
3.8.2. Diffusion par les médias de certains signalements ou avis relatifs à des disparitions inquiétantes à la requête des autorités judiciaires.	107
3.8.2.1. Règles	107
3.8.2.2. Circonstances justifiant la diffusion d'un avis télévisé.	107
3.8.2.3. Modalités pratiques	108
3.8.2.3.a. Points de contact.....	108
3.8.2.3.b. Actions du service de police titulaire de l'enquête.....	109
3.8.2.3.c. Modèle d'avis de recherche	109
3.8.2.3.d. Transfert des images : courrier électronique ou porteur	110
3.8.2.3.e. Site internet de la Police fédérale	110
3.8.3. Recherches judiciaires télévisées: Appel à témoins – Getuigen gezocht	111
3.9. Cas d'enlèvement parental international	114
1. Craintes d'enlèvement	116
2. Déplacement d'un enfant vers l'étranger	118
3. Déplacement en Belgique d'un enfant résidant à l'étranger ou non-respect de droit aux relations personnelles pour un parent résidant à l'étranger à l'égard d'un enfant résidant en Belgique	119
3.10. Recommandations pour l'intervention de voyants	120
3.10.1. Généralités	120
3.10.2. Recommandations	120
Annexe : Formulaire de renseignement	122
3.11. Recommandations concernant le retour et l'audition de personnes retrouvées	123
3.11.1. Retour parmi les proches et audition après une disparition criminelle	123
3.11.2. Retour d'un fugueur dans sa famille	127
3.11.3. Réunion et audition après un enlèvement parental	128
3.12. Points importants concernant les disparitions à caractère international	130
3.12.1. Signalements	130
3.12.2. Contact pendant l'enquête	130
3.12.2.1. Canaux possibles	130
3.12.2.2. Rôle possible de la Cellule Personnes disparues dans ce cadre.....	130
3.12.3. Réactions lorsque des personnes disparues en Belgique sont retrouvées à l'étranger	131
3.12.3.1. Points importants concernant les mineurs.....	131
3.12.3.2. Points importants concernant les majeurs.....	131
3.12.4. Contribution possible de Child Focus dans le cadre de disparitions de mineurs à caractère international	131
3.12.4.1. Coopération avec la presse	131
3.12.4.2. Coopération avec des organisations similaires à l'étranger	131
3.12.4.3. Affiches	131
3.12.4.4. Encadrement des parents	132
Annexe Protocole réglant la collaboration entre Child Focus et les autorités judiciaires (28 novembre 2001)	133

Index des mots-clés

Accueil des proches	11-19-90
Accueil des victimes	16-18-19-20-83-89-90-91-115-116-118-119-128-135-144
Action de recherche	104
Affiche	65-68-85-131-132-139
Analyse de matériaux	100
Appel à témoins	21-111-112
ASF	14-15-63-64-68
Assistance aux victimes	13-19-31-38-41-89-123-126-131-137
Avis courts	108
Avis de cessation des recherches	62-69-76
Avis de recherche	21-22-85-90-108-109-110-111-131-136-141
Avis de recherche urgent	33-37-40-61-64-69-85
Avocat	19-20-25-116-118-119-145
Balistique	102
BRI	57-59-60-68-108-109
BNG	33-37-40-59-60-61-62-64-68
Case manager	17-136-139-142-143-144
Cellule personnes disparues	12-13-15-16-21-23-27-35-42-62-92-93-94-104-105-130
Checklist audition	43-46
Child Focus	12-13-15-16-17-20-21-24-34-37-38-41-83-86-91-93-105-106-108-109-110-115-116-118-119-126-128-129-131-132-134 à 150
CIA	23-58-60-61-68
Contrôle aux frontières	117
Critère inquiétant	13-14-15-28-92
Déclaration	13-28-29-30-39-41-43-46-50-60-62-81-82-84-90-121-137-138-139-146
Désignalement	23-30-37-40-61-62-64-66-109
DGJ-DJO	42-105-108-112
DGS	58-70-76
Direction de la lutte contre la criminalité contre les personnes	59-61
Disparition à caractère criminel	97
Disparition inquiétante	12-14-16-18-21-22-28-30-35-37-39-42-55-60-62-64-90-92-95-104-108-110
Domicile	14-15-44-45-47-51-55-60-63-78-95-109-139
Données ante-mortem	62
Droque(s)	34-43-46-102
DSO	58-68-70-76-130
DVI-Team	62
Enlèvement parental (international)	65-89-114-128-130
Enquête de voisinage	15-35-49-50-51-82-83
Etat des lieux	96-97-98
Fugue	22-30-37-38-46-48-78-79-89-127-139

Identification génétique	102
INCC.....	98-100
Incendies et explosions	101
Information.....	16-17-21-42-143-146
Instruction	11-16-17-18-19-20-21-23-25-86-87-89-100-104-124-136-143-146
Juge d'instruction	11-16-17-18-20-21-111-114-118-124-135-144-145-146-147
Laboratoire audio	103
Laboratoire de PTS	15-35-55-56-95-96-98-105
Magistrat de référence Disparitions	11-16-20-21-23-41-114
Magistrat de référence Traite des êtres humains	41
Magistrat fédéral	11-15-35-65
Maisons de Justice	16-20-83-90-91-115-116-118-119-128-135-144-146
Malade mental	37
Micro traces biologiques	96-98-124
Mineur non-accompagné	24-41
Mini-instruction	11-16-17-18-25
Moyens	16-17-30-36-42-44-45-47-48-81-82-87-93-94-104-108-114-130
Notice jaune (Interpol)	62-64-65-69-71
Office des Etrangers	24-40-41
Personne(s) retrouvée(s)	91-123-125-126
Phénomène des disparitions	21-117
Photo	14-15-30-37-40-41-44-47-49-61-62-64-65-70-84-85-87- 96-98-101-108-109-110-113-117-125-139-140
Point de contact national	58-59-60-61-62-64-65-66
Police technique et scientifique (PTS)	12-15-55-95-97-98-100-105
Presse	11-15-18-21-22-36-64-105-107-108-109-120-126-131-142
Procureur du Roi	11-12-14-16-17-18-21-22-90-109-110-114-118- 143-144-145-146-147
Procureur général	11-16-17-149
Protocole (avec Child Focus)	12-20-21-36-91-93-134 à 150
Réactions immédiates	30-81-138
Relations avec les médias	21-105-107
Rendre un dernier hommage	91
Retour parmi les proches	89-123
Réunion de coordination	16-17-19-36
Service découvrant	60
Service des Maisons de Justice, accueil des victimes	16-20-83-90-91- 115-116-118-119-128-135-144-146
Service fournisseur	58-61-62-63-64-65-66
Service interrogateur	58
Service signalant	58-61-62-63-64-65-66-68-70
Service TV	108-111-112-113

Set d'agression sexuelle	125
Signal processing	101
Signalement (national et international)	58-105-118-119-139
Signalement de base	57-61-64
Signalement étranger	57-59
Signalement Interpol	35-40-59-61-63-64
Signalement Schengen	17-18-59-63-105
Site Internet	89-91-110-113-138-139
Témoins	21-41-50-53-97-111-112-113-123-124
Textile	101
Toxicologie	102
Traces et micro traces	12-14-24-31-35-40-45-55-56-85-86-87-96-97-98-99-100-101-102-124
Visite domiciliaire	15-31-38-40-45-48-55-56-85-95
Voyants	120-121

1. Directives générales

1.1. Organisation et missions des autorités et services compétents

1.1.1. Autorités judiciaires

Au niveau de l'arrondissement judiciaire

1. Le procureur du Roi désigne un magistrat responsable de la problématique des disparitions, dénommé ci-après *magistrat de référence*.
2. Lorsque les spécificités de son parquet le demandent, le procureur du Roi peut désigner un ou plusieurs magistrats chargés de diriger les enquêtes judiciaires relatives aux faits de disparition sous le contrôle du magistrat de référence.
3. Dans le choix des magistrats, il sera veillé, d'une part, à l'équilibre nécessaire entre l'approche criminelle des événements et l'attention à leur dimension profondément humaine et, d'autre part, à ce que les magistrats concernés disposent d'une expérience et d'une formation à ces deux niveaux.
4. Chaque procureur du Roi communiquera les coordonnées de ces magistrats aux services de police de l'arrondissement.
5. Le Procureur du Roi veillera également à ce que les magistrats de service de son parquet reçoivent de la part du magistrat de référence les informations nécessaires pour leur permettre de prendre, dès qu'une disparition leur est signalée, toutes les mesures urgentes qui s'imposent et d'assurer la gestion du dossier jusqu'à l'intervention du magistrat chargé de diriger ce type d'enquête.
6. Les missions spécifiques des magistrats de référence sont les suivantes :
 - 1) diriger les enquêtes judiciaires (ou superviser celles dont la direction a été confiée par le procureur du Roi à d'autres magistrats) ;
 - 2) veiller à un accueil correct des proches de la personne disparue ;
 - 3) entretenir les contacts avec les médias en concertation avec le magistrat de presse ;
 - 4) assurer les contacts et la coordination avec les autres arrondissements, le cas échéant en concertation avec le magistrat fédéral, dont il est le point de contact privilégié au sein de l'arrondissement.

En cas de saisine du juge d'instruction

7. Sauf lorsqu'une mini-instruction est requise, le juge d'instruction assume, en cas de mise à l'instruction, la direction de l'enquête. Le parquet conserve toutefois un rôle important décrit ci-après (voir point 1.2.2.4.).

Au niveau du ressort de la cour d'appel

8. Le procureur général désigne un magistrat du parquet général en qualité de magistrat de référence chargé de la problématique des disparitions au niveau du ressort de la cour d'appel. Ce dernier aura pour mission :
 - 1) d'être à l'écoute des magistrats de référence ;

- 2) de veiller à la cohérence et à la diffusion des circulaires relatives au fonctionnement interne des parquets ;
- 3) d'informer le Collège des Procureurs généraux de toutes modifications intervenues dans la liste des magistrats de référence ;
- 4) d'assurer la surveillance des dossiers de disparition inquiétante dont il a été informé par les procureurs du Roi de son ressort en application du point 1.2.2.1.4 de la directive ;
- 5) d'informer le Ministre de la Justice, le Collège des Procureurs généraux et le procureur du Roi de son ressort de tout changement de noms, de dénominations, d'adresses ainsi que de numéros de téléphone, GSM et fax mentionnés dans la présente circulaire ministérielle.

Au niveau fédéral

9. Les *magistrats fédéraux* joueront pleinement leur rôle de coordination de l'action publique et faciliteront la coopération internationale dans les enquêtes.

Généralités

10. La liste des magistrats de référence sera tenue à jour par le Collège des Procureurs généraux et diffusée par le secrétariat de ce Collège.

1.1.2. Services de police

1. Les services de police donneront les instructions nécessaires pour que leurs membres, susceptibles d'être directement concernés par des disparitions, aient une bonne connaissance des réactions et des procédures contenues dans la présente directive et disposent des qualités et de la formation nécessaires pour accomplir leur mission avec efficacité.
2. La Cellule personnes disparues de la Police fédérale continuera à développer ses connaissances dans le traitement des disparitions et à se mettre au service des autorités judiciaires et des services de police. Elle a une mission d'appui, d'expertise et de coordination à l'égard des services de police.
3. Les laboratoires de police technique et scientifique et l'Institut national de criminalistique apporteront également leur appui pour rassembler et analyser les traces et indices révélant la présence et/ou le passage de la personne disparue et/ou des auteurs.

1.1.3. Child Focus et associations privées

Dans le cadre d'un protocole de coopération, qui est joint à la présente directive, les services de police et les autorités judiciaires travailleront en étroite collaboration avec Child Focus pour ce qui regarde la collecte de données relatives aux disparitions et la diffusion à grande échelle de signalements pouvant contribuer à l'enquête. Child Focus jouera également un rôle important dans les relations avec les proches des victimes.

Cet accord de coopération n'exclut pas que d'autres accords soient conclus avec d'autres associations privées.

1.2. Déroulement des enquêtes

1.2.1. Attitude à adopter lors de la déclaration d'une disparition

1.2.1.1. Déclaration de la disparition et détermination de son caractère inquiétant

1. Toute déclaration de disparition doit être immédiatement prise au sérieux. Il ne peut en aucun cas être question d'inviter le déclarant à attendre quelques heures avant de se représenter.
2. Dès le premier contact avec la famille et les proches, il importe de veiller à la qualité de l'accueil et d'être à l'écoute. Une attention toute particulière sera réservée à l'intime conviction des intéressés. Dans la mesure du possible, on continuera de les associer aux différentes actions entreprises pour rechercher la personne disparue.
Si la famille le souhaite, elle sera immédiatement dirigée vers un Service d'aide aux victimes ou être mise en contact avec Child Focus.
(assistance aux victimes : voir fiche 3.4.)
3. La disparition devra être considérée comme inquiétante si elle répond à au moins un des critères suivants :
 - 1 la personne disparue a moins de 13 ans ;
 - 2 la personne disparue présente un handicap physique ou mental ou manque d'autonomie ;
 - 3 la personne disparue suit un traitement médical ou doit prendre des médicaments (qui lui sont indispensables) ;
 - 4 les informations disponibles permettent de penser que la vie de la personne disparue se trouve en danger de mort ;
 - 5 les informations disponibles permettent de supposer que la personne disparue se trouve en compagnie de tiers qui pourraient constituer une menace pour son bien-être ou qu'elle est la victime d'un fait délictueux ;
 - 6 l'absence de la personne est en contradiction totale avec son comportement habituel.

Ces critères sont plus amplement définis dans la fiche 2.1. ci-après.

4. L'appréciation du caractère inquiétant appartient en première instance à l'officier de police judiciaire de service du service contacté qui pourra, s'il l'estime nécessaire, bénéficier de l'appui de la Cellule personnes disparues.
Si après la réalisation des premiers devoirs d'enquête à faire en toutes circonstances, prévus au point 1.2.1.2, 1° et 2° une incertitude, voire un doute subsiste quant au caractère inquiétant, le magistrat de parquet de service sera immédiatement contacté. C'est celui-ci qui décidera en dernière instance si la disparition doit être considérée comme inquiétante.

1.2.1.2. Devoirs immédiats

Le service de police contacté réalisera sans délai l'ensemble des devoirs requis par la situation, plus amplement décrits dans la fiche 2.2. jointe en annexe. Un certain nombre de ces devoirs devront être accomplis en toutes circonstances.

D'autres devoirs ne seront en principe exécutés qu'en cas de disparition jugée inquiétante en fonction des 6 critères mentionnés ci-dessus.

L'énumération des devoirs à accomplir qui suit n'est pas nécessairement exhaustive. Il va de soi que chaque disparition nécessite une approche adaptée.

1. *Les devoirs suivants seront toujours effectués (voir fiche 2.2.1.) :*

1. prendre acte de la déposition complète du(des) déclarant(s) (fiche 2.4.) ;
2. rassembler le plus d'éléments possibles afin :
 - de vérifier s'il s'agit réellement d'une disparition ;
 - de déterminer le caractère inquiétant de la disparition ;
 - d'orienter les recherches ;
3. transmettre immédiatement le procès-verbal initial contenant au moins l'audition du déclarant au procureur du Roi au plus tard le premier jour ouvrable qui suit ;
4. veiller à obtenir une photo récente de la personne disparue ;
5. établir les signalements urgents :
 - informer de la disparition les autres équipes et services de police travaillant sur le terrain et leur transmettre un signalement précis de la personne disparue et une photo de celle-ci ;
 - faire le nécessaire pour diffuser au niveau national le signalement urgent de la personne disparue (fiche 2.8.). Les mineurs et les majeurs anormaux (critère : voir point 1.2.1.1, 3, 2°) seront signalés automatiquement au niveau international dans le système SIS (Système d'Information Schengen) et seulement à la demande du magistrat compétent via Interpol Zone 2 et /ou via d'autres zones Interpol ; les signalements seront alors automatiquement insérés dans la banque de données ASF (Automatic Search Facilities).
6. se soucier de l'endroit où la personne a été vue pour la dernière fois :
 - déterminer cet endroit ;
 - l'isoler pour une éventuelle utilisation de chiens pisteurs ;
 - préserver les traces éventuelles ;
 - déterminer un périmètre de sécurité et le surveiller ;
7. effectuer une visite au domicile de la personne disparue :
 - rechercher des indices ;
 - préserver les traces en vue d'un éventuel envoi au laboratoire ou de l'intervention d'un chien pisteur ;
8. relever l'identité des personnes présentes et de celles ayant eu les derniers contacts avec la personne disparue ;
9. recueillir auprès de la famille et des proches toutes informations utiles pour orienter les recherches ;
10. effectuer un contrôle général auprès des autres services de police, des gares, des hôpitaux, etc. ;

2. *En cas de disparition inquiétante ou en cas de doute sur son caractère inquiétant, le magistrat de parquet de service sera immédiatement avisé par téléphone. Si celui-ci confirme le caractère inquiétant de la disparition, les devoirs supplémentaires qui suivent devront être accomplis :*

1. transmettre au parquet, sans délai, par fax ou par porteur, le procès-verbal initial contenant au minimum l'audition du déclarant ;
2. aviser au plus tôt la Cellule personnes disparues qui avertira à son tour le magistrat fédéral (dans les cas spécifiques déterminés en concertation avec lui) ;
3. effectuer une visite domiciliaire approfondie au domicile de la personne disparue conformément aux directives de la fiche 3.6.1. ;
4. mener une enquête de voisinage systématique en suivant les indications de la fiche 2.5. ;
5. diffuser au niveau national le signalement urgent de la personne disparue sur la base de la fiche 2.8. Les mineurs et les majeurs se comportant de façon anormale (critère : voir point 1.2.1.1, 3, 2°) seront signalés automatiquement au niveau international dans le système SIS (Schengen) et seulement à la demande du magistrat compétent via Interpol Zone 2 et/ou via d'autres zones Interpol ; les signalements seront alors automatiquement insérés dans la banque de données ASF (Automatic Search Facilities).
6. faire appel, si nécessaire, et sur décision du magistrat, au laboratoire de PTS (Police Technique et Scientifique) afin de procéder aux constatations techniques et à d'éventuelles saisies (voir fiche 2.7.) ;
7. désigner un fonctionnaire de police pour les contacts avec les parents.
8. en ce qui concerne les mineurs ou, exceptionnellement, les 18 - 25 ans, Child Focus doit être immédiatement informé afin de maintenir ses équipes en stand-by.

3. *Des actions complémentaires pourront s'avérer nécessaires dans certaines circonstances :*

1. la mobilisation de renforts : équipes supplémentaires, chiens pisteurs, ... (voir fiche 3.7) ;
2. la mobilisation d'associations pour la diffusion de photos parmi la population (voir fiche 3.7) ;
3. la diffusion du signalement de la personne disparue par les médias (télévision, radio, presse écrite, au niveau national ou local...) (voir fiche 3.8.2.) ;
4. des actions de recherche (voir fiche 3.3.).

1.2.2. Information

1.2.2.1. Organisation du parquet

1. Dès qu'il a été avisé de la disparition, le *magistrat de service* veille à ce que les premières recherches soient effectuées et à ce que les signalements nécessaires soient diffusés. Si nécessaire, il ordonne l'exécution des points 1.2.1.2, 2 et 3.
Il avise le *magistrat de référence* de toute disparition inquiétante suivant les modalités et dans les délais déterminés par le procureur du Roi du ressort dans une note de service interne.

2. Une fois avisé, le magistrat de référence est chargé de la direction de l'information à moins qu'un autre magistrat n'ait été désigné à cet effet conformément au point 1.1.1. Si tel est le cas, celui-ci assure la direction de l'information sous le contrôle du magistrat de référence.

Il est essentiel que les règles internes de fonctionnement du parquet soient clairement définies par une circulaire du procureur du Roi et portées à la connaissance du procureur général du ressort et des services de police de l'arrondissement judiciaire concerné.

3. Dès que le dossier est mis à l'instruction, sauf en cas de mini-instruction, le juge d'instruction est chargé de l'enquête et le magistrat de parquet chargé du dossier assure le suivi du dossier conformément aux dispositions du point 1.2.2.3.

4. En cas de disparition inquiétante, le magistrat de parquet chargé de l'information en informera le procureur général en lui procurant immédiatement une copie du procès-verbal initial.

5. En cas de disparition inquiétante, ce magistrat de parquet avise également aussi rapidement que possible le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et, le cas échéant, Child Focus. Pour les autres disparitions, la mise au courant de ce service dépendra de l'angoisse, de l'inquiétude des proches de la personne disparue ou de leur besoin d'être informés sur l'enquête. Ceci sera examiné au cas par cas.

1.2.2.2. Réunion de coordination

1. Lorsqu'une disparition est jugée inquiétante, une *réunion de coordination* sera tenue, si nécessaire, dans les meilleurs délais compte tenu de l'évolution de l'information et des moyens à mettre en œuvre.

2. A cette réunion, présidée par le magistrat chargé de l'information, participeront les personnes suivantes :

- le magistrat de référence ;
- éventuellement le juge d'instruction saisi d'une mini-instruction ;
- les responsables des services de police et d'autres services engagés dans les recherches ;
- la Cellule personnes disparues si sa présence est jugée indispensable par le magistrat chargé de l'enquête.

Sauf si le magistrat l'estime inopportun et sous réserve du respect de l'information et de l'instruction, le case manager de Child Focus est invité à participer aux réunions de coordination.

3. La réunion aura pour but de :

- évaluer la situation ;
- définir une stratégie d'enquête, c'est-à-dire déterminer les priorités, les besoins et la nature des moyens ;
- établir les règles de fonctionnement et de coordination de l'enquête, répartir les tâches entre les services et déterminer les modalités pour l'échange et la transmission d'informations ;
- désigner un coordinateur de police qui sera chargé du suivi de l'exécution des mesures qui auront été décidées.

4. Un rapport contenant l'ensemble des décisions prises au cours de la réunion sera rédigé par l'un des services de police. Il sera approuvé par le président de la réunion et communiqué à chacun des participants ainsi qu'au procureur général.

5. Des réunions d'évaluation seront tenues selon une fréquence convenue lors de la première réunion de coordination et en fonction de l'évolution et des nécessités de l'enquête.

6. Particulièrement en cas de disparition d'un enfant, les enquêteurs examineront la possibilité d'un acte commis par un déviant sexuel.

1.2.2.3. Mise à l'instruction

A tout moment au cours de l'information, le magistrat de parquet chargé de l'enquête évaluera l'opportunité ou la nécessité de procéder à une mini-instruction (art. 28 septies du Code d'Instruction criminelle) ou à une instruction.

1. La mini-instruction ne peut être requise pour :

- obtenir un mandat d'arrêt ;
- obtenir un mandat de perquisition ;
- faire écouter, prendre connaissance ou enregistrer des communications et télécommunications privées.

mais bien pour :

- faire procéder à une autopsie ;
- faire procéder à une exploration corporelle ;
- faire rechercher ou localiser les données l'origine et/ou la destination de télécommunications.

Après l'accomplissement des actes d'instruction, le procureur du Roi se charge de la poursuite de l'information.

2. Même après l'exécution d'une ou plusieurs mini-instructions, une instruction doit toujours être requise s'il s'avère nécessaire d'ordonner des moyens de coercition que la loi réserve expressément au juge d'instruction (nécessité d'un mandat de perquisition, d'un mandat d'amener, d'un mandat d'arrêt, d'écoutes téléphoniques,...). Le juge d'instruction,

saisi d'une mini-instruction, peut également décider qu'il estime être saisi d'une instruction (à part entière), ce qui lui octroie évidemment tous les pouvoirs prévus par la législation.

Il sera par ailleurs conseillé de requérir l'ouverture d'une instruction lorsqu'un enfant disparu, âgé de moins de treize ans, n'aura pu être retrouvé malgré l'application immédiate des mesures urgentes de recherche et d'enquête prévues en cas de disparition inquiétante (voir point 1.2.1.).

1.2.2.4. Rôle du parquet pendant l'instruction

1. En cas d'une mini-instruction, le procureur du Roi continue de diriger l'enquête. Il présidera donc les réunions de coordination qu'il lui paraîtra utile d'organiser.
2. Dès la mise à l'instruction du dossier, le juge d'instruction assume la direction de l'enquête. Dans ce cas, c'est lui qui présidera les réunions de coordination qu'il lui paraîtra utile d'organiser.
3. Le magistrat de parquet chargé du dossier continuera néanmoins à suivre de très près l'évolution de l'enquête :
 - a) il procure au juge d'instruction un compte rendu détaillé des devoirs ordonnés avant la mise à l'instruction et des diverses dispositions prises lors des réunions de coordination. Ce compte rendu est versé au dossier répressif ;
 - b) il se tient informé tout au long de l'instruction des pistes suivies, des devoirs ordonnés et de leurs résultats. C'est la raison pour laquelle il participera aux réunions de coordination organisées par le juge d'instruction. En outre, il pourra demander la communication du dossier d'instruction pour information ;
 - c) il examine et traite toutes les informations transmises n'ayant pas encore de lien direct établi avec le dossier mis à l'instruction.
Si les éléments provenant de ces informations le justifient, il les transmettra au juge d'instruction pour disposition et jonction au dossier répressif ;
 - d) il prend toutes les réquisitions complémentaires opportunes ;
 - e) il prend contact avec d'autres parquets pouvant disposer d'informations utiles.
4. Pendant l'instruction, le parquet continue d'assumer, conformément à l'article 3bis du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle, ses missions en matière d'accueil des victimes et d'entretien des relations avec la presse (voir point 1.3. et fiche 3.4. ci-après).
5. Après communication du dossier répressif, le magistrat de parquet prend les réquisitions en vue du règlement de la procédure.

1.3. Assistance et accueil des proches de la personne disparue

Dès le signalement de la disparition, l'assistance et l'accueil des proches de la personne disparue doivent constituer une préoccupation majeure des services de police et des autorités judiciaires (voir l'article 3bis du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle).

1.3.1. Assistance aux victimes par les services de police

Le service auquel la disparition a été signalée la prendra immédiatement au sérieux (voir point 1.2.1.1.).

Il veillera à la qualité de l'assistance et de l'écoute de la personne qui signale la disparition et des proches qui sont entendus.

Certains éléments du dossier leur seront communiqués. Il en sera ainsi du numéro de notice du dossier et des coordonnées du parquet auquel le procès-verbal sera transmis. Ils seront également informés de la possibilité de consulter un avocat et, en cas d'indigence, de s'adresser au bureau d'assistance judiciaire.

Dans la mesure du possible, les proches de la personne disparue seront impliqués dans les premières recherches. Les premiers devoirs ordonnés leur seront expliqués pour autant que cela ne soit pas de nature à entraver l'enquête.

Un fonctionnaire de police sera désigné pour les contacts avec les proches de la personne disparue.

L'intervention d'un assistant social ou d'un psychologue, éventuellement attaché au service de police pourra, le cas échéant, s'avérer utile.

Conformément à la circulaire OOP 15ter du 9 juillet 1999 du Ministre de l'Intérieur, c'est le fonctionnaire de police qui assure un premier accueil des proches de la personne disparue (la fiche 3.4. contient un résumé de la circulaire).

Il convient également de tenir compte de l'accord de coopération signé le 7 avril 1998 entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes. Vous trouverez également un résumé de l'accord dans la fiche 3.4.

1.3.2. Accueil des victimes par les autorités judiciaires

La directive ministérielle relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux (Dir. 2/97 - 15 septembre 1997) s'applique également aux disparitions (vous en trouverez un résumé dans la fiche 3.4.).

Néanmoins, la spécificité de ce type de dossiers, particulièrement lorsqu'il s'agit d'enfants, justifie des directives particulières complémentaires.

1.3.2.1. En dehors de toute instruction pénale

1. Le parquet rencontrera les proches de la personne disparue aussi rapidement que possible après la première réunion de coordination.

2. Assisteront à cette rencontre :

- les parents et/ou les proches de la personne disparue, accompagnés éventuellement de leur avocat ;
- le magistrat en charge du dossier et, éventuellement, le magistrat de référence ;
- un assistant de justice du Service des Maisons de Justice, accueil des victimes ;
- un officier du service de police chargé de l'enquête ;
- le case-manager de Child Focus si les parents et/ou les proches de la personne disparue le souhaitent.

3. Cette rencontre doit permettre :

- d'être à l'écoute des émotions, des questions et des propositions des parents et/ou des proches ;
- de répondre au mieux à leurs questions ;
- de leur expliquer le rôle de chacun dans l'enquête ainsi que les dispositions légales dans le cadre desquelles les actions peuvent être menées ;
- de leur faire part des mesures qui ont déjà été prises ou qui le seront ;
- de définir les modalités de leurs relations futures avec les autorités et la manière dont les échanges d'informations s'opéreront par la suite ;
- de les informer qu'ils peuvent faire appel à une aide psychologique des Services d'aide aux victimes ;
- de vérifier qu'ils disposent des informations nécessaires pour, s'ils le souhaitent, consulter un avocat ou, en cas d'indigence, s'adresser au bureau d'assistance judiciaire.

1.3.2.2. En cas de mise à l'instruction

1. Le magistrat de parquet reste responsable de l'accueil correct des victimes. Il veillera à informer le magistrat d'instruction de toute rencontre programmée afin de lui permettre, s'il le souhaite, d'y participer.
2. Néanmoins, l'accord du juge d'instruction sera préalablement sollicité quant au contenu des informations relatives à l'enquête pouvant être divulguées aux parents et/ou aux proches.
3. Il va de soi que le juge d'instruction pourra estimer nécessaire de rencontrer les parents et/ou les proches *seul*, de procéder à leur audition ou d'établir un contact constructif pour la suite de l'enquête.

1.3.3 Rôle de Child Focus (voyez le protocole)

Ce rôle est limité aux mineurs d'âge et, de façon exceptionnelle, aux personnes âgées de 18 à 25 ans.

1.4. Relations avec les médias

1.4.1. Relations avec les médias comme moyen de recherche

Afin d'éviter de banaliser le phénomène des disparitions et pour ne pas en amoindrir l'efficacité, l'avis de recherche ne peut pas être utilisé systématiquement comme moyen de recherche.

1.4.1.1. Diffusion d'avis de recherche dans les médias

1.4.1.1.1. Diffusion d'avis de recherche dans les médias

En cas de disparition inquiétante, il pourra s'avérer utile d'associer l'ensemble de la population à la recherche de la personne disparue.

Ce moyen de recherche exceptionnel continuera d'être réservé aux cas particuliers.

Il appartient au procureur du Roi, chargé de l'information, de décider, en concertation avec le magistrat de référence et, le cas échéant, avec le juge d'instruction, de faire diffuser dans les médias un avis de recherche concernant la personne disparue.

Cette décision devra être prise en concertation avec les enquêteurs, les proches de la personne disparue et la Cellule personnes disparues.

S'il est envisagé de diffuser dans les médias un avis de recherche pour la disparition d'un mineur, ou exceptionnellement d'un jeune entre 18 et 25 ans, conformément au protocole conclu entre Child Focus et les autorités judiciaires, Child Focus sera impliqué dans les négociations.

Les conditions pratiques de la diffusion d'avis de recherche dans les médias sont précisées dans la fiche 3.8.2.

1.4.1.1.2. Déclenchement d'une Child Alert nationale

La Child Alert est un avis de recherche visant à atteindre, en temps réel, sur le territoire belge ou une partie de ce territoire, le public le plus large possible et ce, dans l'hypothèse où la vie d'un mineur est en danger immédiat. L'objectif poursuivi est de retrouver le mineur disparu sain et sauf.

La Child Alert ne peut être déclenchée que suite à la décision du magistrat du lieu de la disparition, prise en concertation avec le service de police chargé de l'enquête et la Cellule personnes disparues de la Police fédérale. Il sera notamment tenu compte des risques possibles que le déclenchement de cette Child Alert pourrait faire courir au mineur disparu. Le magistrat du Parquet du Procureur du Roi qui envisage le déclenchement d'une Child Alert en référera immédiatement à son Procureur général pour accord.

Child Focus sera averti sans délai de la décision de déclenchement d'une Child Alert.

Child Focus met à disposition des autorités judiciaires et de la police une plate-forme de diffusion de la Child Alert ainsi qu'une équipe de réception des appels téléphoniques qui travaillera selon la procédure de transfert des appels décrite au dernier paragraphe. La

plate-forme de diffusion est un outil informatique qui permet de formater le message d'alerte pour l'adapter aux différents canaux de diffusion tels que la signalisation routière, les chaînes de radio et de télévision, Internet, les panneaux d'affichage dynamique, les réseaux d'entreprise ou la téléphonie mobile.

Le message d'alerte rédigé par les services de police et approuvé par le magistrat en charge de la disparition contiendra, à tout le moins, le prénom, l'âge et la description du mineur disparu ainsi que les lieu et moment de la disparition. Il pourra contenir des indications sur les circonstances de la disparition, les personnes susceptibles d'avoir un lien avec cette disparition, le moyen de locomotion utilisé ou tout élément utile pouvant favoriser l'enquête. Ce message sera accompagné d'une photographie récente de la personne disparue et, le cas échéant d'une photographie d'un élément remarquable par le public.

Le contenu du message et les images diffusées se feront dans le respect de la présomption d'innocence.

Le message sera aussi court que possible et ne pourra dépasser 1000 caractères. Il aura pour titre : « CHILD ALERT » et mentionnera que les témoins ayant vu le mineur disparu ne peuvent en aucun cas intervenir personnellement et sont priés d'avertir immédiatement la police. Le message contiendra in fine le numéro de téléphone d'urgence de la Police fédérale 0800/30.300 ainsi que celui de Child Focus 116.000.

Il sera rédigé dans la/les langue(s) en vigueur sur le territoire où la Child Alert sera diffusée.

Le magistrat en charge de la disparition déterminera le moment où la Child Alert doit être lancée ainsi que le territoire sur lequel elle doit être diffusée.

Cette Child alert sera diffusée pendant une période de maximum 6 heures et pourra être prolongée trois fois pour atteindre une durée maximale de 24 heures.

Le magistrat en charge de la disparition pourra décider à tout moment d'y mettre fin en donnant ou non des indications sur l'issue de la disparition. Child Focus sera averti de la décision de fin d'alerte.

Tous les appels téléphoniques en liaison avec la Child Alert qui parviennent au numéro d'urgence 116.000 de Child Focus seront immédiatement transférés au centre de crise de la police fédérale selon les modalités déterminées par la Cellule personnes disparues de la Police fédérale. Ces appels sont transmis en temps réel à la Cellule personnes disparues.

1.4.1.2. Emission Appel à témoins - Getuigen gezocht

S'il apparaît en cours d'enquête que les éléments disponibles sont insuffisants pour élucider l'affaire, ou que d'autres méthodes de recherche n'ont pu aboutir à un résultat et que l'avis de recherche est une nécessité absolue, le magistrat chargé de l'enquête peut demander aux responsables de l'émission Appel à témoins - Getuigen gezocht de diffuser un avis de recherche.

Les disparitions inquiétantes constituent en effet un des thèmes prioritaires de ces émissions télévisées.

Il est toutefois nécessaire de disposer d'indices suffisants, susceptibles d'attirer l'attention de témoins potentiels, pour convaincre les responsables des émissions de diffuser les informations.

Les modalités pratiques de la présentation du dossier, de la sélection et de la production du programme sont détaillées dans la fiche 3.8.3 .

1.4.2. Informations générales concernant l'évolution de l'enquête

Les directives concernant les informations qui peuvent être transmises à la presse par les autorités judiciaires et les services de police durant la phase de l'instruction préparatoire sont décrites dans la circulaire commune COL n°7/99 du Collège des Procureurs généraux.

* Le porte-parole chargé des relations avec la presse, désigné par le procureur du Roi dans une note de service, devra veiller en priorité à la protection de la personne disparue (cf. point 7.1. de la COL n°7/99, p. 12 et 13).

La protection légale prévue aux articles 80 de la loi du 08.04.1965 relative à la protection de la jeunesse et 378bis du Code pénal (victimes de délits sexuels) ne peut jamais être perdue de vue.

* Les services de police s'abstiendront de toute communication à la presse à moins qu'ils n'aient été mandatés à cet effet par le procureur du Roi ou qu'ils n'aient reçu son accord.

1.4.2.1. En cas de disparition a priori non inquiétante

En cas de fugue d'un établissement de placement, il conviendra d'éviter la médiatisation sous peine de voir certaines fugues se prolonger ou de voir transgresser les dispositions de l'article 80 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Si les proches de la personne disparue souhaitent (le cas échéant, continuer de) s'adresser de leur propre initiative aux médias, le procureur du Roi examinera avec les médias et les proches le caractère éventuellement préjudiciable de la diffusion d'informations.

1.4.2.2. En cas de disparition inquiétante

Le procureur du Roi doit tenir compte dans la gestion du dossier de la médiatisation inévitable. Celle-ci peut toutefois contribuer à la recherche de la personne disparue.

Le procureur du Roi peut entretenir des contacts avec la presse écrite et audiovisuelle par la voie de communiqués de presse ou de conférences de presse qui seront préparés avec les enquêteurs.

L'avis de découverte de la personne dont le signalement a préalablement été diffusé au public sera également communiqué aux médias, sauf si le procureur du Roi estime dans

l'intérêt de la personne concernée que cela n'est pas indiqué et lorsque la loi l'empêche de communiquer certaines informations. La communication de cet avis se fait par le service qui s'est chargé de diffuser l'avis de recherche dans les médias.

1.5. Attention constante aux personnes disparues

1. Les services de police et les parquets veilleront à assurer le suivi de tous les dossiers de disparition avec une attention particulière pour les disparitions inquiétantes.
2. Il est essentiel que le service de police chargé du désignalement accomplisse correctement cet acte dès qu'il est informé qu'une personne disparue a été retrouvée (cf. recommandations de la fiche 2.8.).
3. Le magistrat de référence du parquet veillera à ce que les dossiers de disparition soient soumis périodiquement, qu'ils aient ou non été mis à l'instruction.

Il fera le point sur l'enquête avec le magistrat chargé de celle-ci. Il examinera s'il y a lieu de la poursuivre, de la relancer ou de la réorienter.

Cet examen aura lieu avec les enquêteurs et l'appui éventuel de la Cellule personnes disparues. On recherchera un lien éventuel entre différents dossiers.

Si le dossier est à l'instruction, le magistrat chargé du dossier appréciera l'opportunité de faire de nouvelles réquisitions.

4. Lorsqu'il y a eu des réunions de coordination (1.2.2.2, 5) et que la dernière réunion a abouti à la conclusion que tout a été mis en oeuvre, mais en vain, pour retrouver la personne disparue, il convient d'organiser une rencontre (conclusive, le cas échéant) avec les parents et / ou les proches, comme prévu sous 1.3.2.
5. Le CIA (Carrefour d'Information de l'Arrondissement) enverra annuellement à chaque parquet et de sa propre initiative une liste de toutes les personnes toujours signalées disparues pour lesquelles il est compétent.

1.6. Attention particulière à la disparition d'étrangers mineurs non accompagnés

1. Définition ?

Par « mineur non accompagné » il convient d'entendre tout ressortissant d'un Etat qui n'appartient pas à l'E.E.E. (Espace économique européen), qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans et qui entre dans ou réside sur le territoire belge sans que le père, la mère, le tuteur légal ou l'époux/épouse ne l'accompagne.

2. Profil ?

Il s'agit le plus souvent de jeunes gens à la recherche d'alternatives à leurs conditions de vie sans perspectives. Ils savent très bien à quoi ils veulent échapper mais l'idée qu'ils se font de la société dans laquelle ils se retrouvent est souvent tout à fait erronée. Ils ne discernent pas non plus les intentions de ceux qui leur promettent un bel avenir dans un autre pays.

Une fois arrivés dans le pays de destination, ils sont extrêmement vulnérables et totalement dépendants de ceux qui ont organisé leur voyage.

Ils éprouvent peu de confiance à l'égard de la police du pays d'accueil car dans leur pays d'origine la population tend à se méfier de la police et à ne pas se sentir protégée par elle. Par manque de clarté administrative (souvent sans pièce d'identité ou avec une identité/nationalité incertaine), ils continuent de fuir à l'intérieur du pays d'accueil et disparaissent souvent anonymement dans la traite des êtres humains, le travail au noir ou la prostitution, où l'abus et la violence forment plus souvent la règle que l'exception. C'est pourquoi il est très difficile de suivre leurs traces.

3. Manifestations

- a) Demandeurs d'asile : une distinction doit être établie entre quatre grandes catégories :
 - Les demandeurs d'asile qui n'aboutiront probablement jamais dans un centre d'accueil ;
 - Ceux qui quittent le centre d'accueil dans les 48 heures ;
 - Les demandeurs d'asile qui séjournent relativement longtemps dans un centre d'accueil ou dans une famille d'accueil et qui disparaissent à partir de là ;
 - Ceux dont la demande d'asile est déclarée définitivement irrecevable.
- b) Non - demandeurs d'asile
 - Ils disparaissent souvent des institutions où ils ont été placés par le juge de la jeunesse, le CBJ (Comité voor Bijzondere Jeugdzorg), le SAJ (Service de l'aide à la jeunesse) ou par le CPAS.
- c) Victimes de la traite des êtres humains.

4. Mesures préventives

- En cas de suspicion de séjour illégal, procéder à la prise de photos et d'empreintes digitales (la prise d'empreintes digitales ne peut pas avoir de finalité pénale).
- Le mineur placé dans un centre d'accueil par le CPAS, le CBJ ou le SAJ, l'instance de tutelle ou le juge de la jeunesse, doit y être accompagné ; l'identité fournie par le mineur et sa photo seront remises à l'établissement.

5. Questions prioritaires

- Veiller à déterminer rapidement et soigneusement l'identité du mineur et des personnes qui l'accompagnent ; rechercher aussi rapidement que possible des membres de la famille ; veiller au suivi maximal du dossier
- Contacter la Cellule mineurs de l'Office des Etrangers aux numéros de permanence mentionnés dans la fiche 2.2.4.
- Informer le plus rapidement possible l'Office des Etrangers de la disparition
- Contacter Child Focus
- Veiller à ce qu'au moins UNE PERSONNE continue à s'occuper de l'enfant : ce peut être quelqu'un qui fasse partie, par exemple, du CPAS, du CBJ, du SAJ, d'une instance de tutelle ou un avocat ou encore le juge de la jeunesse
- Les contacts téléphoniques qui ont eu lieu juste avant la disparition représentent souvent la seule piste de départ possible. Il peut être utile de requérir une mini-instruction ;
- Tout numéro de téléphone trouvé sur des objets qui ont été abandonnés peut s'avérer important ;
- S'informer auprès des autres victimes qui ont côtoyé la personne disparue avant sa disparition ;
- Lorsque des mineurs qui ont été sortis du milieu de la prostitution (et qui ont reçu le statut de victime de la traite des êtres humains) disparaissent de l'institution ou de la famille d'accueil dans laquelle ils ont été placés, il existe normalement déjà un dossier traite des être humains. C'est dès lors en grande partie sur la base des éléments contenus dans ce dossier que l'enquête devra se poursuivre ;
- Si des indices montrent que l'affaire peut s'inscrire dans le cadre de la traite des êtres humains, il convient, en cas de perquisition, de prêter une attention particulière :
 - à du matériel d'étude sur certains pays consulté en vue de rendre leur récit crédible ;
 - à la présence de pièces d'identité d'autres jeunes filles ;
 - aux indications typiques : bible sous l'oreiller comme protection contre le vaudou ;
 - remarque : dans le milieu de la traite des être humains, la pratique du vaudou est un moyen de pression universellement connu pour garder les victimes sous le contrôle de l' «organisation».
- En cas de découverte : établir un lien de confiance pour prévenir des situations encore plus graves : vous pouvez inviter le mineur à prendre contact avec la police, en dépit de tous ses préjugés, s'il est approché par des personnes suspectes.

1.7. Déclenchement d'une Child Alert internationale

1.7.1. Demande de mise en œuvre d'une « Child Alert » par une autorité étrangère compétente

1.7.1.1. Critères de mise en œuvre

Les critères de mise en œuvre sont les suivants :

- la disparition doit présenter un caractère inquiétant au sens de la présente circulaire;
- une demande officielle (commission rogatoire internationale) de l'Etat concerné doit être formulée ;
- il existe des indices sérieux que l'enfant pourrait se trouver en Belgique.

1.7.1.2. La cellule personnes disparues de la Police Fédérale (ci-après dénommée Cellule personnes disparues)

En cas de demande urgente de collaboration dans le cadre d'une alerte transfrontalière, la Cellule Personnes disparues est désignée comme point de contact policier unique. Elle veille, sous l'autorité du parquet fédéral, à la coordination policière des moyens engagés sur le territoire belge. Elle dresse le procès-verbal initial et le transmet au parquet fédéral.

Dans l'hypothèse où une autre autorité serait sollicitée, elle préviendra immédiatement le Procureur fédéral ou la Cellule Personnes disparues.

La Cellule personnes disparues avise immédiatement le parquet fédéral.

1.7.1.3. Le parquet fédéral

Tant que les faits ne peuvent être localisés dans un arrondissement précis, c'est le parquet fédéral qui décidera de la mise en œuvre de la Child Alert en Belgique. Cette décision sera prise après concertation avec la Cellule personnes disparues.

Le parquet fédéral coordonne ensuite tous les efforts d'enquête sur le territoire belge (art. 144sexies du CJ) et prend toutes les mesures urgentes qui sont nécessaires en vue de l'exercice de l'action publique aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'a pas exercé sa compétence légalement déterminée (art. 47duodecies § 2, du CIC).

Dès que la décision de mise en œuvre d'une Child Alert est prise, une réunion de coordination sera convoquée le plus rapidement possible par le parquet fédéral.

Seront conviés :

- le parquet fédéral
- le(s) procureur(s) général(aux) territorialement compétents
- un ou plusieurs magistrats des parquets locaux concernés
- un magistrat de presse désigné par le Parquet fédéral
- la Cellule personnes disparues

- le Service Avis de recherche de Police fédérale (ci-après dénommé, service Avis de recherche).

Le procureur général territorialement compétent tiendra informé le Procureur général qui, au sein du Collège des procureurs généraux, a cette matière dans son portefeuille.

Pourront également être conviés à cette réunion n'importe quelle autorité, partenaire ou instance qui peut apporter une plus-value dans la gestion de cette situation de crise.

Il peut s'agir par exemple :

- d'un officier CGSU
- d'un officier de liaison du Service appui aérien, de la Police des autoroutes, de la Police des voies de chemin de fer, ...
- d'un représentant de Child Focus.

L'objectif de cette réunion de coordination sera entre autre :

- de prendre les décisions nécessaires en vue de localiser la personne disparue
- de déterminer la forme et le contenu de la communication
- de déterminer les responsabilités de toutes les parties concernées
- d'assurer le suivi permanent de l'évolution de la situation
- de désigner l'officier chargé des contacts avec les services de police du pays requérant
- d'établir un listing comprenant les coordonnées des personnes de contact (autorités et services compétents), aussi bien pour la Belgique que pour le(s) pays concerné(s)
- d'assurer le suivi de tous les contacts opérationnels avec les autorités du pays concerné.

A partir du moment où le parquet fédéral décide de déclencher aussi l'alerte en Belgique, le message d'alerte sera rédigé et diffusé, sous son autorité, selon les mêmes modalités que pour la Child Alert nationale. En fonction de l'évolution de la situation, le message d'alerte sera adapté de la même manière. La collaboration avec d'autres services concernés, par exemple Child Focus, se fera suivant les mêmes modalités que pour la Child Alert nationale.

Seul le magistrat de presse désigné par le parquet fédéral communique à propos du lancement et de l'évolution de la Child Alert.

C'est le parquet fédéral qui décide, après concertation avec la Cellule personnes disparues, de mettre fin à la Child Alert en Belgique. Il mettra immédiatement au courant toutes les parties concernées.

Dès que les faits peuvent être localisés dans un arrondissement déterminé et que le procureur du Roi concerné exerce ses compétences légales, celui-ci devient responsable

de la gestion de l'affaire, il en prend la direction et ordonne toutes les mesures utiles à prendre.

Le procureur fédéral lui donnera son appui dans le cadre de sa mission de facilitation de la coopération internationale (art. 144sexies du CJ).

Le procureur du Roi informe immédiatement son procureur général.

1.7.2. Demande d'un magistrat belge afin de mettre en œuvre une « Child Alert » à l'étranger

Le procureur du Roi qui souhaite adresser une demande urgente d'entraide internationale en vue de lancer une Child Alert à l'étranger, avertit immédiatement son procureur général. La décision est prise en concertation.

La demande est introduite auprès des autorités judiciaires étrangères au moyen d'une commission rogatoire internationale. La demande peut être adressée via le moyen de communication le plus rapide et ensuite confirmée aussi rapidement que possible via une commission rogatoire internationale écrite.

Le procureur du Roi en informe le parquet fédéral qui facilite la coopération internationale (art. 144 sexies du CJ).

1.8. Conclusion

Les présentes directives et les renseignements pratiques contenus dans les annexes appelées "fiches" doivent permettre une prise en charge opérationnelle et humaine de qualité des situations de disparition et, par conséquent, de renforcer les chances de retrouver saines et sauves les personnes disparues.

Il sera toutefois indispensable d'évaluer continuellement leur application afin d'apporter les adaptations nécessaires en tenant compte à la fois des difficultés juridiques ou pratiques rencontrées et des modifications de loi.

Cette évaluation pourra se faire à la demande de toute personne à qui la présente directive ministérielle est adressée (elle fera parvenir sa demande au Collège des Procureurs généraux) ou à la demande du Ministre de la Justice.

2. Premiers devoirs et premières réactions

Check-lists et fiches

2.1. Critères d'une disparition inquiétante

Préambule

Déterminer la nature d'une disparition ou essayer d'en déterminer le caractère inquiétant ou non est essentiel au début de l'enquête visant à retrouver une personne disparue.

Le moment de la déclaration de la disparition et les heures qui la suivent sont d'une importance capitale. Une évaluation permanente de l'évolution de l'affaire est indispensable !! A tout moment, les efforts de recherche doivent pouvoir être adaptés à des éléments nouveaux.

Il s'agit de réagir de la manière la plus appropriée possible, c'est-à-dire sans, d'une part, sous-estimer ou minimaliser l'affaire et, d'autre part, tomber dans l'exagération ou réagir de manière excessive.

Vous trouverez ci-après les critères pouvant aider à déterminer le caractère inquiétant de la disparition.

A cet égard, les remarques suivantes doivent toujours rester présentes à l'esprit :

- * ces critères sont destinés à orienter et ne sont en aucun cas restrictifs ;
- * les éléments apportés par le déclarant doivent être examinés soigneusement en vue d'évaluer le caractère inquiétant ou non de la disparition. Il convient de prêter attention à l'intime conviction du déclarant ;
- * chaque disparition est unique et différente ! Chaque situation doit être envisagée et jugée séparément. Le bon sens et la logique constituent la base d'une approche appropriée.

Critères

1. la personne disparue a moins de 13 ans ;
2. la personne disparue présente un handicap physique ou mental ou manque d'autonomie ;
 - p.ex. : - degré du handicap ;
 - âge élevé ;
 - difficultés de déplacement,...
3. la personne disparue suit un traitement médical ou doit prendre des médicaments qui lui sont indispensables ;

4. les informations disponibles permettent de supposer que la vie de la personne disparue est menacée ;

p.ex. : - il existe des indications de suicide (lettre d'adieu, déclarations à des tiers,...) ;
- la personne disparue a été vue pour la dernière fois dans une situation potentiellement dangereuse (une personne âgée qui se trouve dans une zone portuaire,...) ;

5. les informations disponibles permettent de supposer :

- que la personne disparue se trouve en compagnie de tiers qui pourraient constituer une menace pour son bien-être ;
- ou qu'elle est la victime d'un délit ;

p.ex. : - il y a un témoin d'un enlèvement possible ;
- la personne a été vue pour la dernière fois en compagnie d'un(e) inconnu(e),...

6. l'absence de la personne est en contradiction totale avec son comportement habituel ;

p.ex. : - le comportement de la personne avant sa disparition s'écartait de son comportement habituel ;
- l'absence totale de toute indication utile ;
- la personne disparue n'a emporté aucun effet personnel ;
- la personne disparue a abandonné son véhicule ;
- la personne disparue ne s'est exceptionnellement pas présentée à un rendez-vous.

2.2. Réactions immédiates

2.2.1. Devoirs à accomplir en toutes circonstances

La présente liste des devoirs éventuels n'est pas exhaustive et les autres devoirs doivent être appréciés en fonction de la disparition traitée.

Déclaration	Enregistrer une déclaration aussi claire que possible du ou des déclarants (<i>voir fiche 2.4. Audition déclarant(s)</i>)
Disparition	<ul style="list-style-type: none"> * Essayer de vérifier s'il s'agit vraiment d'une disparition ; rassembler le plus d'éléments possibles pouvant orienter les premières recherches. Essayer si possible de déterminer le plus rapidement possible la véritable nature de la disparition (disparition inquiétante, fugue de mineur ou autre) * Utiliser à cet effet les critères précités qui pourront vous aider à apprécier la nature inquiétante ou non de la disparition (<i>voir fiche 2.1. Critères disparition inquiétante</i>) <p>En cas de disparition inquiétante, suivre également les directives de la fiche 2.2.2</p> <p>En cas de fugue de mineur, suivre également les directives de la fiche 2.2.3</p> <p>En cas de disparition d'un mineur étranger non accompagné, suivre également les directives de la fiche 2.2.4</p>
Rédaction du procès-verbal	* Dresser immédiatement un procès-verbal (contenant au moins l'audition du déclarant)
Signalement BNG	* Toutes les données à caractère personnel doivent être transmises le plus rapidement possible au centre de communication afin d'établir le signalement urgent de la personne sur le plan national, via le système BNG (Banque de données Nationale Générale), et afin de composer un avis de recherche urgent (<i>voir fiche 2.8. Directives de signalement et de désignement</i>)
Information sur le terrain	* Transmettre le plus rapidement possible, par le plus grand nombre de moyens de communication, tous les éléments pouvant s'avérer utiles pour les recherches ultérieures aux autres équipes et services de police travaillant sur le terrain. Veillez à ce que toutes les équipes sur le terrain disposent au moins d'un signalement précis et d'une copie (de bonne qualité) d'une photo de la personne disparue (si disponible)
Photos - Vidéo	<ul style="list-style-type: none"> * Veiller à obtenir une ou plusieurs photos récentes et utilisables de la personne disparue. Il est important que ces photos donnent une image aussi fidèle que possible de la personne. Se limiter, si possible, à la diffusion d'une seule photo, sauf si la première photo diffusée ne donne pas satisfaction * Une cassette vidéo peut également être utile pour la poursuite de l'enquête

Lieu où la personne disparue a été vue pour la dernière fois	<ul style="list-style-type: none"> * Décrire de la manière la plus précise et la plus détaillée possible les circonstances de la disparition. Il importe avant tout de déterminer le lieu où la personne disparue a été vue pour la dernière fois. Ce lieu constitue en fait le point de départ de tous les efforts de recherche ultérieurs
Protection du lieu	<ul style="list-style-type: none"> * Isoler, si nécessaire, le lieu de la disparition en vue de l'utilisation éventuelle d'un chien pisteur. Il est primordial que des traces éventuelles ne soient pas altérées ou détruites, dans l'intérêt d'une éventuelle descente du labo (protection des traces !!) * Utiliser un ruban de balisage pour établir un périmètre et laisser sur place une équipe afin de contrôler ou d'interdire l'accès à ce périmètre
Visite de l'habitation et de ses dépendances dans le voisinage immédiat	<ul style="list-style-type: none"> * Toujours noter l'accord préalable avant de procéder à la visite domiciliaire * Ensuite, toujours contrôler vous-même l'habitation où séjournait la personne disparue et être attentif à tout indice pouvant être en rapport avec la disparition (désordre, traces de violences, vêtements disparus, lettre d'adieu, adresses, numéros de téléphone, médicaments, drogue ...) * Même si la famille ou les proches de la personne disparue ont déjà procédé à une fouille, celle-ci doit être à nouveau effectuée par le service de police ; Il faut être absolument sûr que les résultats d'une fouille sont négatifs avant de procéder à d'autres devoirs * Veiller à ce que les traces ne soient pas détruites en vue d'une descente éventuelle du labo ou de l'utilisation d'un chien pisteur
Présences	<ul style="list-style-type: none"> * Relever l'identité de toutes les personnes présentes sur les lieux et tenter de découvrir l'identité des dernières personnes qui ont été en contact avec la personne disparue
Contacts avec la famille et les connaissances	<ul style="list-style-type: none"> * Essayer également de recueillir auprès de la famille, des amis et des connaissances, de l'école, ... des éléments susceptibles de vous permettre de retrouver la personne disparue ou tout au moins d'orienter l'enquête
Assistance aux victimes	<ul style="list-style-type: none"> * Pendant l'exécution des missions policières, ne négliger en aucun cas la famille ou les proches de la personne disparue. Si la famille le souhaite, faire venir le plus rapidement possible une aide professionnelle sur place. L'assistance aux victimes doit rester une préoccupation permanente et essentielle (<i>Voir fiche 3.4. Assistance aux victimes</i>) * Si possible, associer la famille aux opérations, par ex. les recherches, pour qu'elle ait le sentiment d'être impliquée de manière sensée * Pensez au rôle possible de Child Focus
Contrôle général	Procéder à un contrôle général : prendre contact avec d'autres services de police, vérifier auprès des gares, des hôpitaux, des prisons, ...

2.2.2. Devoirs supplémentaires dans le cadre d'une disparition inquiétante

La liste des devoirs possibles n'est pas exhaustive et les autres devoirs à accomplir doivent être appréciés en fonction de la disparition traitée.

Dès que l'on estime qu'une disparition est inquiétante, ou en cas de doute, le responsable (sur le plan policier) doit en être immédiatement informé. Les actions suivantes doivent en tous les cas être entreprises :

2.2.2.1. Informers

- a. informer immédiatement par téléphone le magistrat de parquet de service et lui transmettre sans délai (par fax ou par porteur) le P-V initial (contenant au moins l'audition du déclarant).
- b. contacter la Cellule personnes disparues
 - * pendant les heures de service : 02/642.78.13 of 02/642.78.27
 - * en dehors des heures de service : 02/642.78.09 of 02/642.78.10
 - * numéro de fax : 02/642.76.39
- c. la Cellule personnes disparues avertit le magistrat fédéral.

2.2.2.2. Actions à entreprendre en toutes circonstances

Fouille	<ul style="list-style-type: none"> * Avant d'élargir le champ des recherches, il est essentiel de fouiller dans les délais les plus brefs l'endroit où la personne a été aperçue pour la dernière fois ou le lieu d'où elle a probablement disparu (logement, école, lieu de travail, etc.), en veillant à protéger les traces éventuelles - Il est possible que, pour l'une ou l'autre raison, la personne disparue se soit cachée quelque part sur place (par ex. un enfant qui rentre avec un mauvais bulletin,...), ou se soit enfuie et qu'une fouille minutieuse permette de résoudre très rapidement le problème - La fouille de l'endroit permettra peut-être de découvrir des éléments très utiles et susceptibles d'orienter les recherches ultérieures. La clé du problème peut être trouvée dans de petits indices tels que des annotations dans un journal intime ou des numéros de téléphone - En cas de disparition d'enfant, il est essentiel de motiver et d'expliquer chaque action aux parents
Enquête de voisinage	Procéder systématiquement à une enquête de voisinage (voir fiche 2.5. <i>Enquête de voisinage</i>)
Sur le plan international	Signalement international SIS et Interpol (voir fiche 2.8. <i>Directives du signalement international</i>)
Constatations techniques	Après avoir protégé les traces et à la requête du magistrat, demander dès que possible l'assistance du laboratoire PTS pour faire procéder aux constatations techniques et/ou aux saisies nécessaires
Personne de contact	Désigner un policier en tant que personne de contact pour la Famille

Réunion de coordination	Lorsque les premières mesures urgentes ont été prises, le magistrat de parquet organise une réunion de coordination (voir à ce sujet le point 1.2.2.2)
--------------------------------	--

2.2.2.3. Apprécier si les actions suivantes doivent être entreprises

Renfort	En fonction des devoirs à accomplir, demander du renfort (équipes supplémentaires, chien pisteur, autres moyens,...)
Presse	Diffuser l'information dans la presse écrite et les médias radiotélévisés, tant au niveau local que fédéral (voir fiche 3.8)
Recherches	Entreprendre les recherches. Moyens disponibles (fiche 3.3)
Contacts avec Child Focus et/ou d'autres organisations privées.	Prendre contact avec Child Focus en cas de disparition de mineur (voir protocole en annexe) et/ou avec d'autres organisations
Autres	Autres mesures urgentes à prendre en fonction du dossier

2.2.3. Réactions en cas de fugue de mineur

Dans ce domaine, la présente liste des devoirs éventuels n'est pas non plus exhaustive et les autres devoirs à accomplir doivent être appréciés en fonction de l'affaire traitée.

Déposition	* Enregistrer une déposition aussi complète que possible du ou des déclarants (<i>voir fiche Audition déclarant(s)-fugueur</i>)
Fugueur	<ul style="list-style-type: none"> * Essayer de vérifier s'il s'agit vraiment d'une fugue ; recueillir un maximum d'éléments susceptibles de confirmer cette hypothèse * Ne pas oublier que dans certains cas (critères !) une fugue peut être assimilée à une disparition inquiétante. Essayer en tous les cas de vérifier si la personne peut être en danger. En cas de disparition inquiétante, suivre également les directives de la fiche 2.2.2
Rédaction du procès-verbal	<ul style="list-style-type: none"> * Dresser immédiatement un procès-verbal (contenant au moins l'audition du ou des déclarants) * Mentionner les fugues précédentes et pour chacune d'entre elles, les numéros et les dates des procès-verbaux ainsi que le lieu où le fugueur avait été retrouvé * En cas de fugue : communiquer le procès-verbal le premier jour ouvrable qui suit * S'il apparaît que l'intéressé est un malade mental colloqué qui par manque de surveillance s'enfuit chaque fois de l'établissement qui l'héberge, un procès-verbal peut être dressé à charge du médecin responsable (articles 15 et 37 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux)
Signalement	* Toutes les données à caractère personnel nécessaires doivent être transmises le plus rapidement possible au centre de communication afin d'établir d'urgence le signalement de la personne sur le plan national, via le système BNG, et afin de composer un avis de recherche urgent. (<i>Voir fiche 2.8 Directives de signalement et de désignalement</i>)
Information sur le terrain	* Diffuser à l'attention des autres équipes et services de police sur le terrain une description de la personne et (si disponible) une copie de sa photo
Photos + Vidéo	<ul style="list-style-type: none"> * Essayer si possible d'obtenir une ou plusieurs photos récentes et utilisables de la personne. Il est important que ces photos donnent une image aussi fidèle que possible de la personne * En pareils cas, la diffusion dans les médias ne constitue généralement pas une priorité. Toutefois, il est indiqué de pouvoir disposer d'une photo le plus rapidement possible * La diffusion doit être limitée à une seule photo, sauf si la première photo ne donne pas satisfaction * Une cassette vidéo peut également être utile pour la poursuite de votre enquête

Visite de l'endroit de la disparition	<ul style="list-style-type: none"> * Toujours noter l'accord préalable avant de procéder à la visite domiciliaire * Ensuite, toujours contrôler vous-même l'habitation ou l'établissement où la personne résidait habituellement * Il importe d'être attentif aux éléments susceptibles de confirmer l'hypothèse d'une fugue (vêtements, argent de poche emportés, lettre, préparatifs éventuels, adresses, numéros de téléphone, ...)
Contacts avec la famille et les connaissances	<ul style="list-style-type: none"> * Tenter par le biais de la famille, des amis, des connaissances, de l'école, de l'établissement, d'un mouvement de jeunesse ou d'une association sportive, etc. de collecter des informations utiles pour orienter les recherches * Dans quels milieux évoluait généralement l'intéressé(e) * Essayer d'obtenir l'identité des dernières personnes qui ont été en contact avec la personne disparue
Contacts avec les centres d'accueil, etc.	<ul style="list-style-type: none"> * En cas de fugue, il est indiqué de maintenir des contacts avec des centres d'accueil, des refuges, des centres consultatifs pour jeunes, etc. puisque dans de nombreux cas le fugueur cherche à les contacter
Assistance aux victimes	<ul style="list-style-type: none"> * Pendant l'exécution de toutes tâches policières, ne négliger en aucun cas la famille ou les proches de la personne disparue. S'ils le souhaitent, veiller à ce qu'il puisse être fait appel rapidement à une assistance professionnelle. L'assistance aux victimes doit rester une préoccupation permanente et essentielle (<i>Voir fiche 3.4 Assistance aux victimes</i>) * Attention : le fugueur peut être lui-même la victime de celui qui a déclaré la fugue : les fugueurs fuient avant tout des problèmes et ne sont pas nécessairement à la recherche de quelque chose... (fonction de signal) ; dans ce cas une assistance adéquate et directe nécessite avant tout du temps et de l'espace (parfois un refuge) * Pensez au rôle possible de Child Focus
Contrôle général	Procéder à un contrôle général : prendre contact avec d'autres services de police, vérifier auprès des gares, des hôpitaux, des prisons, ...

2.2.4. Réactions en cas de disparition d'un mineur non accompagné (MINA)

La présente liste des devoirs éventuels n'est pas exhaustive et les autres devoirs à accomplir doivent être appréciés en fonction des la disparition traitée

Déposition	<ul style="list-style-type: none"> * Enregistrer une déposition aussi complète que possible du ou des déclarants (<i>Voir fiche 2.4. Audition déclarant(s)</i>) * Accorder une attention particulière à l'orthographe exacte du nom (généralement il s'agit de noms étrangers)
Questions prioritaires typiques	<ul style="list-style-type: none"> * Donner les éléments qui indiquent qu'il s'agit de la disparition d'un MINA et déterminer : <ul style="list-style-type: none"> • le pays d'origine • le pays de destination • si une procédure d'asile est en cours ou non ; dans l'hypothèse où la demande d'asile a été acceptée, si l'intéressé(e) est inscrit(e) ou non au registre de population en tant que réfugié(e) politique reconnu(e) • dans l'hypothèse où la personne est en situation illégale (plus vulnérable), si elle est ou non en possession d'une déclaration d'arrivée • si elle a été placée en centre d'accueil ou en famille d'accueil via un CBJ, SAJ, un juge de la jeunesse ou un CPAS • le lieu de résidence des membres de la famille • le lieu d'asile et nom de l'instance qui y a envoyé l'intéressé(e); le nom et le service du fonctionnaire qui l'a interrogé(e) • si l'intéressé(e) est ou non une victime de la traite des êtres humains reconnue <p>En cas de disparition inquiétante, suivre également les directives de la fiche 2.2.2</p>
Rédaction du procès-verbal	<ul style="list-style-type: none"> * Dresser immédiatement un procès-verbal (contenant au moins l'audition du déclarant) * en cas de disparition inquiétante : informer le parquet par téléphone et envoyer le procès-verbal par fax ou par porteur * en cas de disparition non inquiétante : communiquer le procès-verbal le premier jour ouvrable qui suit

Signalement	<ul style="list-style-type: none"> * Toutes les données à caractère personnel nécessaires doivent être transmises le plus rapidement possible au centre de communication afin d'établir d'urgence le signalement de la personne sur le plan national, par le système BNG, et afin de composer un avis de recherche urgent. (<i>Voir fiche 2.8 Directives de signalement et de désignement</i>) * N'envisager un signalement SIS ou Interpol que s'il existe des éléments concrets indiquant que la personne disparue pourrait séjourner à l'étranger
Information sur le terrain	<ul style="list-style-type: none"> * Diffuser à l'attention des autres équipes et services de police sur le terrain une description de la personne et (si disponible) une copie de sa photo
Photos + Vidéo	<ul style="list-style-type: none"> * Veiller à obtenir une ou plusieurs photos récentes et utilisables de la personne. Il est important que ces photos donnent une image aussi fidèle que possible de la personne * Pour les mineurs qui ont introduit une procédure d'asile, il peut être fait appel aux autorités compétentes en matière d'asile et de séjour des étrangers (Office des Etrangers, CGRA, CPRR (*)), cela vaut également, à titre exceptionnel, pour les illégaux

(*) CGRA = Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides / CPRR = Commission permanente de Recours des Réfugiés

Circonstances - lieu de la disparition	<ul style="list-style-type: none"> * Déterminer les circonstances de la disparition. ... (fréquents contacts téléphoniques préalables (parfois anonymes), personne(s) avec qui la personne disparue est arrivée en Belgique, des compagnons de voyage ont-ils déjà disparu, ... ?) * Il est important de déterminer où et avec qui la personne disparue a été vue pour la dernière fois
Visite du lieu de résidence	<ul style="list-style-type: none"> * Noter l'accord préalable avant de procéder à la visite domiciliaire * Procéder à un contrôle de l'habitation où séjournait la personne disparue et être attentif à tout indice pouvant être en rapport avec la disparition (documents abandonnés, adresses de contacts, numéros de téléphone, ...) * Prévoir éventuellement la descente du labo (traces de violence) ou l'utilisation d'un chien pisteur (Protection des traces !)
Personnes présentes	<ul style="list-style-type: none"> * Noter l'identité de toutes les personnes présentes sur les lieux et essayer de connaître l'identité des dernières personnes qui ont été en contact avec la personne disparue
Contact avec les connaissances, etc.	<ul style="list-style-type: none"> * Essayer de recueillir via la famille d'accueil ou des centres d'accueil, des connaissances, des amis, l'école, le pays d'origine, ... des éléments susceptibles d'orienter l'enquête

Contacts avec l'Office des Etrangers - CGRA	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Toujours</u> prendre contact avec la Cellule Mineurs de l'Office des Etrangers * Informer cette Cellule de toute disparition d'un MINA. Elle peut être contactée au numéro 02/ 205.55.22. ou au numéro de fax 02/ 205.57.26. (pendant les heures de service) ou via la permanence aux numéros 02/203.88.22, 02/ 203.96.73, 02/ 206.13.77 ou au numéro de fax 02/ 201.00.06 (pour toute information utile en dehors des heures de service) * La Cellule possède un système de fiches complété, en principe, chaque fois qu'une situation illégale concernant un mineur non accompagné fait l'objet d'une déclaration (même si le mineur n'a pas introduit de demande d'asile) Vous pouvez y obtenir: des photos, des empreintes digitales, la première audition au moment de l'arrivée et le nom de la personne qui accompagnait le MINA, l'identité de sa première personne de contact en Belgique ou dans un autre pays, des informations concernant l'arrivée d'autres étrangers le même jour ou aux mêmes adresses ou par le biais des mêmes personnes de contact, ainsi qu'éventuellement d'autres informations utiles (p. ex., état de la procédure d'asile, but du voyage) <p>P.S. : si la Cellule n'est pas joignable pendant les heures de service, vous pouvez contacter le bureau C (Bureau Clandestins) au numéro de téléphone 02/206.15.15 et au numéro de fax 02/ 206.14.06</p>
Contact avec Child Focus	Prendre contact avec Child Focus
Contact avec le magistrat de référence Traite des êtres humains	<ul style="list-style-type: none"> * Indiquer clairement dans le procès-verbal initial s'il y a suspicion de traite des êtres humains, de sorte que le magistrat de référence Disparitions puisse en informer son collègue le magistrat de référence Traite des êtres humains
Assistance aux victimes	<ul style="list-style-type: none"> * Pendant l'exécution de ces tâches policières, ne négliger en aucun cas les familles d'accueil et éventuellement la famille ou les proches. L'assistance aux victimes doit rester une préoccupation permanente et essentielle (<i>voir fiche 3.4. Assistance aux victimes</i>) * Veiller à apporter une assistance psychologique aux personnes qui présentent un syndrome traumatique ou post traumatique (personnes qui viennent de zones de combat, qui ont subi des atrocités, qui ont été témoins de choses inimaginables). Pour ce faire, il est préférable de faire appel à d'autres personnes (psy) * Penser au rôle que pourrait jouer Child Focus
Contrôle général	<ul style="list-style-type: none"> * Procéder à un contrôle général : prendre contact avec les autres services de police, vérifier auprès des gares, des hôpitaux, des institutions et centres d'accueil

2.3. Contact avec la cellule personnes disparues

Qui peut faire appel à la Cellule Personnes disparues ?

TOUT service de police confronté au problème d'une disparition potentiellement inquiétante, doit, de sa propre initiative ou à la requête du magistrat, en informer le plus rapidement possible la Cellule Personnes disparues.

Quand faut-il faire appel à la Cellule Personnes disparues ?

Appel obligatoire :

- si on estime, sur la base des critères, qu'il s'agit d'une disparition inquiétante ou criminelle (voir fiche 2.1. Critères d'une disparition inquiétante).

Appel facultatif

- s'il est difficile d'apprécier la nature de la disparition et que l'on souhaite un avis en la matière ;
- si on a le moindre doute quant à la manière d'aborder la disparition ;
- si des moyens dont on ne dispose pas au niveau local doivent être mis en oeuvre ou si l'on souhaite obtenir des informations sur la possibilité d'engager des moyens particuliers ;
- pour tout problème ponctuel ou structurel concernant la manière d'aborder la disparition.

Comment faire appel à la Cellule Personnes disparues ?

- Pendant les heures de service : directement
====> 02/642.78.13 ou 02/642.78.27
- En dehors des heures de service : via la permanence DGJ (Direction Générale de la Police Judiciaire) – DJO (Direction des opérations et de l'information en matière de police judiciaire)
====> 02/642.78.09 ou 02/642.78.10
- Numéro de fax : 02/642.76.39
- Adresse : rue Fritz Toussaint, 47 - 1050 BRUXELLES

Possibilités offertes par la Cellule Personnes disparues : voir fiche 3.5. Rôle et possibilités de la Cellule Personnes disparues.

2.4. Questionnaires pour l'audition de déclarants

2.4.1. Checklist audition en cas de déclaration de disparition

La liste des questions possibles n'est pas exhaustive et l'opportunité de poser d'autres questions doit être appréciée en fonction de la nature de la disparition

1. Identité de la personne disparue

- Nom - Prénom de la victime
- Date de naissance - âge (+ l'âge correspond-il à l'apparence de la personne ?)
- Sexe
- Lieu de naissance
- Lieu de résidence
- Prénom usuel

2. Comportement de la personne disparue

- Personnalité / caractère / tempérament / nature
Aventurier / entêté / Indépendant
- Ce n'est pas la première disparition / fréquence
Incidents antérieurs / contacts avec les services de police ou la justice / délinquant
- Comportements / habitudes / lieux de rencontre fixes
Changement de comportement récent
- Y a-t-il des endroits appartenant au passé de la personne disparue où celle-ci pourrait se rendre pour des raisons émotionnelles / affectives ?
- Y a-t-il eu dispute / désaccord ?
Problèmes familiaux, récemment ou dans le passé / situation des parents
Sujet de discussion de ces derniers jours
- A quel parent la garde a-t-elle été confiée ? - Décision judiciaire
En cas de divorce : coordonnées de l'autre parent
- Consommation d'alcool, de drogue, de médicaments + depuis quand ?
L'intéressé fume-t-il/elle ? - marque de cigarettes
Dépression / a-t-il/elle été admis(e) dans une institution ?
Tentative de suicide / maladies
- Où sort-il/elle ? / Qui fréquente-t-il/elle ? - relations

- Quelle serait sa réaction en cas d'enlèvement ?

3. Informations générales

- Description / vêtements / apparence / taille / silhouette / signes particuliers
- En possession ou non de sa carte d'identité / d'autres documents (p. ex. un passeport, un passeport enfant, ...)
- Y a-t-il une photo / un film vidéo de la victime ?

Défauts / particularités / tatouages / cicatrices - lesquelles et où ?

- Gaucher ou droitier
- Groupe sanguin
- En possession d'argent ? / combien / quelles devises / carte bancaire - compte en banque
- En possession de bagages ? (lesquels?)
- Bijoux / montre - description
- L'intéressé(e) connaît-il/elle le numéro de téléphone de son domicile ?
- Cachette / destination potentielle / noms - adresses - numéros de téléphone
- Connaissances linguistiques / dialecte
- Données fournies par le dentiste et/ou le médecin de famille
- Moyens de communication disponibles (GSM - sema digit - ...)
- Employeur - école
- Connaissances - amis
- Loisirs
- Quand l'intéressé(e) a-t-il/elle mangé pour la dernière fois ? Qu'a-t-il/elle mangé ?

4. Moment de la disparition

- Depuis combien de temps l'intéressé(e) a-t-il/elle disparu ? / Quand la disparition a-t-elle été constatée ?
Date / heure / jour de la semaine
- Quand a-t-il/elle été vu(e) pour la dernière fois ? / Par qui ?

- Divers
 - Un événement particulier se déroulait-il à cette date ? (fête, foire, vacances, ...)
 - La personne disparue a-t-elle pris part à un événement particulier avant sa disparition ?

5. Lieu de la disparition

- Adresse exacte (si elle est connue) / description du lieu
- Itinéraire normal jusqu'à la destination. P. ex. domicile ⇒ école
- Chemin pour aller chez des membres de la famille, chez des amis, à l'école, ... ou en revenir
- Environnement : urbain / rural
- A proximité de : autoroute / station-service / voies navigables / chemin de fer / gare / aéroport / centre commercial / bois / autres...

6. Circonstances de la disparition

- L'intéressé(e) était-il/elle seul(e), en compagnie d'autres personnes ? (description + véhicule)
S'il/elle était accompagné(e), par qui ? - identité
- Comment la disparition a-t-elle été constatée ? Par qui ? Quand ? Dans quelles circonstances ?
- Qui a vu la personne disparue pour la dernière fois ?
- Moyens de transport éventuellement utilisés. Habitudes en matière de déplacement / tram / train / bus / vélo
Habitue de faire de l'auto-stop
Où l'intéressé prend-il les transports en commun ?
- Des agissements suspects ont-ils été observés aux alentours du lieu de la disparition ? Personnes / Véhicules
- Des traces ont-elles été trouvées à l'endroit présumé de la disparition ?

7. Quels contrôles ou démarches ont déjà effectués ?

- Vérifications téléphoniques
- Visites domiciliaires
- Avertissements

8. Consigner l'autorisation de procéder à une visite domiciliaire !

2.4.2. Checklist audition en cas de déclaration de fugue

La présente liste des questions possibles n'est pas exhaustive et l'opportunité de poser d'autres questions doit être appréciée en fonction de la nature de la disparition

1. Identité de la personne disparue

- Nom - Prénom de la victime
- Date de naissance - âge (+ l'âge correspond-il à l'apparence de la personne ?)
- Sexe
- Lieu de naissance
- Lieu de résidence
- Prénom usuel

2. Comportement de la personne disparue

- Personnalité / caractère / tempérament / nature
Aventurier / entêté / indépendant
- Ce n'est pas la première disparition / fréquence
Incidents antérieurs / contacts avec les services de police ou la justice / délinquant
- Comportements / habitudes / lieux de rencontre fixes
Changement de comportement récent
- Y a-t-il des endroits appartenant au passé de la personne disparue où celle-ci pourrait se rendre pour des raisons émotionnelles / affectives ?
- Y a-t-il eu dispute / désaccord ?
Problèmes familiaux, récemment ou dans le passé / situation des parents
Sujet de discussion de ces derniers jours
- A quel parent la garde a-t-elle été confiée ? - Décision judiciaire
En cas de divorce : coordonnées de l'autre parent
- Consommation d'alcool, de drogue, de médicaments + depuis quand ?
L'intéressé(e) fume-t-il/elle ? - marque de cigarettes
Dépression / a-t-il/elle été admis(e) dans une institution ?
Tentative de suicide / maladies
- Où sort-il/elle ? / Qui fréquente-t-il/elle ? - relations

3. Informations générales

- Description / vêtements / apparence / silhouette / signes particuliers
- En possession ou non de sa carte d'identité / d'autres documents (p. ex. un passeport, un passeport enfant, ...)
- Y a-t-il une photo / un film vidéo de la victime ?
- En possession d'argent ? / combien / quelles devises / carte bancaire - compte en banque
- En possession de bagages ? (lesquels?)
- Bijoux / montre - description
- L'intéressé connaît-il le numéro de téléphone de son domicile ?
- Cachette / destination potentielle / noms - adresses - numéros de téléphone
- Connaissances linguistiques / dialecte
- Moyens de communication disponibles (GSM - sema-digit - ...)
- Employeur - école
- Connaissances - amis
- Loisirs

4. Moment de la disparition

- Depuis combien de temps l'intéressé(e) a-t-il/elle disparu ? /Quand la disparition a-t-elle été constatée ?
Date / heure / jour de la semaine
- Quand a-t-il/elle été vu(e) pour la dernière fois ? / Par qui ?
- Divers
 - Un événement particulier se déroulait-il à cette date ? (fête, foire, vacances, ...)
 - La personne disparue a-t-elle pris part à un événement particulier avant sa disparition ?

5. Lieu de la disparition

- Adresse exacte (si elle est connue) / description du lieu
- L'intéressé(e) s'est-il/elle enfui(e) du domicile de ses parents ou d'une institution ?
(nature de l'institution)

6. Circonstances de la disparition

- L'intéressé(e) était-il/elle seul(e), en compagnie d'autres personnes (description + véhicule)
S'il/elle était accompagné(e), par qui ? - identité
- Comment la disparition a-t-elle été constatée ? Par qui ? Quand ? Dans quelles circonstances ?
- Qui est la dernière personne à avoir vu la personne disparue ?
- Moyens de transport éventuellement utilisés
Habitudes en matière de déplacement / tram / train / bus / vélo
Habitue de faire de l'auto-stop
Où l'intéressé(e) prend-il/elle les transports en commun ?
- Quels sont les éléments qui indiquent que la personne est en fugue ?
(l'intéressé(e) a emporté des vêtements, de l'argent (économies), a laissé une lettre, ...)

7. Quels contrôles ou démarches ont déjà été effectués ?

- Vérifications téléphoniques
- Visites domiciliaires
- Avertissements

8. Consigner l'autorisation de procéder à une visite domiciliaire !

2.5. Indications en vue de l'enquête de voisinage

1. Importance de l'enquête de voisinage

Il est essentiel de mener avec le plus grand soin une enquête de voisinage approfondie. Celle-ci a pour objectif d'interroger un maximum de personnes susceptibles d'avoir vu quelque chose qui peut avoir de l'importance pour l'enquête en cours. L'expérience a montré que le plus petit détail peut être extrêmement important.

2. Préparation

- répartition des tâches basée sur un plan des rues
- chaque équipe est mise en possession :
 - => d'une bonne photo de la personne disparue
 - => d'une description précise de la personne disparue (vêtements, signes particuliers)
 - => d'une fiche sur laquelle figurent les questions à poser

3. Déroulement de l'enquête de voisinage

Il est indiqué de mener l'enquête de voisinage en 2 phases :

* Actions immédiates

<p>- privilégier la quantité par rapport à la précision</p>	<p>* Lors de la première enquête de voisinage, menée d'urgence, la quantité des témoignages et des informations prime sur leur précision. Il est essentiel de contacter un nombre maximum de personnes afin de filtrer l'information disponible. La rapidité avec laquelle les informations sont collectées est primordiale étant donné qu'il est possible de recueillir sur la base de cette première enquête des éléments importants qui peuvent être exploités immédiatement</p>
<p>- noter les coordonnées des personnes absentes</p>	<p>* Au moment où a lieu l'enquête de voisinage, il est possible que certains voisins soient absents qui étaient toutefois chez eux au moment de la disparition ; ceux-ci peuvent avoir connaissance de certains éléments importants</p>

- utilisation du Registre national	* Il est indiqué d'établir, sur la base d'une liste établie à partir du Registre national, un relevé des habitants de la rue, du quartier ou du voisinage. Toutes les personnes figurant sur cette liste doivent être systématiquement contactées
- prendre note du numéro d'immatriculation, de la marque, du type et de la couleur des véhicules	* Il est important dans cette phase de noter les numéros d'immatriculation de tous les véhicules en stationnement dans la rue ou le voisinage afin de vérifier le plus rapidement possible à qui ils appartiennent
- information au coordinateur	* Le coordinateur doit être régulièrement tenu informé de l'évolution de l'enquête de voisinage. Des éléments importants exploitables rapidement doivent lui être communiqués immédiatement afin d'orienter les recherches

* Actions ultérieures

- approfondissement de l'enquête sur la base des informations sélectionnées	* Après la première enquête où l'exploitation rapide de certains éléments potentiellement critiques s'est avérée concluante, il convient de procéder à une enquête approfondie fondée sur les informations sélectionnées au cours de la première enquête rapide
- prendre note des déclarations détaillées	* Il convient de prendre note des déclarations détaillées des témoins dont on estime qu'ils connaissent des éléments qui peuvent s'avérer importants. Ces éléments rapidement vérifiés et exploités doivent faire l'objet d'une déclaration détaillée consignée dans un procès-verbal

- autres personnes dans le quartier	<p>* Des questions orientées doivent être posées quant aux personnes qui fréquentent régulièrement le quartier à titre professionnel (facteur, livreurs à domicile, service de voirie,...) ou qui ont l'habitude de s'y rendre à heures régulières (joggers, marcheurs) et qui connaissent de ce fait certains usages et habitudes du quartier. Leur contribution à l'enquête peut être importante dans la mesure où ils sont en mesure, par exemple, de signaler certaines situations qu'ils considèrent comme suspectes ou au moins 'inhabituelles' ; Peut-être ont-ils vu la personne disparue ailleurs sans que l'on y ait prêté attention à ce moment.</p>
- personnes absentes	<p>* Les personnes absentes lors de la première enquête doivent être contactées.</p>

4. Quelles questions faut-il poser lors de l'enquête de voisinage ?

La présente liste des questions possibles n'est pas exhaustive et l'opportunité de poser d'autres questions doit être appréciée en fonction de la nature de la disparition

- * Demander l'emploi du temps de la personne interrogée (sans s'étendre sur les faits mêmes)
p.ex. - Êtes-vous resté chez vous toute la journée ?
- Où étiez-vous vers telle heure ?
- Quand êtes-vous rentré chez vous ?
- * Connaissez-vous la personne disparue ? Comment ?
- * Êtes-vous déjà au courant de la disparition de l'intéressé(e) ? Comment ? Par qui ?
- * Avez-vous vu la personne disparue récemment ? Quand ? Où ? Dans quelles circonstances ?
- * Connaissez-vous la famille ou l'entourage de l'intéressé(e) ?
- * Avez-vous vu ou entendu quelque chose de particulier ?
- * Avez-vous vu des personnes ou des véhicules étrangers au quartier ou qui ont attiré votre attention ? Raisons - Description

- * Y a-t-il chez vous des personnes qui sont absentes pour le moment mais qui pourraient éventuellement nous fournir des informations supplémentaires ? Quand, où et comment pouvons-nous entrer en contact avec elles ?
- * Autres questions ponctuelles ou utiles éventuelles.
- * Donner le numéro de téléphone d'une personne de contact à qui d'éventuelles informations complémentaires peuvent être communiquées.

2.6. Questionnaire pour l'audition de témoins

La liste des devoirs éventuels n'est pas exhaustive et les autres devoirs à accomplir doivent être appréciés en fonction de la disparition traitée

1. Lieu - moment

- Où la ou les personnes disparues ont-elles été aperçues ?
(lieu, cadre, rue, institution,...)
- A quel moment a-t-elle ou ont-elles été aperçues ?
(date, heure, ...) - (obtenir la plus grande précision possible)

2. Description de la personne disparue

- Description de la personne disparue telle qu'elle a été aperçue.
(vêtements, coiffure, apparence, signes particuliers,...)
- Le témoin a-t-il pu constater des changements dans son aspect extérieur par rapport au moment de la disparition ? Sur quoi se fonde-t-il pour l'affirmer ?
- Comment se comportait la personne disparue ?
(comportement angoissé, joyeux, timide, normal,...)
- Le témoin est-il certain qu'il s'agissait de la personne disparue.
(Exposer clairement les motifs pour lesquels le témoin pense qu'il s'agit de la personne disparue)

3. Circonstances

- Pendant combien de temps le témoin a-t-il vu la personne disparue ?
Dans quelles circonstances (de jour, de nuit, dans la foule, dans une voiture en mouvement, dans un lieu obscur, dancing,...)
- Le témoin a-t-il entendu parler la personne disparue ?
(langue, dialecte, défaut de prononciation,...)
- Comment le témoin a-t-il appris la disparition ?
(témoin oculaire, radio, T.V., journal, autres,...)
Depuis quand le témoin sait-il que la personne a disparu ?

4. Description de la personne qui accompagnait la personne disparue

- En compagnie de qui la personne disparue a-t-elle été aperçue ?
- Description de la ou des personnes en compagnie desquelles elle se trouvait.
- Quelles étaient les réactions de la personne disparue envers les personnes qui l'accompagnaient ?
- Ont-elles été vues dans un véhicule ?

(numéro d'immatriculation, nationalité, marque, type, couleur, nombre d'occupants, autres caractéristiques : dégâts, antennes, ...)

2.7. Missions des laboratoires de police technique et scientifique en cas de disparition de personnes

Les règles ci-dessous visent à préserver le lieu du délit en établissant des critères destinés à empêcher l'apport de traces ou la destruction des traces existantes.

Objectif :	<ul style="list-style-type: none"> - L'intervention du laboratoire de PTS (Police Technique et Scientifique) a pour but de collecter les traces et les indices susceptibles d'indiquer la présence de la victime et/ou des auteurs du délit. <p>Identification de la victime :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à son domicile - sur les lieux de l'enlèvement ; - sur les lieux de sa séquestration ; - sur les lieux de passage de la victime (notamment des voitures) ; - de son corps. <p>Identification du ou des auteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les lieux de l'enlèvement ; - sur les lieux de passage de la victime ; - sur les lieux de sa séquestration ; - sur les lieux de la découverte de la victime.
Principe :	<p>Il est clair que la première visite domiciliaire permettra de déterminer s'il s'agit d'une disparition inquiétante ou non. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire que toutes les précautions d'usage soient prises par les policiers dès cette première recherche.</p>
Première visite domiciliaire : (par les services de police de première ligne).	<ul style="list-style-type: none"> - Les services de police amenés à exécuter cette première visite domiciliaire agiront toujours comme s'il s'agissait d'une disparition susceptible de devenir inquiétante. Ils garderont donc constamment à l'esprit que les services du labo de PTS seront peut-être appelés à venir collecter des traces. - Par domicile , il faut entendre l'endroit où réside habituellement la personne disparue. Il ne faut toutefois pas négliger les lieux de résidence temporaire comme un appartement de vacances, une caravane, une tente, une chambre d'étudiant,... - Les services de police veilleront donc aussi souvent que possible à ce que le labo de PTS soit le <u>premier</u> à pénétrer dans ces lieux (en particulier la chambre à coucher de la victime). - Si ces lieux doivent impérativement être fouillés : (voir fiche 3.6)

Appel au labo de PTS:	- Le labo de PTS interviendra dans le cadre de la recherche de traces dans les délais prescrits par le magistrat.
VISITE DOMICILIAIRE (par le labo de PTS)	Collecte de traces en vue de l'identification de la victime (et des éventuels suspects). (Voir fiche 3.6.1.)
DESCENTE SUR LES LIEUX DES FAITS	Comme les traces risquent d'être détruites, une attention toute particulière doit être accordée à la préservation des lieux. (Voir fiche 3.6.2.)

2.8. Signalements nationaux et internationaux des personnes disparues

PLAN

2.8.1. Généralités

- 2.8.1.1. Notions de base
- 2.8.1.2. Point de contact central
- 2.8.1.3. Signalements belges
- 2.8.1.4. Signalements étrangers
- 2.8.1.5. Avis BRI « attention particulière en rapport avec des devoirs d'enquête »

2.8.2. Les Signalements nationaux

- 2.8.2.1. Organismes nationaux
- 2.8.2.2. Finalité
- 2.8.2.3. Diffusion territoriale
- 2.8.2.4. Critères
- 2.8.2.5. Compétences
- 2.8.2.6. Procédures
 - 2.8.2.6.1. Signalement de base
 - 2.8.2.6.2. Suivi / Appui
 - 2.8.2.6.3. Découverte d'une personne disparue
 - 2.8.2.6.4. Désignement

2.8.3. Les Signalements internationaux

- 2.8.3.1. Organismes internationaux
- 2.8.3.2. Finalité
- 2.8.3.3. Diffusion territoriale
- 2.8.3.4. Critères
- 2.8.3.5. Compétences
- 2.8.3.6. Procédures
 - 2.8.3.6.1. Signalement de base
 - 2.8.3.6.2. Suivi / Appui
 - 2.8.3.6.3. Découverte d'une personne disparue
 - 2.8.3.6.4. Désignement

2.8.4. Schéma

2.8.5. Formulaire

2.8.1. Généralités

2.8.1.1. Notions de base

Services signalant

Il s'agit des services compétents pour ordonner un signalement. Ces services sont : la magistrature, la Police fédérale et les corps de la Police locale.

Services fournisseurs

Il s'agit des services qui, d'office ou à la demande des services signalant, introduisent eux-mêmes le signalement ou l'envoient aux services concernés pour traitement. Ces services sont : la Police fédérale et les corps de la Police locale.

Services interrogateurs

Il s'agit des services qui, de par leurs compétences légales, sont autorisés à interroger, partiellement ou dans leur ensemble, les banques de données policières officiellement reconnues.

Services découvrant

Il s'agit des services qui découvrent la personne disparue et qui exécutent les mesures prescrites.

2.8.1.2. Point de contact central

Police fédérale
Direction générale de l'appui opérationnel
Direction de la collaboration policière opérationnelle
Point de contact national

Rue des Quatre Bras, 13, boîte 1
1000 BRUXELLES
Tél. : 02/508.73.72 - 02/508.74.47
Fax : 02/511.92.49

e-mail : permipc.ap@mibz.fgov.be

2.8.1.3. Diffusion des signalements belges au niveau national et international

Garantir la validité des signalements au niveau national relève en première instance de la compétence du service signalant/fournisseur et en deuxième instance de celle des CIA. Garantir l'exécution et le contrôle de la validité des signalements au niveau international relève de la compétence de la DSO (Direction de la collaboration policière opérationnelle) - DGS (Direction générale de l'appui opérationnel).

2.8.1.4. Diffusion des signalements étrangers au niveau national

Les demandes de signalement sur le territoire belge, émanant d'autorités étrangères compétentes :

- sont introduites directement dans le SIS (Système d'Information Schengen) par ces autorités mêmes ;
- sont envoyées, via Interpol ou tout autre canal, après validation par la Direction de la collaboration policière opérationnelle, à la DJP (Direction de la lutte contre la criminalité contre les personnes). DSO procédera à la saisie dans la BNG des demandes de signalements internationaux.

Lorsqu'on retrouve une personne disparue signalée selon les procédures ci-dessus, il convient d'exécuter les mesures prescrites et la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national - doit être informée sur le champ (cf. HIT Procédure SIS et Interpol).

2.8.1.5. Avis BRI « Attention particulière en rapport avec des devoirs d'enquête »

Une disparition peut faire l'objet d'un avis « Attention particulière en rapport avec des devoirs d'enquête » dans le BRI (Bulletin de recherche et d'information).

Le BRI est le bulletin de recherche hebdomadaire des services de police belge ; il permet de diffuser des avis de recherche et d'information à caractère supra-local.

Pour qu'un avis soit repris au BRI, les critères de sélection sont les suivants :

- le caractère supra-local de la disparition,
- l'existence d'éléments de recherche,
- une demande / attention particulière claire et précise,
- une plus value par rapport à la saisie des données dans la BNG.

L'unité, le service ou l'enquêteur voulant faire paraître un avis de recherche ou d'information au BRI, doit utiliser le formulaire « demande de diffusion nationale au BRI » et l'envoyer à la Direction de la banque de données générale nationale / Exploitation et Appui / Section BRI / RIB, ce, via le CIA compétent.

2.8.2. Les signalements nationaux

2.8.2.1. Organismes nationaux

Les signalements nationaux se font uniquement au niveau de la BNG (voir 2.8.1.3 - les CIA).

Un avis « Attention particulière en rapport avec des devoirs d'enquête » peut également être inséré au BRI (voir point 2.8.1.5).

2.8.2.2. Finalité

Localiser un mineur disparu en vue :

- a) de le ramener à ses parents ou à la personne responsable de lui ;
- b) de le (re)conduire à une institution ;
- c) de le présenter à une autorité judiciaire.

Localiser une personne anormale majeure ayant disparu en vue :

- a) de la reconduire à son domicile ou de la ramener à la personne responsable d'elle ;
- b) de la reconduire à une institution.

Localiser une personne majeure ayant disparu.

2.8.2.3. Diffusion territoriale

Au niveau national

2.8.2.4. Critères

Aucune différence n'est faite au niveau national entre une disparition inquiétante et une disparition qui n'est pas inquiétante de prime abord. La même procédure est suivie dans les deux cas, conformément à 2.8.2.6.1.

2.8.2.5. Compétences

Signaler

Tâche qui appartient au service de police à qui la déclaration est faite ou qui est chargé de l'enquête à un stade ultérieur par l'autorité judiciaire, ou à défaut par un service de police connecté à la BNG.

En effet, au cours de l'enquête, l'autorité judiciaire compétente peut désigner, pour poursuivre cette enquête, un service de police autre que celui saisi en premier lieu ou que celui chargé de l'enquête à un stade ultérieur. Le service de police nouvellement désigné devient responsable du traitement subséquent du signalement. Toute modification du service de police responsable doit être communiquée par le service de police nouvellement chargé de l'enquête à la permanence du Point de contact national (voir fiche 2.8.1.2), qui transmettra la modification à la Direction de la banque de données nationale.

Découvrir / Exécuter les mesures

Le service découvrant

Désigner

Tâche qui appartient au service signalant /fournisseur, qui est informé à cette fin immédiatement par le service qui découvre la personne disparue signalée.

Attention : le **désignalement** est particulièrement important.

2.8.2.6. Procédures

2.8.2.6.1. Signalement de base

- 1) Le service signalant / fournisseur connecté à la BNG agit immédiatement en introduisant le signalement dans le fichier automatisé.
- 2) En outre, le service signalant / fournisseur rédige un avis de recherche urgent et le transmet via le système mail de la BNG. Le service signalant vérifie si l'avis envoyé a réellement été lu par le destinataire.
- 3) Le service signalant / fournisseur non connecté envoie immédiatement au CIA par fax toutes les informations indispensables.
- 4) L'avis de recherche urgent est également envoyé automatiquement par le système mail de la BNG au point de contact national, lequel informe la Direction de la lutte contre la criminalité contre les personnes. On veillera en outre à ce que l'avis de recherche urgent soit communiqué à tous les services de police intéressés afin d'atteindre une zone de diffusion aussi vaste que possible. A cette fin, il convient en tout cas de désigner le CIA comme destinataire de l'avis.
- 5) Comme l'avis de recherche urgent constitue la base de la diffusion au niveau national du signalement de la personne disparue, un soin particulier sera consacré à la rédaction correcte de cet avis et en particulier à une bonne description physique. Des données d'identification complémentaires peuvent être transmises par après au moyen du formulaire Interpol (voir 2.8.2.6.2).

Le formulaire uniforme 5 est remplacé par l'avis de recherches urgent qui doit contenir les mêmes données que celles contenues dans le formulaire précité.

2.8.2.6.2. Suivi / Appui

Au niveau opérationnel

Le service signalant/fournisseur garantit :

- la possibilité de consulter le dossier en permanence (24h/24h)
- la mise à jour permanente du signalement, comme la diffusion d'une photo récente de la personne disparue par la photothèque digitale de la BNG.

Données d'identification complémentaires

1. Données ante – mortem

En fonction de la nature et de la durée de la disparition, il s'indique, dans certains cas et en concertation avec la Cellule personnes disparues, de procéder assez rapidement à la collecte des données ante-mortem, lesquelles pourront ultérieurement contribuer à l'identification des restes matériels découverts.

A cet égard, les services de police peuvent prendre contact avec la Cellule personnes disparues. Celle-ci engagera le DVI-Team de la Police fédérale afin de compléter les dossiers ante-mortem avec les enquêteurs.

2. Formulaire Interpol Notice Jaune

En vue d'une identification rapide, le service signalant / fournisseur envoie, exclusivement en cas de disparition inquiétante, en fonction de sa nature et de sa durée, toutes les données d'identification complémentaires disponibles possibles (comme deux photos récentes, denture, groupe sanguin, ...) de la personne disparue à la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national, qui s'occupe de la suite du traitement. Cette procédure est exécutée au moyen du formulaire Interpol de demande de notice jaune Interpol (joint en annexe 3).

2.8.2.6.3. Découverte d'une personne disparue

Le service de police découvrant exécute les mesures prescrites.

Le service de police découvrant est responsable de la désactivation du signalement. Il demande au point de contact compétent localement de faire rédiger l'avis de cessation des recherches. La désactivation maintient le signalement mais empêche que la mesure prescrite soit exécutée à nouveau et inutilement.

Le service de police découvrant doit envoyer l'avis de cessation des recherches via le système mail de la BNG au service signalant / fournisseur, aux autres services de police concernés et au point de contact national.

2.8.2.6.4. Désignalement

Conformément au point 2.8.2.5., le désignalement à proprement parler n'est effectué par le service signalant / fournisseur que s'il estime qu'il a été satisfait à la finalité du signalement.

Attention : le **désignalement** est particulièrement important.

2.8.3. Les signalements internationaux

2.8.3.1. Organismes internationaux

Les signalements internationaux peuvent être effectués via :

- le Système d'Information Schengen (SIS) ;
- Interpol, y compris l'ASF (Automatic Search Facilities) - la banque de données internationale d'Interpol.

Au sein de l'espace Schengen, le signalement SIS a priorité sur le signalement Interpol. Un signalement international ne peut être effectué que si la personne disparue a été préalablement signalée au niveau national.

2.8.3.2. Finalité

Concernant un mineur disparu:

Localiser et retenir en vue de rapatriement

- a) auprès de ses parents ou de la personne qui en est responsable;
- b) auprès de l'institution où il est hébergé;
- c) aux fins de présentation devant une autorité judiciaire.

Concernant une personne anormale majeure ayant disparu:

Localiser, retenir et prendre toutes les mesures de protection prévues par la législation du pays.

Concernant une personne majeure ayant disparu :

Localiser

2.8.3.3. Diffusion territoriale

Via le SIS (au sein de l'espace Schengen) et via Interpol, de la Zone 2 (Europe) à l'ensemble de l'espace Interpol s'il y a des indications spécifiques qui rendent souhaitable une diffusion du signalement dans d'autres continents / zones. Si le signalement est enregistré dans le système ASF, tous les pays connectés à ce système peuvent le consulter.

2.8.3.4. Critères

Les signalements nationaux de mineurs disparus et de majeurs disparus ayant un comportement anormal (voir 2.1. Critère 2) sont enregistrés d'office dans le SIS.

Les signalements nationaux de majeurs disparus seront enregistrés dans le SIS à la demande d'un service signalant / fournisseur.

Les signalements nationaux de mineurs ou de majeurs disparus seront diffusés au niveau international via Interpol (Zone 2) uniquement à la demande du magistrat compétent; les signalements seront automatiquement introduits dans la banque de données ASF via IPSG .

Se conformant aux instructions du magistrat compétent, le service signalant / fournisseur peut étendre la diffusion territoriale via Interpol à d'autres zones Interpol tout comme il peut la limiter à un seul pays ou à quelques pays d'une zone s'il existe des indications en ce sens.

2.8.3.5. Compétences

Signaler

Idem que 2.8.2.5.

Désigner

Tâche qui appartient au service signalant / fournisseur qui est informé sur le champ via la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national du fait que la personne disparue a été retrouvée à l'étranger.

Attention : le **désignalement** est particulièrement important.

2.8.3.6. Procédures

2.8.3.6.1. Signalement de base

- 1) Le signalement international ne peut être effectué que lorsque la personne disparue a été préalablement signalée au niveau national.
- 2) L'avis de recherche urgent enregistré dans la BNG a également valeur de demande de signalement international s'il y est précisé qu'un magistrat compétent demande la diffusion via Interpol.
- 3) A cet effet, la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national doit être mentionnée comme destinataire de l'avis de recherche urgent. Cet avis communiqué ainsi via un terminal de la BNG sera transformé par la Direction de la collaboration policière opérationnelle après validation, le cas échéant, en un signalement SIS et/ou un signalement Interpol selon les procédures habituelles.
- 4) Si, conformément aux instructions du magistrat compétent, le service signalant / fournisseur doit limiter ou étendre la diffusion internationale, ou s'il doit signaler au niveau international un majeur disparu, il en fera mention expresse dans l'avis de recherche urgent.
- 5) En cas de disparition inquiétante uniquement, Interpol offre en outre la possibilité d'optimiser le signalement de base international par :
 - a) la diffusion d'une « notice jaune », un formulaire standard qui, à la demande du Bureau central national belge (BCN/ Interpol Bruxelles), est envoyé en plus du signalement de base à partir du Secrétariat général d'Interpol à Lyon (France) au

Bureau central national de chaque Etat membre, muni d'une photo de la personne disparue et avec toutes les autres données disponibles utiles (empreintes digitales, tatouages, signes particuliers, denture, ...) ;

La demande de diffusion d'une "notice jaune" doit être envoyée par le service signalant /fournisseur au plus tard trois mois (sauf circonstances exceptionnelles) après le premier avis de disparition à la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national, qui en assure le traitement subséquent. Le délai de trois mois coïncide avec la transmission des données d'identification complémentaires (voir point 2.8.2.6.2.)

- b) la diffusion d'affiches "Enfants disparus". Ces affiches, sur lesquelles apparaît la photo des enfants disparus signalés, sont transmises par le Secrétariat général d'Interpol à Lyon (France) au Bureau central national de chaque Etat membre, en vue d'une large diffusion tant auprès des services de police que dans le public.

La demande de faire figurer le signalement international de base sur les affiches « Enfants disparus » doit également être envoyée par le service signalant /fournisseur au plus tard trois mois (sauf circonstances exceptionnelles) après le premier avis de disparition à la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national, qui en assure le traitement subséquent.

La Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national est chargée à la réception de ces affiches de les diffuser et, en tant que point de contact belge, de les compléter avec les coordonnées nécessaires pour la Belgique.

2.8.3.6.2. Suivi / Appui

Au niveau opérationnel

Le service signalant/fournisseur garantit :

- la mise à disposition en permanence (24 h sur 24) du dossier ;
- la mise à jour permanente du signalement, comme la diffusion d'une photo récente de la personne disparue à l'étranger.
- en cas d'enlèvement parental, la communication dans les meilleurs délais à la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national, d'une copie de la décision judiciaire qui concerne le mineur.

La Direction de la collaboration policière opérationnelle garantit :

- l'archivage des signalements internationaux ;
- l'exercice d'une fonction consultative pour les services signalant / fournisseurs.

Collaboration des médias

- Sur décision des autorités judiciaires compétentes, les demandes belges de collaboration des médias étrangers sont envoyées, par le service signalant / fournisseur à la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national, qui assure l'envoi de la demande à l'étranger et le suivi.

Les demandes étrangères de collaboration des médias belges sont envoyées à la Direction de la collaboration policière opérationnelle, Point de contact national, quel que soit le canal utilisé à cette fin. Le magistrat fédéral décide de la suite à réserver à cette demande. En cas de suite positive, la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national applique la même procédure que celle appliquée pour une demande nationale (cf. Point 3.8 ; le suivi s'effectuera par le Point de contact national cf. 2.8.1.2).

Collaboration de programmes de recherche télévisés officiels

La même procédure que pour la collaboration des médias (voir fiche 3.8) est appliquée.

Données d'identification complémentaires

Cf. 2.8.2.6.2.

2.8.3.6.3. Découverte de la personne disparue

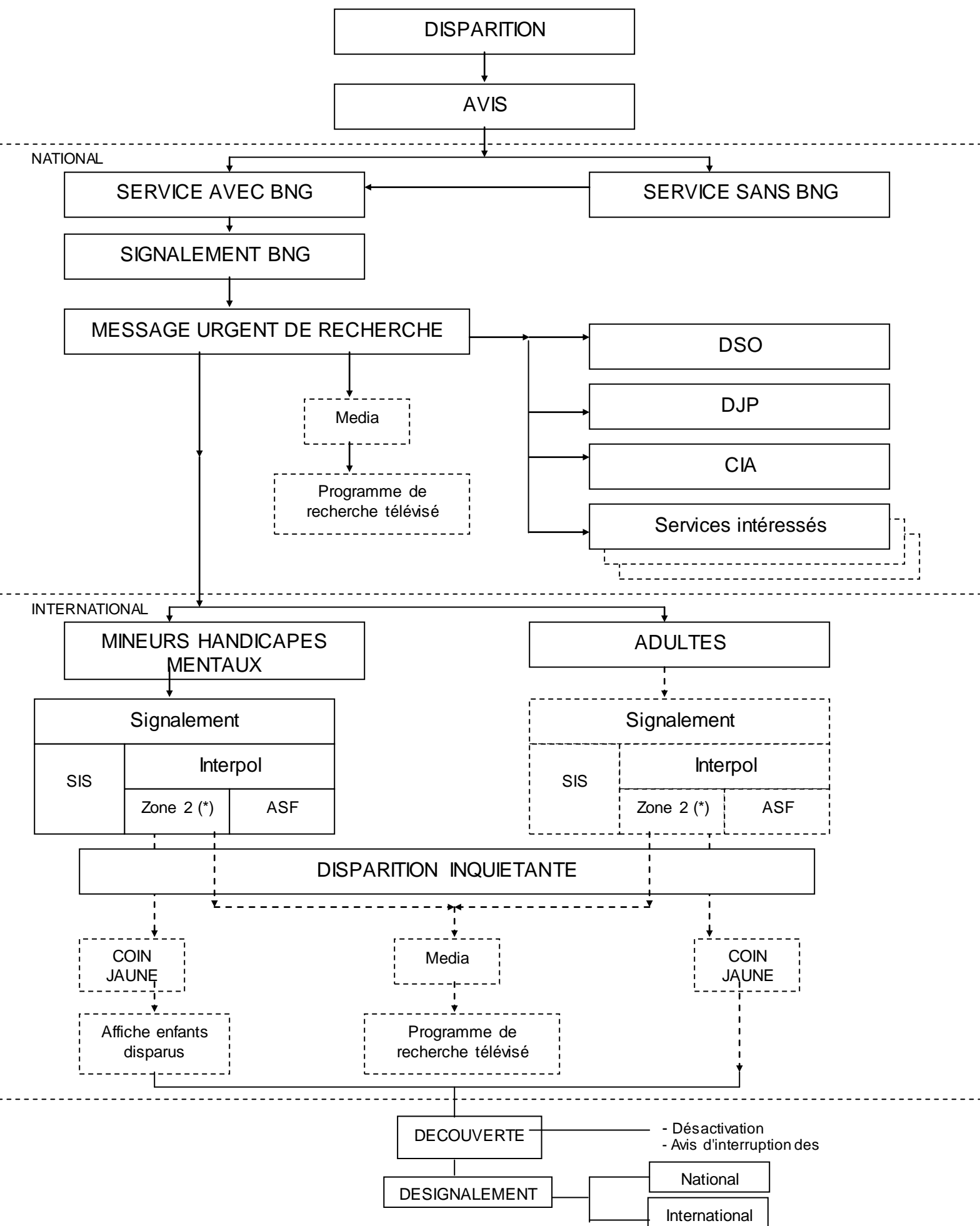
Dès que la Direction de la collaboration policière opérationnelle - Point de contact national est avisée via les canaux appropriés de la découverte d'une personne disparue et signalée, elle en informe aussitôt le service signalant / fournisseur ou le correspondant étranger.

2.8.3.6.4. Désignalement

Conformément au point 2.8.2.5., le désignalement n'est réalisé par le service signalant / fournisseur que lorsqu'il a été satisfait à la finalité du signalement.

Attention : le **désignalement** est particulièrement important.

2.8.4. Schéma



2.8.5. FORMULAIRES

2.8.5.1. Avis de recherche urgent : Annexe A

2.8.5.2. Formulaire Interpol pour la rédaction d'une notice jaune : Annexe B

2.8.5.3. Avis de cessation des recherches : Annexe C

Annexe A

OBJET : PERSONNE DISPARUE – AVIS URGENT DE RECHERCHE

- (1) EXPEDITEUR :
- (2) DESTINATAIRE : DGS/DSO
- (3) DISPARU A :
LE :
- (4) DE (NATURE OU DESTINATION DU LIEU) :
- (5) IDENTITE DU DISPARU (FICHE 2.4) :
- (6) NATIONALITE : NUMERO DE REGISTRE NATIONAL :
- (7) DESCRIPTION DE LA PERSONNE (FICHE 2.4 POINT 3) :
PHOTO DISPONIBLE OUI NON – PHOTO RESSEMBLANTE OUI NON
- (8) CIRCONSTANCES DE LA DISPARITION (FICHE 2.4 POINTS 4 ET 6)
 - (8A) EN COMPAGNIE DE (NOM, PRENOM, DATE DE NAISSANCE, SEXE) :
 - (8B) ITINERAIRE, DESTINATION, LIEU DE DECOUVERTE PROBABLES :
 - (8C) MOYEN DE TRANSPORT PROBABLE :
 - (8D) EN POSSESSION D'OBJETS ET DOCUMENTS IDENTIFIABLES :
- (9) MESURES A PRENDRE EN CAS DE DECOUVERTE DE LA PERSONNE DISPARUE :
- (10) RECH. SPECIFIQUES SOLLICITEES ET DISTRIBUTION DESIREE DE CE MSG :
SCHENGEN OUI NON
INTERPOL OUI NON – SI OUI, ZONE :
- (11) INFORMATION CONCERNANT L'UNITE OU SERVICE SIGNALANT :
UNITE OU SERVICE :
NUMERO DE NOTICE :
NOM ET TELEPHONE DES ENQUETEURS :
- (12) INFORMATION CONCERNANT LE MAGISTRAT COMPETENT :
(NOM – QUALIFICATION – TELEPHONE)
- (13) AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (EX. UNITES DEJA INFORMEES)
FRAIS DE RAPATRIEMENT A CHARGE DE :

Annexe B

Formulaire de demande de notice jaune

Informations concernant une personne disparue
ou à identifier en raison de son incapacité

Diffusion aux médias (y compris Internet)

☐ OUI

☐ NON

NOTICE	
Eléments relatifs à une :	<u>Pays demandeur</u> : Belgique <input type="checkbox"/> Personne disparue <input type="checkbox"/> Personne à identifier en raison de son incapacité

1- ELEMENTS D'IDENTIFICATION	
Photographies	Date : _____ Lieu : _____
Empreintes digitales	Date : _____ Lieu : _____
Attention	Cette personne est considérée comme : <input type="checkbox"/> Violente <input type="checkbox"/> Contagieuse <input type="checkbox"/> Malade mental <input type="checkbox"/> Suicidaire <input type="checkbox"/> Toxicomane <input type="checkbox"/> Armée <input type="checkbox"/> Dangereuse <input type="checkbox"/> Autre : _____
1.1 Nom de famille	_____
1.2 Nom de famille à la naissance	_____
1.3 Prénoms	_____
1.4 Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin
1.5 Date et lieu de naissance	_____
1.6 Autres noms	_____
1.7 Autres dates de naissance	_____
1.8 Nom de famille et prénoms du père	_____
1.9 Nom de famille et prénoms de la mère	_____
1.10 Identité	<input type="checkbox"/> Confirmée <input type="checkbox"/> Non confirmée
1.11 Nationalité	<input type="checkbox"/> Confirmée <input type="checkbox"/> Non confirmée

1.12 Documents d'identités			
1.13 Profession (compétences, qualifications professionnelles, etc.)			
1.14 Langues parlées		Usuelle :	Autres :
1.15 Situation de famille			
1.16 Signalement		Taille (cm) :	Cheveux :
		Poids (kg) :	Yeux :
		Corpulence :	
1.17 Signes particuliers (cicatrices, tatouages, difformités, amputations, etc.)			
1.18 Dentition (en bon état, dents absentes, cariées, jaunies, irrégulières, grandes, petites. S'il s'agit de dents artificielles, préciser mâchoire supérieure, mâchoire inférieure ou prothèse partielle) :			
11			21
12			22
13			23
14			24
15			25
16			26
17			27
18			28
<u>Dents</u>			
48			38
47			37
46			36
45			35
44			34
43			33
42			32
41			31
1.19 Groupe sanguin			
1.20 Code ADN			
1.21 Régions / pays où la personnes est susceptible de se rendre			

2- ELEMENTS RELATIFS A LA DISPARITION OU A LA DECOUVERTE	
2.1 Circonstances de la disparition ou de la découverte (date et lieu, personnes impliquées, véhicule utilisé, etc.)	
2.2 Vêtements (type de vêtements, motif et couleur du tissu, degré d'usure, marque du fabricant, marque de teinturerie ou de blanchisserie)	
2.3 Bijoux (Dates et/ou autres inscriptions)	
2.4 Autres objets personnels (y compris les bagages)	
2.5 Renseignements complémentaires (disparitions précédentes, etc.)	

3- ACTIONS A MENER

Immédiatement informer INTERPOL BRUXELLES

Référence _____ du _____

Et le secrétariat général de l'O.I.P.C. – INTERPOL que la personne a été localisée.

CONCERNANT LA PERSONNE DISPARUE

Effectuée à la demande des autorités _____ en vue de retrouver son lieu de séjour.

En cas de découverte :

Y Demander à cette personne si elle consent à ce que son adresse soit communiquée.

Y La confier à un organisme chargé de la protection de l'enfance et des mineurs, et contacter la représentation diplomatique la plus proche.

Y Prière de prendre toutes les mesures de protection prévues par la législation de votre pays.

Autres actions (préciser) :


CONCERNANT UNE PERSONNE A IDENTIFIER EN RAISON DE SON INCAPACITE



Effectuée à la demande des autorités _____ en vue de son identification.

SIGNATURE

Adresse du B.C.N. demandeur
(numéro de téléphone et de fax)

 INTERPOL BRUXELLES

 Rue des Quatre Bras 13
1000 BRUXELLES

 : +32.2.508.70.48 -  +32.2.508.76.58

Nom de l'officier chargé du dossier : _____

**INFORMATION CONCERNING
A MISSING PERSON OR A PERSON UNABLE TO IDENTIFY HIM/HERSELF**

IP BRUSSELS

URGENT

IP

Our ref. :
New Information

Concern : INFORMATION CONCERNING
A MISSING PERSON OR A PERSON UNABLE TO IDENTIFY HIM/HERSELF

WARNING this person may be : ☐ Mentally ill ☐ Armed ☐ Infectious ☐ Suicidal
 ☐ Addicted to drugs ☐ Violent ☐ Other

PERSON ☐ MISSING
 ☐ UNABLE TO IDENTIFY HIM/HERSELF

1. Present family name : _____
2. Family name at birth : _____
3. Forename : _____
4. Sex : _____
5. Date of birth : _____
6. Place of birth : _____
10. Nationality : _____
12. Description Height : _____
 Hair : _____
 Weight : _____
 Eyes : _____
 Distinguishing marks : _____
13. Characteristics : _____
16. Photographed : _____ Date : _____
20. Language spoken : _____
21. Clothing : _____
22. Jewellery : _____
23. Other personal effects : _____
25. Circumstances of disappearance : _____

If traced :

- ☐ Please ask if his/her address may be disclosed.
- ☐ Please place her/him in the care of a child welfare organization and contact his/her country's nearest diplomatic representative.
- ☐ Other action request (specify).

Thank you for your assistance in this matter.

END

IP BRUSSELS

Annexe C

SUJET: AVIS DE CESSATION DE RECHERCHES

- (1) EXPEDITEUR :
- (2) DESTINATAIRE : DGS / DSO
- (3) REFERENCE DU MESSAGE URGENT DE RECHERCHE :
REF POLIS :
NO PV INITIAL
- (4) IDENTITE DE LA PERSONNE A DESIGNALER :
- (5) LA PERSONNE A ETE RETROUVEE A : (LIEU)
LE : (MOMENT)
- (6) IDENTIFICATION DE L'UNITE / SERVICE DE DECOUVERTE :
DENOMINATION :
NOM, TELEPHONE DES ENQUETEURS :
NUMERO DE PV SUBSEQUENT :

3. Informations spécifiques et recommandations supplémentaires

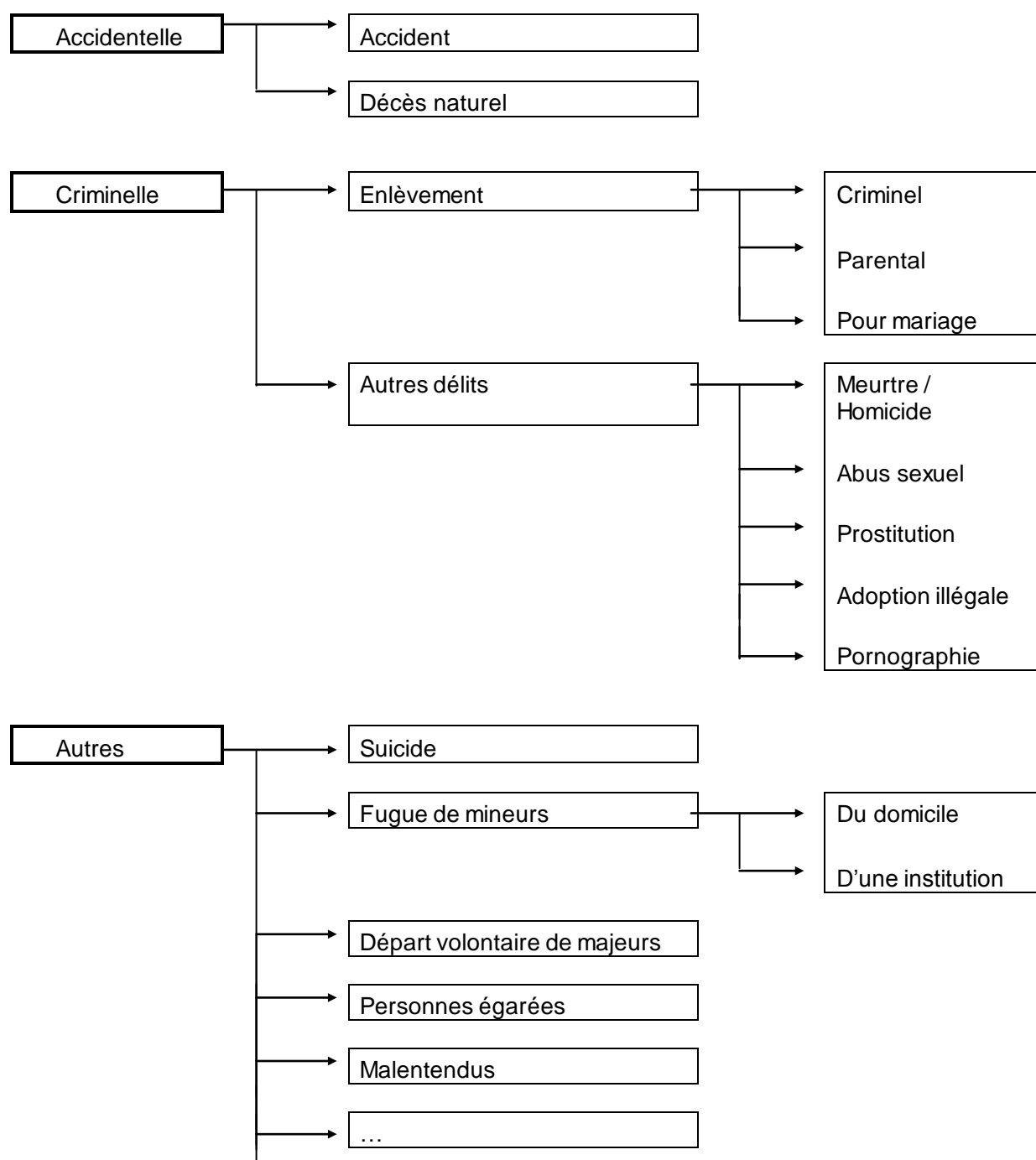
3.1. Description du phénomène

1. Définition

Une personne disparue est toute personne :

- * qui, en contradiction avec son comportement normal, est absente de l'environnement jugé sûr ou habituel pour cette personne ;
- * dont le lieu de résidence actuel est inconnu ;
- * et qui, dans son intérêt, doit être retrouvée le plus rapidement possible.

2. Types de disparitions



3. Description du phénomène

Personnes disparues et leur comportement

La base sur laquelle reposent des recherches efficaces est un profil le plus complet possible de la personne disparue. La collecte d'un maximum d'informations relatives à cette personne doit permettre à l'enquêteur de se faire une image aussi exacte que possible du disparu et, pour ainsi dire, de se glisser dans la peau de celui-ci.

Voici un aperçu répartissant les personnes disparues en un certain nombre de catégories types fondé sur des expériences vécues. Certains comportements sont propres à des groupes déterminés de personnes vulnérables. Il ne s'agit toutefois pas de certitudes à 100 %. Il y aura toujours des exceptions. Une bonne stratégie d'enquête consiste à se concentrer sur les éléments les plus probables, sans exclure complètement les autres possibilités !

- a. Les tout-petits (âgés de 1 à 3 ans).
 - N'ont pas conscience du fait qu'ils ont disparu.
 - Ont un sens de l'orientation pratiquement nul.
 - Ont tendance à errer sans but précis.
 - Recherchent l'endroit le plus approprié pour dormir (dans un bâtiment, sous un gros pull, un rocher, une table, ...).
 - Errent en pleurant.
- b. Les petits enfants (âgés de 4 à 6 ans)
 - Sont plus mobiles et à même d'aller plus loin.
 - Connaissent la notion d'être « perdu » et essayent parfois de rentrer à la maison ou de se rendre en un lieu qui leur est familier.
 - Ont déjà des centres d'intérêt déterminés et sont attirés par les animaux, l'eau ; suivent d'autres enfants ou partent « en exploration ».
 - Cherchent un lieu pour dormir quand ils sont fatigués.
 - Ne réagissent généralement pas quand on les appelle par leur nom.
- c. Jeunes enfants (âgés de 7 à 12 ans)
 - Ont un sens de l'orientation beaucoup plus développé.
 - Savent s'orienter dans leur environnement familial normal et peuvent parfois se sentir perdus dans un environnement inconnu (voyage, excursion, déménagement, ...).
 - Peuvent s'enfuir intentionnellement par peur de quelque chose, pour attirer l'attention ou simplement pour imposer leur volonté.
 - Ne répondent généralement pas lorsqu'on appelle.
 - Souhaitent être aidés et retrouvés lorsque l'obscurité les entoure.
 - Souffrent des mêmes angoisses et des mêmes problèmes que les adultes, mais en ayant un sentiment plus aigu d'être à l'abandon.
- d. Les jeunes (âgés de 13 à 16 ans)
 - Se lancent dans des expériences et d'autres activités « aventureuses ».
 - Cherchent à retrouver un lieu connu ou un point de reconnaissance.
 - Essayent eux-mêmes d'entreprendre quelque chose s'ils se perdent.
 - Réagissent lorsqu'on les appelle par leur nom.
 - Problème particulier : les fugues sont délibérées !

- e. Les personnes plus âgées (+ de 65 ans)
 - Dans certains cas, il faut tenir compte dans les recherches des symptômes de (début de) démence et/ou de maladie d'Alzheimer.
 - Sont parfois attirées par ce qui frappe leur imagination.
 - Leur orientation va plus vers le passé que vers le présent.
 - Certains faits émotionnels peuvent notamment être à la base de leur disparition (il arrive, par exemple, qu'on retrouve des personnes âgées au cimetière sur la tombe d'une personne chère).
 - Des personnes très actives peuvent présumer de leurs forces et s'épuiser jusqu'à en faire une crise cardiaque ou développer d'autres complications fatales.
 - Il faut tenir compte du fait que parfois ces personnes sont malentendantes ou sourdes, ce qui crée des problèmes quand on les appelle par leur nom.
 - Peuvent marcher plus loin qu'on ne l'imagine souvent.
- f. Handicapés mentaux (de tous les âges)
 - Agissent et réagissent comme des enfants âgés de 4 à 12 ans.
 - Ne répondent habituellement pas à l'appel de leur nom.
 - Se mettent généralement hors de vue, par peur ou à la recherche d'un abri sous des buissons.
 - Peuvent rester des jours entiers au même endroit.
 - Ne présentent aucune faiblesse physique, à part le fait qu'ils ne font rien eux-mêmes pour se débrouiller.
- g. Personnes dépressives
 - Le comportement dépend très fort de l'individu et de sa situation personnelle.
 - Recherchent souvent l'isolement.
 - Ne répondent pas à l'appel de leur nom. Ressentent cet appel comme une intrusion dans leur isolement.
- h. Les campeurs/les promeneurs
 - Restent sur les sentiers en ayant une certaine destination en tête.
 - Des problèmes d'orientation ou des complications surviennent lorsque les sentiers changent ou que leur tracé devient flou.
 - Évaluent parfois mal leurs possibilités.
 - Quitter les sentiers pour emprunter un raccourci peut désorienter.
- i. Patients souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de démence
 - Oublient leur but initial quand ils se promènent.
 - Ne voient pas les dangers que peuvent constituer les fossés, les chemins, les rivières et les autres obstacles, si bien qu'ils essayent de franchir ces obstacles normalement infranchissables.
 - Ont l'habitude de marcher jusqu'à l'épuisement.
 - Ne répondent pas à l'appel de leur nom.
 - Sont beaucoup plus vite désorientés dans les environnements qui ne leur sont pas familiers.

3.2. Recommandations quant aux réactions immédiates

3.2.1. Au moment où la disparition est déclarée

Comment agir lors de la première déclaration d'une disparition ?

- * Souvent, la première déclaration auprès d'un service de police se fait par téléphone.
- * Tenez compte du fait que vous qui recevez cette première déclaration, êtes, dans de nombreux cas, le tout premier contact que la famille a avec l'appareil judiciaire.
- * Il est également d'une importance capitale d'être conscient qu'en tant que récepteur de la première déclaration, vous devrez peut-être faire face à toutes sortes de réactions émotives.
- * Ecoutez le message du déclarant
- * Essayez de déjà obtenir (même par téléphone) un certain nombre d'informations de base, de particularités et une première description rudimentaire de la personne disparue. Ces renseignements doivent permettre de déjà communiquer rapidement un avis de disparition à toutes les équipes sur le terrain
- * Tentez de convaincre le déclarant que tous les moyens sont mis en oeuvre afin de l'aider. Essayez également de le calmer au maximum en attendant l'arrivée sur place d'une équipe.
- * Au téléphone, soyez aussi bref et convaincant que possible.

3.2.2. En tant que responsable de l'opération

- * Envoyez aussi vite que possible une équipe chez le(s) déclarant(s) afin de prendre acte de la déclaration et de procéder à une première enquête sur place
- * Essayez, dans la mesure du possible, d'envoyer l'agent le plus apte dont vous disposez à ce moment-là (possédant une certaine expérience dans les relations avec les proches des victimes)

- * Veillez à vous tenir informé de façon rapide et régulière des nouveaux éléments, afin d'éventuellement étendre les recherches
- * En premier lieu, il convient d'exploiter de façon optimale l'élément « temps » et donc de ne pas perdre une minute
- * Prenez les dispositions nécessaires afin de pouvoir, s'il le faut, libérer rapidement des équipes supplémentaires pour l'exécution de missions complémentaires (e.a. l'assistance pour l'enquête de voisinage, l'exécution de patrouilles dans les environs immédiats,...)
- * Prévoyez une demande éventuelle de renforts
- * Prévoyez que vous aurez peut-être besoin de moyens dont vous ne disposez pas vous-même (e.a. chien pisteur, hélicoptère). Veillez donc éventuellement à déjà avertir les services d'appui concernés.
- * Veillez à disposer d'une documentation à jour des moyens à mettre en oeuvre (numéros de téléphone, personnes de contact,...)
- * Notez de manière systématique tout ce qui a été entrepris et les appels téléphoniques entrants et sortants afin d'avoir un aperçu de la situation
- * Ne laissez rien au hasard et tenez compte du fait que vos décisions en tant que premier responsable constituent la base de toutes les éventuelles actions qui seront entreprises ultérieurement.

3.2.3. En tant que première équipe sur place

Prise de contact avec le(s) déclarant(s)

- * Sur place, prenez le plus rapidement possible contact avec la ou les personnes qui ont fait la déclaration initiale
- * Préparez-vous à une réaction émotive éventuelle.
 - Cette réaction peut se manifester de façon très variée chez la famille ou les proches concernés.
 - Deux grandes tendances peuvent être distinguées :

- => un premier groupe de personnes vont laisser paraître une réaction émotive plus ou moins faible ; ce qui se manifeste par un blocage dans le comportement, un renfermement sur soi, une absence d'esprit, une certaine résignation, ...
- => un deuxième groupe réagira par contre de façon très violente ; ce qui peut se manifester par une sorte d'explosion émotionnelle (crise de larmes, hystérie, révolte, colère, cris, violence,...)
- Dans les deux cas, les intéressés sont confrontés à des sentiments d'impuissance et d'incertitude.

Le premier accueil des intéressés doit en tous les cas se dérouler correctement. A cet effet, il faut surtout tenir compte des règles élémentaires en matière d'accueil aux victimes.

Comportement envers les membres de la famille ou les proches de la personne disparue

- * Laissez les membres de la famille ou les proches de la personne disparue s'épancher et prenez le temps de les écouter. Le fait que vous leur montriez que vous êtes disposé à les écouter leur permet d'exprimer leurs émotions et limite les risques de développements pathologiques dans le futur.
- * Surtout, restez calme et maître de vous ! Restez neutre et ne prenez pas position.
- * L'expérience nous montre que les personnes se trouvant dans de telles situations, ressentent en général trois besoins élémentaires: l'information, le soutien moral et l'assistance pratique.

Fournissez des renseignements

- * Etant donné qu'un manque d'information constitue une importante source de stress, il y a lieu d'informer constamment les parents ou les proches des initiatives qui sont prises. Il faut leur fournir un maximum d'informations sur ce qui se passe, particulièrement lorsque les proches sont directement associés à certains actes d'enquête (par exemple, la fouille de la chambre de la personne disparue). Par ailleurs, il est également d'une importance capitale dans ce cas-là que les raisons de certains actes (par exemple, la saisie d'un journal intime ou la collecte de cheveux sur une brosse) soient motivées en détail.

Il ne faut cependant pas perdre de vue le secret professionnel et le secret de l'enquête.

Prévoyez un soutien moral

En fonction de la situation émotionnelle et des souhaits des intéressés, il faut songer à faire appel à des travailleurs sociaux spécialisés attachés aux Services d'aide aux victimes en vue de procurer une aide psychologique et morale aux proches.

Le fonctionnaire de police et/ou un membre du Service d'assistance policière aux victimes renverront la famille vers les Services d'aide aux victimes. Le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et Child Focus pourront également fournir une information à ce sujet.

Assurez un soutien pratique

- * Des choses qui vous paraissent simples, peuvent s'avérer compliquées pour des personnes se trouvant dans une situation de crise. Soyez ouvert aux questions et aux préoccupations de ces personnes. Donnez-leur un avis ou des conseils lorsque vous le pouvez.
Aidez-les à chercher des solutions pour des petits problèmes pratiques tels que : que faut-il faire du petit frère qu'il faut encore aller chercher à l'école? Qui avertira l'employeur du fait que maman ou papa sera absent au travail? De même, les parents oublient parfois qu'il est nécessaire de manger et de dormir pour tenir le coup,...
- * Des petites choses peuvent vous aider à gagner la confiance des parents ou des membres de la famille en vue du bon déroulement ultérieur de l'enquête et d'une coopération réciproque.
Soyez convaincu de l'importance du premier contact.
- * Il ne faut approfondir les choses qu'après avoir donné à la personne le temps de reprendre ses esprits.

Rassemblez des éléments de recherche

- * Essayez de vérifier s'il s'agit effectivement d'une disparition. Rassemblez le plus d'éléments possibles pouvant orienter les premières recherches.
- * Un grand nombre de "disparitions" reposent sur des malentendus. Le "disparu" avait certains projets ou des activités dont il avait oublié d'informer les autres membres de la famille. Des propos interprétés de manière divergente ou une situation soudainement modifiée mènent parfois la famille à donner l'alerte sans nécessité. Ne l'oubliez surtout pas !
- * Déterminez de manière aussi précise et détaillée que possible les circonstances de la disparition
- * Déterminez quand, où et éventuellement avec qui la personne disparue a été vue avec certitude pour la dernière fois
- * Etablissez une description claire et détaillée de la personne disparue. Employez à cette fin, s'ils sont disponibles, des photos récentes ou même de récents enregistrements vidéo.
- * Recueillez une déclaration détaillée des dernières personnes qui ont eu un contact avec la personne disparue
- * Essayez d'obtenir la photo la plus récente de la personne disparue. Il faut également que cette photo soit nette et représente la personne aussi fidèlement que possible.

Diffusion des renseignements

- * Tous les renseignements recueillis doivent d'abord permettre d'établir aussi vite que possible le signalement de la personne et de rédiger un avis de recherche urgent
- * Communiquez le plus rapidement possible, par un maximum de canaux, tous les renseignements dont vous êtes certains et pouvant être importants :
 - à toutes les équipes sur le terrain ;
 - à d'autres services de police (tant au sein qu'en dehors éventuellement de votre zone) ;
 - n'oubliez pas non plus les services policiers spéciaux tels que la police des chemins de fer, la police maritime,... ;
 - éventuellement et sur la base des renseignements en votre possession, aux postes frontières, aux unités provinciales de circulation, aux PCO, aux aéroports,... ;
 - éventuellement et sur la base des renseignements en votre possession, aux services de police des pays voisins.
- * N'oubliez pas non plus l'avantage qui peut être retiré de la diffusion de certaines informations et/ou photos à d'autres services
Pensez par exemple :
 - aux transports en commun (De Lijn ou TEC, les chemins de fer, le métro,...) ;
 - aux compagnies de taxi ;
 - aux hôpitaux, centres d'accueil en tout genre ;
 - aux grandes surfaces,....
- * Lorsque l'on s'efforce de diffuser des photos à différents niveaux (par le biais d'affiches d'ASBL, d'avis de recherche dans les médias, ou via d'autres services), il est important que ce soit chaque fois la même photo qui soit utilisée afin d'obtenir une certaine uniformité, de faciliter la reconnaissance et d'exclure toute confusion.

Le lieu de la disparition

- * Dans certains cas, il est extrêmement important d'isoler le lieu où la personne a disparu ou le lieu où la personne disparue a été vue pour la dernière fois afin de préserver les traces.
- * Dans la perspective de l'intervention éventuelle d'un chien pisteur ou de constatations techniques sur le lieu de la disparition, il est essentiel que les traces éventuelles ne soient pas « contaminées » ou détruites.
- * Il faut que la protection du lieu se fasse avec soin. Employez du ruban de délimitation afin de délimiter le périmètre et mettez si nécessaire du personnel en faction afin de contrôler ou de refuser l'accès au périmètre.

L'habitation de la personne disparue

- * Dans tous les cas, il est important de fouiller avec minutie l'habitation de la personne disparue, la chambre à coucher, la pièce de la maison où elle se tenait le plus souvent, ainsi que les environs immédiats de l'habitation (attention aux traces).

- * Vous pouvez éventuellement y découvrir bon nombre d'indices, tels que des lettres d'adieu, des notes dans un journal intime ou des numéros de téléphone, des noms ou des adresses sur des bouts de papier. Ainsi, vous pouvez tomber sur des éléments qui peuvent s'avérer déterminants pour la suite de l'enquête.
- * Lors de telles fouilles, il faut également penser à rassembler des traces physiques, qui peuvent se révéler importantes dans une phase ultérieure d'une disparition de longue durée, en vue d'une identification et/ou comparaison éventuelle avec des corps retrouvés. On peut songer ici à recueillir des cheveux présents sur un peigne, une brosse ou un coussin,... Même une serviette hygiénique retrouvée dans une poubelle et provenant avec certitude d'une dame ou d'une jeune fille disparue peut s'avérer très importante.
- * Le moindre indice découvert pendant ces fouilles peut orienter de manière décisive la suite des recherches.
- * Gardez à l'esprit qu'il est important d'informer les parents ou les proches de la personne disparue de tels actes d'instruction spécifiques et de leur en expliquer la raison.
- * N'oubliez pas non plus de prendre acte de l'autorisation d'effectuer une telle visite domiciliaire et de la mentionner dans le procès-verbal.

Autres points importants

- * Notez l'identité de toutes les personnes présentes sur le lieu même et dans les environs immédiats.
- * Prenez note des numéros des plaques d'immatriculation et décrivez toutes les voitures garées dans la rue.
- * Demandez des renforts en fonction des missions à accomplir (des équipes supplémentaires, un chien pisteur, la Cellule des Personnes Disparues,...)
- * Child Focus peut être associé

3.3. Recherches

1. Important !!

La décision d'entreprendre des recherches doit toujours se baser sur des indices concrets et sérieux. Il n'a pas de sens d'entreprendre des recherches au hasard et sans posséder d'éléments sérieux pour vous orienter dans une certaine direction.

2. Points importants

- * Les recherches doivent toujours être encadrées par les membres d'un service de police ; il n'est en aucun cas indiqué de laisser des volontaires effectuer des recherches seuls dans une zone déterminée.
- * Il faut toujours préalablement convenir clairement d'un certain nombre de points avec tous les responsables concernés.
- * Auparavant, il faut, à l'aide des plans ou cartes disponibles, délimiter de manière précise le terrain et éventuellement le diviser en plusieurs parties afin que chaque sous-unité ou chaque groupe de volontaires puisse se concentrer sur l'une d'entre elles.
- * Il faut mettre en place un PC (Poste de commandement) (disposant du nombre de moyens de communication nécessaires) à partir duquel les opérations sont dirigées et suivies et où l'on reste systématiquement informé de l'évolution des recherches.
- * A prévoir au PC
 - => une carte panoramique de la zone de recherche ;
 - => un aperçu de toutes les unités et services ainsi que de leurs responsables qui participent aux recherches ;
 - => une liste des numéros (téléphone fixe, GSM, sémaphone,...) auxquels peuvent être contactés tous les responsables importants.
- * Avant d'entamer des recherches, tous les participants doivent d'abord recevoir des instructions détaillées au cours d'un briefing. Il faut absolument :
 - => préciser qui et/ou ce qu'on recherche (description, photos, possibilités, ...) ;
 - => présenter le déroulement des recherches, notamment le quadrillage, la communication, ... ;
 - => imposer la discipline nécessaire à tous les participants et souligner l'importance des recherches ;
 - => exposer le comportement et les réactions à adopter lors de la découverte de traces ou indices éventuels :
 - Ne toucher à rien ;
 - Protéger et surveiller les lieux, préserver les traces ;
 - Avertir immédiatement le PC.
- * Lorsque les recherches ont débuté, évacuer toutes les autres personnes du terrain.

- * Il faut toujours prévoir un lieu, un moment et une procédure pour d'abord informer la famille des résultats (positifs ou négatifs) des recherches avant que des tiers ne soient au courant.

Prenez au préalable toutes les dispositions nécessaires pour l'accueil des médias.

N'oubliez pas de faire un débriefing après les recherches afin de tirer des leçons de ces dernières.

3.4. Recommandations pour l'assistance et l'accueil des victimes

3.4.1. Remarques générales

Confrontés à une situation de disparition, les services de police et les autorités judiciaires appliqueront les directives générales (voir point 3.4.2) en matière d'assistance et d'accueil des victimes.

Diverses recommandations utiles sont également formulées dans les fiches 3.11.1. Retour parmi les proches et audition après une disparition criminelle, 3.11.2. Réunion d'un fugueur et de sa famille 3.11.3. Réunion et audition après un enlèvement parental

3.4.2. Directives générales en matière d'assistance et d'accueil des victimes

3.4.2.1. Article 3 bis du titre préliminaire du code d'instruction criminelle

Les proches doivent être traités de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire, et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés et, notamment, avec les assistants de justice.

3.4.2.2. Art 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Les services de police mettent les personnes qui demandent du secours ou de l'assistance en contact avec des services spécialisés.

Ils leur portent assistance, notamment en leur procurant l'information nécessaire.

Ce texte figure dans le “*Vade-mecum assistance policière aux victimes*” ainsi que dans le Moniteur Belge du 22 décembre 1992 (p. 27124).

3.4.2.3. Accord de coopération signé le 7 avril 1998 entre l'Etat et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes

Les services de police, les instances judiciaires et les assistants de justice chargés de l'accueil des victimes renverront les proches vers les Services d'aide aux victimes de la Communauté flamande de l'arrondissement judiciaire.

Si les proches ne consentent pas à un renvoi direct, les instances précitées leur fournissent l'adresse et le numéro de téléphone du Service d'aide aux victimes le plus proche.

Ce texte figure dans le “*Vade-mecum assistance policière aux victimes*”, dans le Moniteur Belge du 13 juillet 1999 (p. 26941) ainsi que sur le site internet du Ministère de la Justice (www.just.fgov.be).

3.4.2.4. Circulaire GPI 58 du 4 mai 2007 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux

Le fonctionnaire de police est souvent la première personne en contact avec les proches et il a par conséquent l'obligation d'assurer une assistance et un accueil adéquats, de diffuser l'information de base et de rédiger correctement le procès-verbal.

L'assistance nécessite une volonté d'écoute (une écoute active, un comportement compréhensif et patient...)

Toute victime doit être accueillie, dans la mesure du possible, dans un local séparé à l'abri des regards indiscrets et avec suffisamment d'intimité et de discrétion.

Le fonctionnaire de police a l'obligation de fournir l'information nécessaire sur :

- des actes d'enquêtes présents et futurs (dans le respect du secret professionnel et des règles relatives à la protection de la vie privée);
- de la possibilité de faire la déclaration de personne lésée;
- des différentes formes d'aides juridiques;

L'assistance policière aux victimes se distingue de l'aide aux victimes. Etant donné que l'aide psychosociale ou thérapeutique ne relève pas des tâches policières, le fonctionnaire de police oriente la victime vers les Services d'aide aux victimes.

Ce texte figure dans le "*Vade-mecum assistance policière aux victimes*" ainsi que dans le Moniteur Belge du 21 août 1999 (p. 31269).

3.4.2.5. Directive ministérielle du 15 septembre 1997 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux

Cette directive définit principalement les tâches de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes. Celui-ci aide le procureur du Roi à développer et à coordonner l'accueil des victimes au sein des tribunaux et du parquet.

Ses tâches spécifiques en matière de disparitions sont les suivantes :

3.4.2.5.1 Accueil et information

L'assistant de justice accueille les proches de la personne disparue et les informe :

- de l'existence et du rôle du Service des Maisons de Justice, accueil des victimes;
- de la procédure pénale en matière de disparition inquiétante;
- de la mise œuvre d'une enquête préparatoire et, dans les limites du secret professionnel et du secret de l'enquête, de son état d'avancement.
- à la demande du magistrat, sur les mesures d'enquête qu'il prévoit.
- de sa fonction de relais pour l'échange d'informations entre les proches et le magistrat (par exemple organiser une rencontre, relayer au magistrat titulaire les pistes que les proches considèrent intéressantes à exploiter, expliquer aux proches la décision du magistrat de ne pas procéder à la diffusion d'un avis de recherche télévisé,...)

- de l'existence et des tâches des Services d'aide aux victimes en matière d'aide psychosociale.

3.4.2.5.2 Soutien

- Permettre aux proches d'être écoutés, d'exprimer leurs attentes, leurs craintes, leurs suggestions et leurs questions.
- Assister et soutenir les proches à des moments particuliers de l'enquête ou de la procédure (durant les recherches, lors de la consultation de certaines pièces du dossier, à l'issue de l'enquête....)

3.4.2.5.3 Orientation et collaboration

- Assurer l'orientation des proches en fonction des besoins notamment vers les services juridiques et/ou psychosociaux (barreau, bureau d'aide juridique, Services d'aide aux victimes...).
- Veiller à une bonne collaboration entre le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et les autres intervenants.

Ce texte figure dans le "*Guide pratique : la position de la victime dans la procédure pénale*" ainsi que sur le site internet du Ministère de la Justice (www.just.fgov.be).

3.4.2.6 Directive ministérielle du 16 septembre 1998 concernant un dernier hommage à rendre au défunt en cas d'intervention des autorités judiciaires

Cette directive traduit une volonté d'installer une culture plus respectueuse à l'égard de la famille et de ses proches. Il appartient par conséquent aux proches de décider s'ils souhaitent rendre un dernier hommage au défunt. C'est à ce titre que l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes organise une assistance éventuelle pour les proches qui souhaitent rendre un dernier hommage. L'annonce de l'éventuel décès est réalisée par les services de police.

Ce texte figure dans le "*Guide pratique : la position de la victime dans la procédure pénale*" ainsi que sur le site internet du Ministère de la Justice (www.just.fgov.be).

3.4.2.7. Directive ministérielle du 15 décembre 1998 relative au set agression sexuelle (S.A.S.)

Si la personne retrouvée a été victime d'un délit sexuel comme un viol ou un attentat à la pudeur, elle peut être soumise à un examen corporel. Pour ce faire, le médecin désigné par la justice pourra utiliser le set agression sexuelle. L'examen corporel effectué avec les instruments de ce set permettra au médecin de rassembler des preuves pour l'enquête.

Ce texte figure dans le "*Guide pratique : la position de la victime dans la procédure pénale*" ainsi que sur le site internet du Ministère de la Justice (www.just.fgov.be).

3.4.3. Protocole child focus - justice

3.5. Rôle et possibilités de la Cellule personnes disparues

3.5.1. Mandat

Le 4 septembre 1995, le Ministre de la Justice a conféré à la Cellule personnes disparues un mandat qui la charge de trois grandes missions de base dans le cadre des disparitions inquiétantes :

- coordonner les efforts de recherche, tant au niveau policier qu'extra-policier ;
- fournir un appui aux services de police chargés de l'enquête ;
- développer en matière de disparition une approche ainsi qu'une expertise et mettre celle-ci à disposition.

La Cellule personnes disparues est un service d'appui qui exécute ses tâches pour aider les services de police confrontés à la problématique de disparitions inquiétantes.

La présente directive prévoit qu'en cas de disparition inquiétante, la Cellule personnes disparues doit en être informée par le service de police chargé de l'enquête.

3.5.2. Rôle et possibilités

3.5.2.1. Coordination

Une première mission consiste à coordonner de manière efficace tous les efforts de recherche mis en œuvre afin de retrouver une personne disparue.

Sur le plan policier

- concertation avec les enquêteurs et avis à ces derniers en ce qui concerne :
 - l'évaluation du caractère inquiétant ou non d'une disparition ;
 - les premières réactions urgentes éventuelles et la mise en œuvre d'efforts de recherche ;
 - les autres hypothèses d'enquête et plans d'action éventuels ;
 - l'approche et l'organisation de l'enquête ;
 - ... ;
- suivi des dossiers de disparition avec les enquêteurs ;
- participation aux réunions de coordination avec les magistrats, les enquêteurs et les autres partenaires ;
- collecte, enregistrement et comparaison d'informations utiles dans le cadre de la problématique des disparitions en vue :
 - d'éventuellement identifier des corps retrouvés ;
 - de découvrir une « méthode » et/ou un suspect potentiel ;
- évaluation et communication des résultats de cette comparaison aux éventuels services concernés ;
- coordination des éventuels efforts de recherche internationaux (via Interpol, des officiers de liaison à l'étranger, ...) (principes Col 2/2000) (voir fiche 3.13).

Sur le plan extra-policier

- coopération structurelle avec Child Focus sur la base du protocole conclu entre Child Focus et la Justice ;
- coopération ponctuelle avec d'autres organisations (par exemple, l'asbl Marc et Corinne) qui, en raison de leurs objectifs spécifiques, sont actives en matière de disparitions ;
- coopération ponctuelle avec certaines organisations étrangères (par exemple, la National Missing Persons Helpline (UK), le National Center for Missing and Exploited Children (USA), Our Missing Children (Canada), ...), qui sont actives dans le domaine des personnes disparues.

3.5.2.2. Appui

Une deuxième mission consiste à assister sur le terrain le service de police chargé de l'enquête lorsque celui-ci aborde d'éventuels problèmes. Son rôle ici vise dès lors à fournir une aide pratique rapide (qui permet de gagner du temps) et à apporter aide et conseil aux enquêteurs locaux.

- fonction de conseil pour aider les enquêteurs ;
- envoi éventuel (en fonction du dossier) sur place d'une équipe de la Cellule personnes disparues (équipe Away) ;

Remarque : L'envoi sur place de l'équipe Away n'est pas une règle générale et n'implique pas non plus que les membres de la Cellule se chargent des tâches des enquêteurs locaux. La Cellule personnes disparues n'est en effet pas un service d'enquête. Son souci principal reste de remplir pleinement son rôle de coordination, d'appui et de mise à disposition d'expertise.

- rôle de conseiller technique pour les premières réactions et l'orientation de l'enquête en fonction de la situation concrète et des besoins locaux ;
- examen des possibilités en matière de recherches, telles que la réalisation d'une enquête de voisinage, patrouilles de recherche, ... ;
- engagement de moyens particuliers et/ou de renforts dont les enquêteurs ne disposent pas sur place ;
- coordination d'opérations de recherche de grande envergure ;
- fonction de conseil en rapport avec la mise en place d'une structure organisationnelle pour la suite de l'enquête ;
- établissement des contacts avec Child Focus et/ou d'autres organisations ;
- recherche de solutions lorsque des moyens de communication automatisés font défaut, dans le but de gérer l'afflux d'informations et d'assurer l'accessibilité des responsables ;
- établissement de contacts avec des services externes (tant en Belgique qu'à l'étranger) avec lesquels la Cellule personnes disparues entretient une relation suivie, ce qui permet l'intervention rapide de moyens spécifiques ;
- recherches dans la documentation disponible.

3.5.2.3. Expertise

Une troisième mission consiste à parfaire ses compétences et à mettre sa propre expertise à disposition.

- analyse de dossiers traités antérieurement afin d'en tirer les conclusions qui s'imposent pour l'avenir ;
- connaissance et analyse du phénomène « disparitions » ;
- connaissance des techniques, stratégies et moyens éventuels à mettre en œuvre (possibilités et limites) ;

Remarque : Dans de nombreux cas, les enquêteurs locaux sont confrontés à des besoins ou problèmes déterminés pour lesquels ils ne peuvent pas trouver immédiatement de solution eux-mêmes. Dans cette hypothèse, les moyens et/ou services d'appui peuvent offrir une solution ou une plus-value (grâce à leurs connaissances particulières, leur expérience, leurs spécialités ...)

Les services de police se trouvant sur le terrain peuvent faire part à tout moment de leurs questions et de leurs besoins. Sur la base des éléments d'appréciation disponibles, on recherche alors une solution, toujours en concertation avec les enquêteurs.

Il est important qu'un maximum d'éléments d'appréciation soient communiqués de manière claire pour que sur la base de ces éléments, le moyen le plus approprié puisse être mis en œuvre.

Pour certains services ou unités, le seul point de contact est la Cellule personnes disparues et on ne peut donc faire appel à ceux-ci que par le biais de ce canal.

Une base de données relative aux moyens d'appui au sein de la Cellule personnes disparues soutient cet aspect des services offerts .

- contacts avec différentes instances et organisations belges et étrangères afin de connaître leurs possibilités et leurs limites au cas où il faut y faire appel ;
- développement de la compréhension du phénomène disparitions à l'étranger et suivi de l'évolution en termes d'approche de ce phénomène ;
- participation à des formations, séminaires et congrès en Belgique et à l'étranger afin de se tenir au courant de ce qui se passe dans le domaine ;
- organisation, pour les services de police, les magistrats et/ou les autres groupes cibles spécifiques, de formations relatives à la manière d'aborder les disparitions.

3.6. Police technique et scientifique

3.6.1.DIRECTIVES POUR LES SERVICES DE POLICE - VISITE DOMICILIAIRE

Conduite à tenir en cas de disparition

Intervention des laboratoires de police technique et scientifique

Il est évident que c'est la première visite domiciliaire qui permettra généralement de déterminer s'il s'agit effectivement d'une disparition inquiétante. Il est donc impératif que toutes les précautions soient prises par les services de première ligne lors de cette visite.

PREMIERE VISITE DOMICILIAIRE:(par les services de première ligne)

1. PORTER DES GANTS si la chambre à coucher doit être visitée. Attention: les manipulations intempestives (même avec port de gants) effacent les indices existants!
2. NE MANIPULER QUE LES OBJETS STRICTEMENT NECESSAIRES;
3. UN SEUL POLICIER, accompagné d'un proche devrait amplement suffire à l'accomplissement de cette tâche. Limiter les déplacements.
4. Ne rester à l'intérieur de la pièce que LE TEMPS VRAIMENT NECESSAIRE.
4. FERMER ET INTERDIRE L'ACCES A LA CHAMBRE A COUCHER (même à la famille - placer les scellés si nécessaire) jusqu'à l'arrivée du service labo. Protéger également les objets récemment manipulés par la personne disparue (ex. verres, tasses, , etc...)

Appel au Labo PTS

- Le labo PTS interviendra dans le cadre des devoirs et dans les délais prescrits par le Magistrat.

VISITE DOMICILIAIRE (par le laboratoire PTS):

Le but est de collecter des indices matériels permettant d'identifier la personne disparue (empreintes digitales, palmaires, cheveux, éléments biologiques, écrits, etc...) destinées à l'identifier par la suite.

Les données anthropométriques, odontologiques, le dossier médical (radiographies - notations et description d'interventions chirurgicales, de cicatrices, etc...) sont autant d'éléments qui peuvent permettre l'identification de la personne disparue. Ces données peuvent être récoltées par le service de police en charge de l'enquête

L'urgence: Cette intervention relève d'un caractère non urgent pour autant que les lieux (particulièrement la chambre à coucher, la salle de bains et les objets récemment manipulés par la personne disparue) puissent être correctement préservés.

Les lieux: il faut entendre par domicile, l'endroit où réside habituellement la victime. Il ne faut donc nullement négliger les lieux de résidences temporaires tels que caravane, tente, appartement, kot d'étudiant, home,...

LA MISSION DES LABORATOIRES PTS PROPREMENT DITE.

1. Etablissement d'un dossier d'état des lieux:

Le laboratoire établira un dossier photographique commenté de l'état des lieux, accompagné d'un croquis avec annotation des angles des prises de vues. Ceci afin que les enquêteurs puissent se rendre compte de l'environnement et de la personnalité de la victime. Ce dossier permettra de fixer à l'esprit certains détails importants qui, à priori apparaissent anodins, mais qui révèlent la personnalité et un comportement inhabituel de l'individu.

2. Recherche des traces papillaires (empreintes digitales, palmaires, de pieds) de la personne disparue:

La recherche portera sur les objets propres, habituellement et autant que possible exclusivement manipulés par la victime (miroirs, produits de toilette, cahiers scolaires, journal personnel, revues, verres, tasses, etc...)

3. Recherche des traces biologiques et micro traces:

La recherche portera essentiellement sur les cheveux (potentiellement présents dans la literie, sur les peignes, les brosses, les cols de vêtements, le sol etc...), la salive (mégots, canettes verres , ...), le sperme (linge de corps, literie, ...), le sang (sur les serviettes hygiéniques, mouchoirs, linge de corps,...).

A toutes fins utiles, on procédera à une collecte de micro traces sur les sièges ou fauteuils presque exclusivement utilisés par la victime.

4. Recherche de traces de chaussures :

En vue de l'identification de celles-ci avec les chaussures de la victime et/ou de l'auteur présumé.

5. Recherche d'écrits spontanés :

Il est utile d'emporter des écrits pour comparaison éventuelle d'écriture, tels que correspondance, cahiers scolaires, journal intime. Ceci pour deux raisons principales: d'abord aux fins de comparaison avec des inscriptions découvertes sur des lieux de passages ou de séquestration de la victime, ensuite pour identifier l'authenticité d'éventuels écrits de la victime.

Il convient également de sensibiliser les membres de la famille qui pourraient recevoir des messages anonymes revendicatifs ou d'informations desquels des éléments indiciaries pourraient être mis en évidence, afin qu'ils ne les manipulent pas.

5. Il peut s'avérer utile de consulter l'éventuel ordinateur de la personne disparue afin de vérifier si des informations utiles n'y sont pas reprises (adresses, noms de personnes, ...) Cet aspect n'est pas spécifiquement labo mais doit être à l'esprit des enquêteurs. Le service spécialisé FCCU (Federal Computer Crime Unit) peut utilement être contacté.

3.6.2. DIRECTIVES POUR LES SERVICES DE POLICE

Conduite à tenir sur les lieux de la scène de crime en cas de disparition à caractère criminel

Intervention des laboratoires de police technique et scientifique

Les indices à recueillir étant fragiles, une attention toute particulière doit être accordée à la préservation des lieux .

Mesures de protection indirectes/passives

1. Approcher la scène du crime toujours avec circonspection et vigilance. Agir toujours comme s'il y avait eu un crime grave, en outre en:
 - ne stationnant pas la voiture d'intervention trop près;
 - fixant immédiatement votre chemin parcouru (à l'aide de cônes, rubans,...);
 - notant chronologiquement vos observations (odeur, température, soleil, pluie,...) et chaque variation de l'état des lieux;
 - délimitant une zone suffisamment étendue dans laquelle des traces utiles pourraient être découvertes (c'est le périmètre « d'exclusion judiciaire ») ;
2. Identifier toutes les personnes présentes (ambulanciers, témoins, curieux,...)
3. Evacuer la zone des traces et interdire l'accès. Dès le moment où l'on constate que les lieux sont la « scène du crime », il faut impérativement en interdire l'accès jusqu'à l'arrivée des spécialistes en criminalistique (laboratoires de police technique et scientifique, experts judiciaires);
4. Si des soins urgents sont requis sur la scène du crime, accompagner les secouristes (ambulanciers, médecins,...) à l'intérieur du périmètre de sécurité, veiller à une protection maximale des indices, noter chaque changement apporté à l'état initial des lieux et veiller, dès leur départ, à interdire l'accès aux lieux (isoler la « scène du crime »).
Si la victime est décédée, éviter toute manipulation du corps afin de ne pas perdre de traces indicielles (l'intervention du médecin légiste ne doit pas être prioritaire – la manipulation du corps risque de faire disparaître des traces importantes)
5. Limitez vos déplacements au strict nécessaire.

Mesures de protection directes/actives:

1. Protéger de façon adéquate et si possible sans y toucher, les indices matériels. (Ex. les traces de pneus situées à l'extérieur). Seuls les objets pouvant porter des traces qui risquent d'être détériorées en restant à leur emplacement initial, peuvent (doivent) être déplacés. Il conviendra de le faire en évitant impérativement la détérioration ou la contamination des traces éventuelles et en matérialisant l' emplacement initial de l'objet déplacé ;
2. Isoler les prévenus des personnes victimes et des lieux (scène de crime) afin d'éviter toute possibilité de transfert de trace de l'un vers l'autre.

3. Prendre les mesures nécessaires pour récupérer et conserver les vêtements des personnes évacuées (victimes, suspects et auteurs) Prendre toutes les mesures de protection des traces sur ces vêtements. Eviter toutes les contaminations.

Appel au Labo de PTS.

- Le labo PTS doit être avisé dans les plus bref délais. Il_ interviendra dans le cadre des devoirs prescrits par le Magistrat

DESCENTE DU LABORATOIRE PTS sur la scène de crime

- Les missions de collectes d'indices sont remplies par le personnel des Laboratoires de Police Technique et Scientifique près les Parquets .

- L'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) interviendra en soutien des laboratoires , à la demande de ces derniers et sur décision du Magistrat. Ce personnel est tout spécialement formé à cet effet, il connaît parfaitement les procédures de préservation et de prélèvement des indices et des traces.

- Si le passage d'un chien pisteur est nécessaire, il est impératif de coordonner simultanément l'intervention du laboratoire PTS et celle du maître-chien. En effet, il arrive souvent que les prélèvements utiles à l'un ne le soient pas pour l'autre, mais le simple fait de collecter ses propres indices risque de polluer les indices utiles à l'autre service.

LA MISSION DES LABORATOIRES DE POLICE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

But: L'ensemble des recherches ci-après énumérées porteront tant sur la victime que sur le ou les auteurs ou suspects. Aussi bien sur les lieux de l'enlèvement que dans_ tout endroit de passage, de séquestration possible ou de découverte de la victime (maison, voiture, cache...). ,ainsi que dans les endroits de passage et de découverte d'un auteur ou d'un suspect .

Urgence: Cette intervention relève d'un caractère urgent!

LA MISSION DES LABORATOIRES PTS PROPREMENT DITE.

1. Etablissement d'un dossier d'état des lieux:

Le laboratoire établira un dossier photographique commenté de l'état des lieux, accompagné d'un croquis avec annotation des angles des prises de vues. Il est souvent utile de procéder également à un enregistrement vidéo.

2. Recherche de traces papillaires:

La recherche portera sur les objets susceptibles de porter des traces. Une attention particulière est portée sur les objets abandonnés.

3. Recherche de traces biologiques et de micro-traces (cf.3.6.1.)

4. Recherche d'écrits :

Recherches d'écrits pour comparaison avec ceux de la victime et/ou de l'auteur.

5. Autres :

Il s'agit ici de toutes traces en général (de semelles, de pneus, d'outils etc.). La liste des indices potentiels n'est pas exhaustive car elle dépend des cas particuliers et de l'évolution des techniques.

3.6.3. Possibilités de l'INCC

INSTITUT NATIONAL DE CRIMINALISTIQUE ET DE CRIMINOLOGIE

**Chaussée de Vilvorde, 98-100
1120 BRUXELLES
(Neder-Over-Heembeek)
Tel: 02/240.05.00
Fax: 02/241.61.05**

Permanence: 02/245.13.69 (de 18h00 à 08h00 + W-E et jours fériés)

1. Missions.

L'Institut National de Criminalistique et de Criminologie est appelé à:

- procéder comme expert à l'analyse des pièces à conviction physiques ou à passer cette expertise à des tiers soumis à un contrôle de qualité de l'INCC;
- faire de la recherche scientifique appliquée dans les domaines attribués à la criminalistique et à la criminologie;
- développer, comme laboratoire de référence, des méthodes normalisées garantissant un service de qualité;
- remplir la fonction de laboratoire central de police technique et scientifique;
- rassembler tout ce qui intéresse la criminalistique et la criminologie entre autres par la création et l'entretien de banques de données et de collections;
- dispenser l'instruction dans les domaines précités.
 - Remarque : l'INCC est un institut scientifique multidisciplinaire : en effet, un grand nombre d'expertises peut être fait au sein de l'institut sans devoir envoyer les pièces à convictions vers différents experts consécutifs, ce qui évite sensiblement le danger de perte, de destruction ou de contamination.

2. Départements

CHIMIE ANALYTIQUE GENERALE: analyse de matériaux.

Analyse de peintures

- Identification de voitures impliquées dans un délit de fuite
- Analyse comparative des peintures d'automobiles
- Analyse de traces de peintures dans le cas de vols y compris les peintures d'outils

- Entretien de la banque de données européenne sur les peintures d'automobiles

Analyse d'encres de sécurité

- Analyse des résidus des encres de sécurité sur billets de banque, vêtements et autres substrats

CHIMIE ANALYTIQUE GENERALE: incendies et explosions

- Analyse de liquides inflammables ou de combustibles liquides dans des résidus d'incendie ou autres échantillons relatés à des incendies (vêtements)
- Identification de ces liquides
- Analyse de composés organiques volatils (p. ex. intoxications, fraude, vandalisme, ...)
- Comparaisons de liquides inflammables ou combustibles liquides (matrice liquide/matrice liquide; matrice liquide/matrice solide; matrice solide/matrice solide)
- Etablissement d'une banque de données d'accélérateurs d'incendie (produit avec son information technique et son chromatogramme en phase gazeuse)
- Descentes sur les lieux (détermination des causes d'incendie)

TEXTILE

- Examens classiques d'échange de fibres : démontrer le contact entre la pièce à conviction et le prévenu, entre objet et individu
- Etude de la dégradation de textiles (usures normales, déchirements, dégâts par coup)
- Examen comparatif de textiles
- Examen comparatif de cordes
- Etablissement d'une collection de cordes et cordages
- Etablissement d'une banque de données fibres

SIGNAL PROCESSING

1. Prise de photos à partir de bandes vidéo:
 - saisie numérique d'une image ou d'une séquence: digitalisation (noir et blanc ou couleur)
 - traitement: agrandissement, rehaussement, filtrage, mesures de taille, identification de plaques
 - impression sur papier thermique
2. Digitalisation de négatifs et dias + traitement

BIOLOGIE: laboratoire de microtraces biologiques

1. Analyse de cheveux (poils): caractérisation morphologique des cheveux, analyse spectrométrique de la couleur des cheveux
2. Analyses comparatives avec des échantillons de référence

Dans certains cas à discuter préalablement:

- analyse biologique des sols (micro-organismes, débris d'insectes et de plantes, pollens)
- caractérisation de diatomées (noyades)
- entomologie

BIOLOGIE: laboratoire d'identification génétique

1. Détermination de l'origine biologique d'une trace
2. Etablissement du profil génétique d'une trace biologique : sang, sperme, tissus et organes, dents, salive, sécrétions nasales, cheveux
 - par comparaison directe avec le profil génétique d'un sujet
 - par comparaison avec le profil génétique de parents
3. Comparaison des profils génétiques de traces litigieuses avec la base de données génétiques nationale

BALISTIQUE: laboratoire de balistique chimique

1. Balistique chimique: analyse de résidus de tir présents sur les mains, sur les tissus
2. Microscopie électronique

BALISTIQUE: laboratoire de balistique mécanique

1. Identification et évaluation technique des armes et munitions
2. Comparaisons microscopiques entre les signatures sur les balles et les douilles
3. Comparaison des caractéristiques des armes et munitions litigieuses avec la banque de données balistiques nationale
4. Constitution d'une collection de référence
5. Détermination et reconstitution des trajectoires balistiques
6. Restauration des numéros d'identification
7. Détermination de l'énergie des projectiles

DROGUES ET TOXICOLOGIE: laboratoire de drogues

1. Analyse de drogues végétales (cannabis, kath, champignons)
2. Analyse de pilules et de poudre (drogues et produits de coupe)
- 3 Recherche de LSD sur supports (microdots, papier, ...)
4. Détermination de la pureté des drogues : produits actifs et produits de coupe
5. Analyse de comparaison (héroïne, cannabis, cocaïne)
6. Recherche de traces de drogues sur tout support (vêtements, revêtement de voitures, valises, sanitaire, ...)
7. Base de données des logos des pilules illégales
8. Recherche et démantèlement de laboratoires illégaux : assistance et analyse
9. Analyse de précurseurs

DROGUES ET TOXICOLOGIE: laboratoire de toxicologie

1. Analyse de drogues et médicaments dans des échantillons d'urine
2. Analyse d'alcool, de drogues, de médicaments et de CO dans le sang
3. Analyse de drogues et médicaments dans les cheveux et la salive
4. Détermination de la présence de poisons dans la nourriture, les boissons
5. Empoisonnement d'animaux

3.6.4. Activités du laboratoire audio du service des télécommunications de la police judiciaire

Rue **du Noyer, 211 – 1000 Bruxelles**

Tf: 02/**743.73.64**

Les activités du laboratoire audio du Service des Télécommunications se situent dans les domaines suivants :

1. Confection de copies d'enregistrement de/sur supports différents

Toutes sortes de conversations/communications sont enregistrées sur des supports divers, tant par des personnes privées que par des services de police. Les enquêteurs qui sont mis en possession de ces enregistrements ont souvent besoin d'un support standardisé, à savoir la cassette audio classique, pour pouvoir les utiliser lors de leurs enquêtes. Ces copies sont confectionnées au labo audio, qui dispose d'un large éventail d'appareils de reproduction et d'enregistrement divers. N'importe quel enregistrement peut dès lors être reproduit sur tout format existant.

2. Amélioration de la qualité des enregistrements

Le laboratoire audio est à même d'améliorer la qualité sonore de certains enregistrements. Il dispose d'appareils de reproduction et de systèmes informatisés performants permettant d'atténuer des effets acoustiques et signaux perturbateurs afin d'améliorer au maximum l'intelligibilité et l'audibilité des enregistrements.

3. Analyse de la voix

Par analyse de la voix, il faut entendre l'établissement du profil vocal d'un locuteur : le sexe, une indication de l'âge, des tics de langage, des dysphonies cliniques (raucité, problèmes respiratoires, etc.), caractéristiques dialectales, etc.

4. Comparaison de locuteurs

Une voix inconnue dans un enregistrement peut être comparée à une voix d'un suspect. Pour ce faire, le laboratoire audio doit recueillir un test vocal du suspect. Il est procédé ensuite à une analyse détaillée des différents paramètres de la voix, entre autres au moyen d'un sonagraphe. Dans l'état actuel de la science, une identification formelle ne peut être avancée. Une comparaison vocale doit dès lors être considérée comme une indication complémentaire importante dans le cadre de l'enquête judiciaire.

5. Certaines transcriptions complexes

Dans le cadre d'enregistrements de très mauvaise qualité, le laboratoire audio peut prêter assistance pour tenter de reconstituer certains mots, phrases inintelligibles.

3.7. Moyens pouvant être utilisés

1. Généralités

Dans de nombreux cas, les services de police locaux sont confrontés, au cours d'une instruction menée à l'occasion d'une disparition inquiétante, à certains besoins auxquels ils ne peuvent pas répondre immédiatement. Ainsi, une action de recherche de grande envergure peut nécessiter du personnel supplémentaire ou la mise en place de moyens très spécifiques pour vérifier certaines informations.

Pour ce type de demandes et de besoins, les services de police sur le terrain peuvent s'adresser à la Cellule personnes disparues qui ensuite, sur la base des éléments d'appréciation disponibles et en concertation avec le service de police demandeur, pourra trouver une solution appropriée.

A cet égard, on part du principe que théoriquement tout est possible. Toutefois, une condition importante est que, après une appréciation approfondie, il faut des éléments de décision valables pour motiver un certain effort de recherche. Une action de recherche, quelque soit sa nature, doit toujours reposer sur des indications concrètes et sérieuses. En tous les cas, chercher de manière désordonnée pour chercher n'a pas de sens !

Il importe que les éléments d'appréciation existants soient clairement indiqués pour que, sur la base de ceux-ci, le moyen le plus adéquat puisse être mis en oeuvre.

Certaines unités ou certains services ont pour seul point de contact la Cellule personnes disparues et ne peuvent être utilisés que par le biais de ce canal.

Sur la base de l'existence d'indications concrètes et/ou de conditions d'utilisation nécessaires, les services ou moyens suivants peuvent être utilisés :

2. Moyens de la Police fédérale

- utilisation de chiens pisteurs, de chiens de patrouille ou de chiens dressés pour rechercher des corps ;
- engagement de personnel supplémentaire de la Réserve générale (ARG) pour l'exécution d'une action de recherche (unités tant à pied qu'à cheval) ;
- utilisation d'équipes des Unités Provinciales de Circulation (UPC) pour les patrouilles et les recherches le long des axes de circulation importants ;
- recours aux moyens du Détachement d'appui aérien pour :
 - ⇒ exécuter des actions de recherche aériennes et/ou coordonner des actions de recherche au sol de personnes disparues dans ou via des zones rurales et/ou dans des régions inaccessibles ;
 - ⇒ actions de recherche aériennes à l'aide de caméras infrarouges ;
- utilisation de membres de la DVI (Disaster Victim Identification Team) pour les recherches techniques ou particulières (techniques particulières, équipes spéléo,...)
- en dépit du fait que la Cellule personnes disparues fait partie de la Direction judiciaire de la Police fédérale, certaines sections spécifiques peuvent également fournir un appui. Il s'agit notamment :
 - ⇒ du Service Analyse criminelle (analyse des affaires, analyse comparative des affaires);
 - ⇒ du Service Traite des êtres humains (aspect organisé, organisations internationales)
 - ⇒ du Service Agression (enlèvement, meurtre, mœurs,...) ;

- ⇒ du Service Science du comportement (profil du coupable et de la victime) ;
- ⇒ des dessinateurs de portraits-robots de la DJT ;
- ⇒ de la Permanence DGJ (assistance en ce qui concerne les signalements nationaux, Schengen et internationaux, recherches dans la documentation existante,...) ;
- ⇒ le service d'identification judiciaire (SIJ)
- engagement d'unités particulières en cas de disparitions et d'enlèvements criminels ;
- utilisation de spécialistes du Service presse et relations publiques de la Police fédérale pour les relations avec les médias ;
- recours aux spécialistes des laboratoires de PTS de la Direction de la police technique et scientifique ;
- appel aux services de la police maritime et de la police des chemins de fer ;
- ...

3. Autres partenaires nationaux

- Child Focus ;
- d'autres a.s.b.l. actives dans le domaine des personnes disparues ;
- la Protection civile du Ministère de l'Intérieur pour l'utilisation de toutes sortes d'outils, matériel de sauvetage roulant lourd, personnel spécialisé,... ;
- le Service national de recherche des douanes et accises pour l'utilisation de caméras infrarouge portables ;
- les forces armées pour l'utilisation de personnel supplémentaire pour les actions de recherches, plongeurs du Génie, matériel lourd, matériel spécifique de la Marine,... ;
- le Ministère des Travaux publics- Services Voies navigables, Escaut maritime, ... avec des ingénieurs conseils, bateaux-sondes, laboratoire hydraulique,... ;
- le Service des eaux et forêts pour l'utilisation de guides, de gardes forestiers, de surveillants,... ;
- l'Institut national de Criminalistique (pour les tâches de police scientifique) ;
- divers services et instances, même les entreprises privées possédant un savoir-faire technique spécifique ;
- les médias nationaux et locaux (information).

4. Partenaires internationaux

Indépendamment des directives selon lesquelles les contacts structurés avec l'étranger doivent avoir lieu par les canaux appropriés, la Cellule personnes disparues entretient des contacts avec les services de police étrangers en général, en vue d'interventions rapides et ponctuelles, et en particulier avec :

- ⇒ Schengen;
- ⇒ Interpol ;
- ⇒ Centrale Recherche Informatiedienst (CRI) aux Pays-Bas ;
- ⇒ Bundeskriminalamt (BKA) en Allemagne ;
- ⇒ Gendarmerie Nationale au Grand Duché du Luxembourg ;
- ⇒ National Criminal Intelligence Service (NCIS) en Grande-Bretagne ;
- ⇒ Scotland Yard en Grande-Bretagne ;

- ⇒ Brigade de protection de Mineurs en France ;
 - ⇒ FBI- Child Abduction and Serial Killer Unit (CASKU) à Quantico aux Etats-Unis ;
 - ⇒ Royal Canadian Mounted Police Missing Children's Registry au Canada ;
 - ⇒ ...
-
- National Center for Missing and Exploited Children à Arlington (Etats-Unis) ;
 - National Missing Persons Helpline à Londres (Grande-Bretagne) ;
 - Autres ONG Internationales (via Child Focus)
 - Korps Landelijke Politiediensten - Dienst Levende Have (chiens utilisés pour la recherche de restes matériels) ;
 - Landespolizeischule für Diensthundführer (chiens utilisés pour la recherche de restes matériels).
 - Europol

3.8. Relations avec les médias

3.8.1. Recommandation générale.

Les règles relatives aux contacts avec les médias sont précisées dans les directives générales (point 1.4.)

Ces directives générales appellent les recommandations suivantes:

- * Désignez un magistrat chargé des contacts avec la presse et/ou déléguez ce rôle à un porte-parole de la police spécialement chargé des relations avec la presse.
- * Prévoyez des briefings réguliers avec la presse.
- * Tenez compte du fait que la famille concernée dispose parfois de son propre porte-parole.
- * Préparez au sein de la cellule d'enquête une farde contenant toutes les coupures de presse relatives à l'affaire.

3.8.2. Diffusion par les médias de certains signalements ou avis relatifs à des disparitions inquiétantes à la requête des autorités judiciaires.

3.8.2.1. Règles

Seuls les avis ou signalements relatifs à des disparitions inquiétantes peuvent faire l'objet de diffusions via les médias.

Des avis de signalement ne doivent pas pour autant être demandés systématiquement dès les premières heures dans toute disparition qualifiée d'inquiétante.

Une systématisation du recours à ces avis risque de banaliser les disparitions, d'émousser l'attention du public et de nuire ainsi à l'efficacité de la procédure.

Il ne faut par ailleurs pas sous-estimer le risque de stigmatisation du disparu lié à la publicité donnée à sa disparition.

3.8.2.2. *Circonstances justifiant la diffusion d'un avis télévisé.*

Un avis peut être demandé dans les premières heures si les circonstances de la disparition le justifient (comme par exemple le très jeune âge de l'enfant,...).

L'avis peut également être demandé à tout moment en cours d'enquête si les éléments de l'enquête justifient d'associer la population à la recherche de la personne disparue ou en cas d'absence de piste.

Pour éviter toutefois le phénomène de banalisation, la confusion du public voire des différents services de police, deux avis maximum seront diffusés le même jour dans la

presse télévisée émettant au niveau national. Les différents magistrats requérants se concerteront avec la Cellule « Personnes disparues » pour fixer les priorités de diffusion.

En règle générale, un premier signalement télévisé doit rester prioritaire sur une rediffusion.

3.8.2.3. Modalités pratiques.

En cas de disparition inquiétante, le service de police titulaire du dossier peut, à la requête de l'Autorité Judiciaire compétente, solliciter la collaboration des médias afin que le signalement bénéficie d'une diffusion plus large.

- Les accords conclus garantissent une diffusion - hors journaux télévisés - sur les chaînes publiques RTBF - VRT.
- Les chaînes privées RTL - VTM reçoivent les signalements des mineurs disparus, éventuellement diffusés dans leurs journaux télévisés.
- La presse écrite et parlée reçoit les signalements via l'Agence Belga.
- Les télévisions locales sont également sollicitées mais la diffusion reste fonction de leurs moyens propres (adresse électronique - report de la diffusion - passage en boucle ...)

3.8.2.3.a. Points de contact

1) Cellule Personnes disparues de la Police fédérale

Du lundi au vendredi, pendant les heures de bureau
 Rue Fritz Toussaint, 47 à 1050 Bruxelles
 Tel : (Fr) 00(0)2 642 78 13 – (NL) 00(0)2 642 78 27
 Fax : 00(0)2 642 69 53

Pour la Child Alert uniquement et pendant les heures de bureau :
 Tél : 00(0)2 644 87 97
 E-mail : missingpersons@telenet.be

2. Service Avis de Recherche de la Police fédérale

Du lundi au vendredi, pendant les heures de bureau
 Rue Fritz Toussaint, 8 à 1050 Bruxelles
 Tel : (Fr) 00(0)2 642 66 68
 Fax : 00(0)2 554 48 80
 E-mail : tvrecherche@skynet.be

3. Permanence du point de contact national

Les week-ends, jours fériés et en dehors des heures de bureau
 Tél : 00(0)2 642 78 09 ou 78 10 en ce compris pour la Child Alert

4. Parquet fédéral

Tel : 00(0)2 557 77 11
 Fax : 00(0)2 557 77 90

Du lundi au vendredi, pendant les heures de bureau

DGJ – DJO – service TV – avis courts
 Rue royale 47, 5° Etage, 1000 Bruxelles
 Tel : 02/500.27.16 - 02/500.27.65
 Fax : 02/500.26.72

2) les week-ends, jours fériés et en dehors des heures de bureau

DGJ – DJO -Permanence.
 Rue Fritz Toussaint 47, 1050 Bruxelles.
 Tel : 02/642.78.08
 Fax : 02/642.69.53

3.8.2.3.b. Actions du service de police titulaire de l'enquête

- Se mettre d'urgence en rapport téléphonique avec le point de contact pour régler les modalités de transmission du matériel photo (@Mail, porteur, ...) . En principe, seul le matériel reçu avant 16 heures peut encore être diffusé le jour même.
- Faxer le projet d'avis de recherche (modèle en annexe) au point de contact en indiquant également l'identité complète de la personne disparue, le nom du magistrat ayant requis la diffusion ainsi qu'un numéro de téléphone et de fax, accessibles 24Hrs/24 Hrs, auxquels peuvent être transmis, pour exploitation immédiate, les témoignages recueillis sur le numéro 0800 / 91.119 ou le 110 de Child Focus.
- Dès que la diffusion est confirmée par le point de contact, aviser les proches de la personne disparue que le signalement va être diffusé par la presse.
- Dans les jours qui suivent la diffusion, renvoyer au Service de Diffusion des Avis au Public le questionnaire complété (voir annexe)
- Lors de la découverte d'une personne disparue dont le signalement a bénéficié d'une telle diffusion, avec l'accord du magistrat compétent et outre la procédure classique de désignalement, transmettre au point de contact un bref avis de découverte, pour permettre d'en informer les médias.

3.8.2.3.c. Modèle d'avis de recherche

Lors de toute diffusion, il importe de ne pas divulguer tous les éléments en possession des services de police, de manière à maintenir possibles des vérifications ultérieures sur base de ces éléments gardés confidentiels. Ces éléments peuvent faire l'objet d'un avis « Attention particulière en rapport avec des devoirs d'enquête » dans le BRI (voir point 2.8.1.5).

En ce qui concerne la rédaction de l'avis de recherche, il y a lieu de tenir compte de quelques conseils pratiques, inhérents d'une part à la protection de la vie privée de(s) l'intéressé(s) et d'autre part à l'exploitation optimale de l'information communiquée.

formule d'introduction

«A la demande du procureur du roi de (arrondissement judiciaire), la Police fédérale(en coopération avec Child Focus), nous prie de diffuser l'avis suivant :»

circonstance de la disparition. Qui ? Quoi ? Où ? Quand ?

«Le (jour, date) vers (heure), (nom + prénom) âgé(e) de (...) a disparu de (résidence / domicile) situé(e) à (commune). // ..âgé(e) de (...) et domicilié(e) à (commune) a disparu de sa résidence située à (commune de résidence : villégiature - home- établissement où un mineur a été placé - etc...)

(Sans plus donner signe de vie depuis)

Il (elle) a été aperçu(e) pour la dernière fois à (endroit) le (date),

Il (elle) se déplace (description de l'éventuel moyen de locomotion - préciser si ce moyen de locomotion a été retrouvé depuis)»

signalement de la personne disparue

« *Description physique.* Taille – corpulence – couleur des yeux – couleur des cheveux – type de coiffure - caractéristiques visibles (tatouages ; cicatrice ...).»

Le terme "race" étant proscrit, le signalement pourra reprendre les termes "d'apparence slave; nord-africaine etc... " ou "originaire de" (Asie ; Europe de l'Est; Afrique du Nord; ...) si cet élément est utile à la description de la personne disparue.

« *Description vestimentaire.* Au moment de sa disparition, il était vêtu de... »

Description brève d'éventuels objets particuliers emportés, susceptibles d'attirer l'attention du public (aucune allusion aux bijoux portés ou à l'argent, carte bancaire, emportés par la personne disparue) .

Indication d'une éventuelle assistance médicale dont pourrait avoir besoin la personne disparue sans en préciser la nature.

Lorsque la personne disparue présente un danger de contamination, ajouter le cas échéant : « l'état de santé de la personne disparue exige une assistance médicale et doit être l'objet de précaution. »

formule de conclusion

«Toute personne susceptible de communiquer des informations sur cette disparition inquiétante est priée de contacter (désignation du service en charge) via le numéro de téléphone gratuit 0800/91.119
(ou Child Focus via le numéro d'urgence gratuit 110) (ou le poste de police le plus proche)»

3.8.2.3.d Transfert des images : courrier électronique ou porteur.

Le texte doit par ailleurs être illustré par la photo de la personne disparue la plus récente et/ou la plus représentative. Le service de police titulaire de l'enquête règle avec le point de contact les modalités de transfert de l'image.

Si elle est acheminée par porteur, seule la photo originale, reprenant au dos l'identité de la personne disparue, est nécessaire. Elle est immédiatement restituée, après traitement, au service en ayant assuré le transfert pour remise à la famille.

Si l'image transmise par porteur est une photo de groupe, le service titulaire de l'enquête prendra soin de joindre une photocopie sur laquelle la personne disparue sera clairement identifiée.

Si l'image est transmise par courrier électronique, le fichier sera nommé sous l'identité de la personne disparue. Les coordonnées du service ayant assuré la transmission seront inscrites sur le message accompagnant le fichier photo.

3.8.2.3.e. Site internet de la Police fédérale

Moyennant l'accord formel du Procureur du Roi, l'avis de recherche (texte et photo) envoyé aux médias peut également être placé sur le site Internet de la Police fédérale par l'intermédiaire du point de contact.

Le service de police qui a demandé de placer l'avis de recherche sur le site internet est responsable de l'annulation de cet avis si la disparition est résolue. Il doit confirmer au point de contact que cet avis sur Internet doit être annulé.

3.8.3. Recherches judiciaires télévisées: Appel à témoins – Getuigen gezocht

1. Catégorie des thèmes.

Les disparitions inquiétantes constituent un des thèmes prioritaires entrant en ligne de compte pour l'émission des programmes télévisés Appel à témoins et Getuigen gezocht pour autant que ces disparitions puissent revêtir un aspect criminel.

2. Critères de sélection.

Les autorités judiciaires et les services de police peuvent formuler une demande d'avis de recherche s'il apparaît que:

- les éléments disponibles sont insuffisants pour éclaircir l'affaire ;
- au moment de l'émission, les autres méthodes de recherche n'ont pas encore abouti à un résultat ;
- la demande de placer des avis de recherche est une nécessité absolue.
- l'émission peut représenter une plus-value en vue de l'élucidation.

Critère essentiel et décisif pour l'autorité requérante: disposer d'indices suffisants pour pouvoir attirer l'attention de témoins potentiels et pour inciter les citoyens à fournir des renseignements. Une commission de sélection et d'avis décide des disparitions qui seront retenues pour les émissions Appel à témoins et Getuigen gezocht

3. Procédure de demande :

3.1. Seuls le service de police, le magistrat du parquet compétent et le juge d'instruction peuvent introduire une demande pour un appel à témoins auprès de la commission de sélection et d'avis.

La commission de sélection et d'avis a pour tâche notamment de:

- gérer et co-produire les émissions et diriger les dossiers de recherche ;
- retenir, parmi les demandes, celles qui peuvent convenir pour la réalisation d'une émission télévisée ;
- veiller, préalablement à l'émission télévisée, à obtenir l'accord signé du magistrat en charge du dossier et, le cas échéant, lorsqu'il est fait usage de matériel visuel privé, l'autorisation signée du propriétaire ;
- vérifier que la forme et le contenu des programmes correspondent aux normes de tactique et de recherches policières ainsi qu'aux règles concernant les droits de l'homme et celles concernant le respect de la vie privée.

3.2. Le gestionnaire du dossier (fonctionnaire de police chargé des recherches) s'adresse au magistrat compétent qui dirige l'enquête et lui soumet une demande d'émission.

- 3.3. Aussitôt l'accord écrit du magistrat compétent obtenu, le fonctionnaire de police transmet la demande au service TV de la police fédérale avec un résumé des faits et l'accord écrit du magistrat.
- 3.4. Dès que la commission de sélection et d'avis a pris une décision, un message est envoyé au gestionnaire du dossier qui est invité à participer à l'organisation de la co-production de l'émission.
- 3.5. Les demandes écrites concernant les thèmes à diffuser, doivent être envoyées, accompagnées d'un résumé des faits et des motifs, à :

Police fédérale - DGJ – DJO – Service TV
 Appel à témoins
 Rue Royale 47, 5ème étage
 1000 Bruxelles
 Tél. 02/500.26.51
 Fax.02/500.26.72
 E-mail : sgapsd.tvprograms@skynet.be

4. Production du programme.

- 4.1. L'émission en néerlandais, d'une durée minimum de 12 minutes, est diffusée une fois par semaine, avec rediffusion endéans la semaine ; l'émission en français, d'une durée de 45 minutes, est programmée une fois par mois avec rediffusion endéans la semaine.
- 4.2. Les scénarios sont élaborés et écrits par l'institut télévisé en étroite collaboration avec le Service TV de la police fédérale, le magistrat responsable du dossier et le gestionnaire du dossier.
- 4.3. Si une reconstitution est réalisée lors de l'enregistrement, des fonctionnaires de police peuvent y participer à condition qu'ils ne participent pas ou n'aient pas participé à la véritable enquête.
- 4.4. Le Service TV de la police fédérale surveille le montage et est impliqué dans projet de montage.
- 4.5. Dans les jours précédant la date de l'émission, une première présentation est proposée aux magistrats en charge du dossier et au gestionnaire du dossier. La décision finale appartient au magistrat.

5. Rôle des services de police impliqués dans l'organisation.

En concertation avec le Service TV de la police fédérale, les services de police impliqués s'organisent pour le thème qui les concerne.

Ils doivent notamment :

- participer à la préparation de la production en prêtant un appui logistique et technique (locaux, matériel, transport, personnel) pour la réalisation des reconstructions;
- fournir tous les renseignements sollicités par la commission de sélection et d'avis;

- en concertation avec le Service TV de la police fédérale, participer au call-center où convergeront tous les appels;
- participer au briefing avant l'émission;
- recevoir les appels téléphoniques des témoins et les analyser;
- pendant l'émission, communiquer les résultats au responsable du call - center ;
- aviser sans délai le Service TV de la police fédérale lorsque le thème choisi est élucidé avant la date prévue pour l'émission ;
- communiquer, au Service TV de la police fédérale, les résultats obtenus à la suite de cette émission;
- prévoir une exploitation opérationnelle immédiate des renseignements récoltés.

6 Conversations téléphoniques pendant et après l'émission télévisée.

- Toutes les conversations téléphoniques sont enregistrées. L'appelant est informé de cet enregistrement.
- L'enregistrement de ces appels est soumis à l'application de la législation sur la vie privée (loi du 08.12.1992).
- Le chef de service est responsable de la mise à jour de ces données.
- Aucune conversation téléphonique n'est diffusée directement lors de l'émission.
- Un numéro d'appel téléphonique gratuit est prévu par dossier.
- Les fonctionnaires de police qui effectuent l'enquête occupent la ligne téléphonique prévue pour leur dossier.
- Après l'émission, les numéros d'appel gratuits restent activés durant une semaine et sont déviés vers un mail box. Le Service TV de la police fédérale transmet sans délai ces enregistrements au gestionnaire du dossier
- Le site Internet de la police fédérale reprend un résumé des thèmes diffusés dans les émissions précédentes ainsi que les numéros de téléphone et éventuellement les photos et enregistrements vidéo.
- La police fédérale met une boîte postale à la disposition du téléspectateur.

3.9 Recommandations en cas d'enlèvement parental international

Préambule

Les cas de soustraction ou de non-présentation d'enfant nécessitent un examen minutieux de la situation juridique des rapports parentaux à l'égard de l'enfant et une attention particulière aux éléments humains propres aux litiges familiaux. L'ensemble des moyens particuliers pouvant être mis en œuvre dans ces situations doit être envisagé.

L'objectif des présentes recommandations se limite à énumérer les différentes situations susceptibles de se présenter, les différents services appelés à intervenir dans ces affaires et les premiers devoirs à accomplir. Une circulaire détaillée particulière complètera et examinera en profondeur les différents points examinés.

Tant que l'enfant n'est pas localisé, aucune hypothèse ne peut être écartée et il faut considérer que la disparition est inquiétante.

Services qui interviennent

Les services qui interviennent dans la problématique des enlèvements parentaux internationaux sont principalement :

- les services de police (*),
- le procureur du Roi (*) (au niveau du parquet, il serait souhaitable que les enlèvements parentaux soient traités par un magistrat spécialisé, par exemple le magistrat de référence) et/ ou le juge d'instruction,
- le Ministère de la Justice : Service de l'Entraide judiciaire internationale en matière civile, autorité centrale désignée pour l'application des conventions (tél.: 02/542.65.11; fax 02/542.70.06 ou 542.70.23).

Ce service intervient dans 3 cas :

1. si l'Etat dans lequel l'enfant pourrait se trouver a ratifié la Convention européenne de Luxembourg du 20 mai 1980 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (pays actuellement concernés: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République tchèque, Slovaquie, Suède, Suisse Turquie;
2. si l'Etat dans lequel l'enfant pourrait se trouver a ratifié la Convention de la Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants en vigueur depuis le 1^{er} mai 1999 (pays actuellement concernés: Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chine (région administrative Hongkong et Macao), Croatie, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Macédoine, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Venezuela, Yougoslavie;

3. si l'enlèvement a un lien avec le Maroc ou la Tunisie en vue de saisir l'une des Commissions consultatives bilatérales en matière civile mises en place entre la Belgique et chacun de ces Etats, en vue d'une résolution amiable des situations de déplacement en violation du droit d'hébergement ou de non-retour à l'issue d'un droit aux relations personnelles.

- le ministère des affaires étrangères (*): Service de coopération judiciaire internationale (tél.: 02/ 501.81.11; fax 02/513.55.47).

Ce service intervient si l'enlèvement a eu lieu vers un Etat non partie aux conventions précitées.

- Le Ministère de la Justice, Service des Maisons de Justice, accueil des victimes - un service présent dans chaque parquet . Les missions de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes sont de :
 - fournir des informations et un soutien durant la procédure pénale
 - servir de relais entre le parent préjudicié et la magistrature
 - orienter vers les services juridiques et/ou psychosociaux
 - veiller à une bonne collaboration entre le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et les autres intervenants
- Child Focus (*) (permanence téléphonique : 110). Les missions spécifiques de Child Focus dans le contexte des enlèvements parentaux sont de:
 - transmettre les informations qu'il recueille ;
 - orienter les personnes requérantes vers les services compétents ;
 - informer, encadrer et soutenir les personnes requérantes ;
 - si nécessaire, stimuler toute action de médiation nécessaire entre toute partie concernée.
 - mise à disposition de son numéro d'urgence permanent (110)

(*): les services ainsi indiqués ont un service de garde

Principes guidant l'intervention des différents services

Tous les services qui interviennent dans la problématique des enlèvements parentaux internationaux ont le souci de travailler dans l'intérêt des enfants, des familles, dans le respect des décisions judiciaires et des engagements internationaux souscrits par la Belgique dans ce domaine. La réussite dans les dossiers dépend directement de la volonté de chaque service, de travailler de manière coordonnée et concertée avec les autres, dans le respect du rôle, de la spécificité et du cadre légal de chacun.

Trois principes se dégagent dans ce contexte :

Apprécier l'utilité dans chaque dossier d'organiser rapidement des réunions de concertation permettant de définir une stratégie commune, indépendamment de la direction et de la coordination de l'enquête judiciaire.

1. La nécessité d'un échange loyal et permanent des informations recueillies entre les intervenants.
2. L'information donnée au parent préjudicié que lorsque l'enfant est localisé ou localisable dans un pays étranger déterminé ou même en cas de localisation ultérieure à l'étranger, des possibilités d'action existent autant dans le cadre pénal, dans le cadre de la coopération judiciaire internationale en matière civile que dans le contexte de la coopération internationale générale. même en l'absence de convention applicable.

Situations pouvant se présenter

1. Craintes d'enlèvement

A. Préambule

Un parent qui craint que l'autre parent risque de partir avec l'enfant à l'étranger sans son accord, peut souhaiter en informer un service de police.

B. Réactions initiales

- Un procès-verbal est toujours établi et transmis au parquet par porteur ou par fax même en l'absence d'une décision civile.
- Lors de l'audition du plaignant, le service de police indiquera de manière précise dans le procès-verbal les droits respectifs des parents à l'égard de l'enfant. Le service de police veillera à obtenir et à joindre à ce procès-verbal copie du dernier jugement civil éventuellement prononcé réglant ces droits.
- Le plaignant sera invité par les services de police à prendre contact avec les services des Ministères compétents et à prendre éventuellement contact avec un avocat afin d'entamer, le cas échéant, une procédure judiciaire urgente.
- Le plaignant sera informé qu'il peut bénéficier d'une intervention du Service des Maisons de Justice, accueil des victimes ainsi que de Child Focus.

C. Mesures préventives

- Le magistrat avisé des faits analysera la situation de l'enfant et prendra le cas échéant les mesures protectrices qui s'imposent à son égard.
- A la demande du magistrat, les faits seront portés par fax, voire par tout autre moyen de transmission électronique, à la connaissance des services chargés des contrôles (notamment dans les aéroports, ports et gares...). Une photographie de l'enfant sera, si possible, jointe à cet avis par fax.
- A la demande du magistrat, l'enfant et le parent auteur seront signalés préventivement sur le plan national pour "localisation".
- Tant l'avis par fax que le signalement national préventif sont des mesures exceptionnelles qu'il y a lieu de prendre lorsque des éléments concordants et convergents permettent de localiser dans le temps et/ou dans l'espace les intentions du parent auteur.

Le recours systématique à ces mesures ne s'indique donc pas, notamment afin d'en maintenir l'efficacité et afin d'éviter la banalisation du phénomène des disparitions.

- Afin de permettre la gestion de ces signalements, il appartient au magistrat de déterminer les services de police concernés par ceux-ci, notamment sur base de la destination présumée du parent auteur, ainsi que la date d'expiration du signalement national préventif et des mesures qu'il a décidées.

De plus, afin de permettre aux services de police d'intervenir de manière efficace lors de tout contrôle de l'enfant et du parent auteur au moment où ils tentent de quitter le territoire, tant l'avis par fax aux services chargés des contrôles que le signalement national préventif mentionneront explicitement toutes autres mesures décidées par le magistrat tant à l'encontre de l'enfant (interdiction de quitter le territoire) que celle du parent auteur (aucune mesure particulière, arrestation judiciaire...).

D. Réactions en cas de contrôle aux frontières (départ du territoire)

- Le service de police procédant au contrôle exécutera les mesures prescrites par le magistrat en charge du dossier. Il avisera immédiatement par téléphone le magistrat de l'intention qu'a le parent auteur de quitter le territoire avec l'enfant.
- Le service de police exécutera les devoirs complémentaires prescrits et rédigera un procès-verbal subséquent qui le cas échéant, sera également transmis par fax ou par porteur au Parquet.
- Le magistrat informé du départ du parent auteur avec l'enfant en avisera les Ministères compétents.

E. Remarques

- Les mesures précitées peuvent également être appliquées en cas de craintes d'enlèvement par les deux parents d'un enfant placé par le Tribunal de la Jeunesse.

2. Déplacement d'un enfant vers l'étranger.

A. Il existe une décision civile exécutoire qui règle les droits des parents à l'égard de l'enfant (situation visée par l'art. 432 C. pénal et, le cas échéant, par les Conventions internationales relatives aux aspects civils de l'enlèvement international d'enfants).

Le parent préjudicié porte plainte auprès d'un service de police, entre les mains du procureur du Roi ou se constitue partie civile entre les mains d'un juge d'instruction.

- Un procès-verbal est établi et transmis au parquet par porteur ou par fax.
- l'enfant et le parent auteur seront signalés auprès des services chargés des contrôles (aéroports, gares, ..) qui appliquent les mesures prescrites par le signalement.
- l'enfant sera signalé comme disparu en vue de son rapatriement sur le plan national et international; le parent auteur sera, quand à lui, signalé pour "localisation" sur le plan national et international.
- Des devoirs seront effectués afin de localiser l'enfant et l'auteur.
- Le plaignant sera informé qu'une action civile est possible et sera orienté vers les Ministères compétents (v. titre "Services qui interviennent pour déterminer quel est le ministère compétent).
- Le plaignant sera orienté vers le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et vers Child Focus.

B. Il n'y a pas de décision civile exécutoire en Belgique qui règle les droits des parents à l'égard de l'enfant (situation visée par les art. 373 et 374 du Code civil et, le cas échéant, par les Conventions internationales relatives aux aspects civils de l'enlèvement international d'enfants).

Le parent préjudicié signale le rapt à un service de police

- Un procès-verbal est établi et transmis au parquet par porteur ou par fax.
- Des devoirs seront effectués afin de localiser l'enfant et l'auteur: il sera procédé au signalement de l'enfant sur le plan national et international pour "localisation"
- Le plaignant sera invité par le service de police à prendre contact avec les services des Ministères compétents et à prendre éventuellement contact avec un avocat afin d'entamer éventuellement une procédure judiciaire urgente.
- Informer le plaignant qu'il peut bénéficier d'une intervention du Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et de Child Focus.

3. Déplacement en Belgique d'un enfant résidant à l'étranger ou non-respect de droit aux relations personnelles pour un parent résidant à l'étranger à l'égard d'un enfant résidant en Belgique

A. Il existe une décision civile exécutoire en Belgique (situation visée par l'art.570 du Code judiciaire et par l'art. 432 C. pénal , ainsi que, le cas échéant, par les Conventions internationales sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et les articles 1322bis à 1322 octies du Code judiciaire insérés par la loi du 10 août 1998.)

- Le parent préjudicié dépose plainte auprès d'un service de police à l'étranger, plainte transmise aux autorités judiciaires belges dans le cadre des conventions internationales.
- Des devoirs seront effectués afin de localiser l'enfant et l'auteur.
- Le Service du Ministère compétent sera avisé par le parquet.
- Le parent préjudicié dépose plainte auprès d'un service de police Belge
- Un procès-verbal est établi et transmis au parquet par porteur ou par fax.
- Des devoirs seront effectués afin de localiser l'enfant et l'auteur: il sera procédé au signalement des intéressés sur le plan national et international à cet effet.
- Le plaignant sera invité par le service de police à prendre contact avec les services des Ministères compétents et à prendre éventuellement contact avec un avocat afin d'entamer éventuellement une procédure judiciaire urgente.
- Informer le plaignant qu'il peut bénéficier d'une intervention du Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et de Child Focus.

B. Il n'y a pas de décision civile exécutoire qui règle les droits des parents à l'égard de l'enfant, (situation visée, le cas échéant, par les Conventions internationales relatives aux aspects civils de l'enlèvement international d'enfants).

Le parent préjudicié doit être informé que, même en l'absence de décision judiciaire exécutoire au moment du déplacement, des possibilités d'action existent dans le cadre de la coopération judiciaire internationale en matière civile et ce, lorsque l'enfant est localisé ou localisable ou même en cas de localisation ultérieure.

Les mêmes devoirs que ceux inscrits sous 3 A seront effectués, sauf les signalements sur le plan international.

3.10. Recommandations pour l'intervention de voyants

3.10.1. Généralités

Le phénomène des voyants, des astrologues, des mystiques et des esprits apparentés dont le mode de pensée change parfois de manière imprévisible ne cesse de prendre de l'importance. Il est inutile d'ouvrir un débat sur l'existence ou non des «dons paranormaux». Le fait est que leur contribution n'est pas prise au sérieux dans la plupart des milieux académiques. Hormis le constat que ce milieu comporte de nombreux charlatans et que de véritables circuits commerciaux s'y développent, bon nombre de prévisions semblent être tout simplement le fruit d'informations récoltées par la voie des canaux ordinaires (presse, famille, «coreligionnaires», etc.) et dont les conclusions sont présentées comme «surnaturelles». En tout cas, l'expérience nous apprend deux choses importantes :

1. les voyants n'ont jamais permis d'obtenir un résultat positif tangible ;
2. ces pseudo scientifiques sont à l'origine d'une surcharge de travail pour les services de police dont ces derniers pourraient facilement se passer dans les enquêtes importantes.

3.10.2. Recommandations

a. Contact direct avec le service de police

Il s'agit de développer d'un point de vue stratégique une politique de dissuasion acceptable. Lorsqu'un service de police est contacté par un voyant, il lui est conseillé d'adopter l'attitude suivante:

- * constituer un dossier avec la mention "voyants" ;
- * en cas d'appel téléphonique : prendre note du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de la personne qui appelle et résumer en une ligne la nature de son message. Pour être complet, prendre également note de la date et de l'heure de l'appel ;
- * dire à la personne qui appelle qu'elle sera recontactée plus tard ou si elle se présente personnellement, passer aux étapes suivantes ;
- * contrôler si la personne concernée figure dans le fichier (par exemple pour escroquerie). S'il s'avère que la «réputation» de la personne est connue d'autres services de police, lui faire comprendre que vous êtes au courant ;
- * lui envoyer ou lui remettre un questionnaire (voir annexe) et lui demander d'y répondre avec précision et de le renvoyer. Il est vraisemblable que bon nombre d'entre eux se désisteront ;
- * au cas où le voyant continue à insister, évaluer ses recommandations et réagir en concertation avec et à la demande du magistrat dirigeant.

b. Contact voyant - famille

Subsiste encore le problème des voyants qui s'adressent directement aux membres de la famille. Si ces derniers adoptent une attitude de refus, il ne se pose généralement aucun problème. Il en va autrement lorsque la famille accorde du crédit aux affirmations des voyants et commence à les considérer comme un "soutien

émotionnel et mental". Il importe alors d'être prudent car l'expérience nous a entre-temps montré que le risque est grand pour la police et la justice de servir de paratonnerre aux décharges et frustrations émotionnelles lorsque la famille est confrontée à des déceptions. Quelques recommandations (SOURCE : thématique CRI) peuvent être rappelées dans ce contexte :

- * d'une part, indiquez délicatement que le recours à des voyants dans le cadre du travail de recherche n'a encore jamais abouti à un résultat et que leurs explications apparemment clarifiantes sont la conséquence des informations disponibles à toute personne qui suit l'affaire un peu plus attentivement que le citoyen moyen. D'autre part, signalez qu'une suite appropriée sera évidemment donnée lorsque le (la) voyant(e) fournit des données concrètes et contrôlables. Dites ouvertement que ce monde est rempli de charlatans qui ne sont attirés que par l'appât du gain et/ou le pouvoir sur des personnes rendues plus vulnérables en raison de circonstances émotionnelles ;
- * mettez la famille en garde contre le paiement d'indemnisations financières (conséquence de ce qui précède) ;
- * expliquez à la famille qu'il est indispensable que tant la police que la famille se montrent très réservées quant à la diffusion d'informations, ce pour ne pas mettre l'enquête en danger d'une part et pour éviter que le voyant utilise ces informations dans le but de faire des déclarations "clarifiantes" d'autre part. Il appartient au voyant de prouver ce dont il est capable ;
- * laissez la famille se rendre compte par elle-même des conclusions auxquelles aboutit le voyant. L'expérience nous apprend que ces conclusions sont trop vagues ou que le voyant suggère des solutions ou des endroits de découverte dont nous savons à l'avance que des recherches y sont pratiquement impossibles pour des raisons techniques ou financières.

ANNEXE: exemple d'un formulaire «voyants».

FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS

Madame, Monsieur,

Vous avez manifesté de l'intérêt pour une affaire sur laquelle nous enquêtons. Afin de nous permettre de confronter vos informations aux données de recherche qui sont déjà en notre possession, nous vous prions de bien vouloir compléter au mieux les rubriques suivantes.

I. DONNEES D'IDENTITE

II. De quelles données concrètes disposez-vous déjà dans cette affaire ?

III. Quelles sont vos conclusions, en tenant compte des données sur lesquelles elles reposent ?

IV. Dans quelle autre affaire êtes-vous déjà intervenu(e) ? Mentionnez également auprès de quelles instances ?

V. Des résultats ont-ils déjà été obtenus grâce à des données fournies par vos soins, et, dans l'affirmative, quels résultats, où, quand, auprès de qui et surtout dans quelles circonstances ?

VI. Facturez-vous des honoraires et, dans l'affirmative, quel en est le montant ?

En vous remerciant pour votre collaboration.

3.11. Recommandations concernant le retour et l'audition de personnes retrouvées

Il doit être tenu compte de la Circulaire ministérielle relative à l'enregistrement audiovisuel de l'audition de mineurs victimes ou témoins d' infractions du 16 juillet 2001.

3.11.1. Retour parmi les proches et audition après une disparition criminelle

Le service de police chargé de réunir la victime d'une disparition criminelle et ses proches doit tenir compte des remarques suivantes :

Une audition détaillée de la victime retrouvée doit être effectuée

- la priorité principale est et doit rester la victime ; le respect des règles en matière d'assistance aux victimes est ici essentiel
- en tous les cas, il conviendra de tenir compte de l'état physique et de l'état d'esprit de la victime
- les facultés d'expression de l'intéressé seront prises en considération et il sera fait appel, si nécessaire, à un spécialiste (interprète, interprète en langue des signes, ...)
- le choix de l'interrogateur fera l'objet d'une attention particulière ; dans la mesure du possible, il sera fait appel à un enquêteur qui aura reçu une formation en la matière, qui dispose de l'expérience professionnelle et de la finesse psychologique requises pour traiter une matière aussi sensible
- Recommandations pratiques
 - Expliquez toujours à la victime pourquoi vous souhaitez lui poser quelques questions. Indiquer clairement l'objectif poursuivi aide à dissiper certains doutes.
 - Tenez compte de la personnalité et de la phase de développement de la victime (p. ex, petit enfant, adolescent,...).
 - Adaptez-vous. Utilisez un langage que la victime comprend ; Soyez clair et n'éludez pas les points délicats. Ne vous laissez pas submerger par des situations émotionnelles qui risquent de vous écartier du sujet de votre audition mais restez bien entendu compatissant et calme. Tenez compte du fait qu'il peut être extrêmement délicat pour certaines victimes de parler d'actes sexuels et d'organes génitaux.
 - Ecoutez avant tout la victime ; ne prenez pas position mais essayez de vous mettre le plus possible à la place de l'intéressé.

- Sachez que le temps de concentration varie d'une victime à l'autre. Faites suffisamment de pauses (il est conseillé de ne pas entendre quelqu'un plus de 50 minutes sans interruption).
 - Avancez pas à pas. Procédez question par question et veillez à éviter les questions imprécises ou donnant lieu à confusion !
 - Gardez les questions les plus délicates pour la fin de l'entretien.
 - Tenez compte du fait que vous ne recevrez pas de réponse à chaque question !
 - Si vous posez des questions sur des détails concernant le temps ou l'espace, il est utile de donner des points de référence pertinents. Le concept de temps ou d'espace est parfois très vague chez les enfants. Faire référence à des choses qu'ils connaissent peut vous faciliter la tâche (p. ex., leur parler de la veille de Noël au lieu du 24 décembre).
 - Rappelez-vous que le langage du corps (gestes, réactions, communication non verbale,...) peut également apporter une réponse à certaines questions !
 - Essayez d'effectuer l'audition en une seule fois ; il faudra en tous les cas éviter que la victime ait à revenir à plusieurs reprises. Cette règle ne peut pas être appliquée si la victime se bloque ; il faudra prévoir un autre moment pour poursuivre l'audition.
 - Etablissez la fiche dactyloscopique. Eventuellement, procédez à des prélèvements de référence (ADN-micro-traces...)
 - Remerciez la victime à la fin de l'entretien pour le temps qu'elle y a consacré, sa compréhension et les efforts qu'elle a fournis. Veillez à ce que la victime soit aussi rassurée que possible à l'issue de l'entretien.
- Tout mineur victime des faits visés à l'article 91bis du Code d'Instruction criminelle (attentat à la pudeur, viol, ...) a le droit, chaque fois qu'il est entendu par les autorités judiciaires, d'être accompagné d'une personne majeure de son choix, sauf si le ministère public ou le juge d'instruction prend à l'égard de cette personne une décision contraire, motivée, dans l'intérêt du mineur ou pour permettre la manifestation de la vérité.
 - Pour les mineurs, il est extrêmement important d'enregistrer l'audition ; l'emploi d'appareils audiovisuels est indiqué. La Circulaire ministérielle relative à l'enregistrement audiovisuel de l'audition de mineurs victimes ou témoins d'infractions du 16 juillet 2001 doit être appliquée.

Examen médical approfondi de la personne retrouvée

Dans certains cas, les autorités judiciaires compétentes peuvent ordonner un examen médical approfondi. En pareil cas, le Set d'Agression sexuelle pourra être utilisé (directive ministérielle du 15 décembre 1998).

Cet examen a pour objet de :

- constater un éventuel abus sexuel ou physique ;
- vérifier à quel moment celui-ci a eu lieu ;
- constater la nature des faits commis sur la victime ;
- constater les conséquences éventuelles de l'abus (lésions, grossesse, maladies sexuellement transmissibles,...) ;
- vérifier si des médicaments, des stupéfiants, des lubrifiants, des substances favorisant la relaxation musculaire ou autres ont été utilisés par l'auteur afin de faciliter l'abus commis sur la victime ;
- rechercher, photographier et/ou saisir comme élément de preuve toute trace ou indice d'abus sur le corps de la victime.

Cet examen médical doit être effectué :

- le plus rapidement possible après la découverte de la victime ;
- de préférence par un médecin légiste ;
- s'il a lieu dans les locaux d'une unité, dans un environnement adapté et accueillant pour les enfants
(de préférence à l'endroit où l'audition de la victime aura lieu afin de ne pas devoir transporter celle-ci inutilement d'un endroit à l'autre) ;
- si la victime le souhaite, en la présence d'une personne de confiance (p. ex. un parent) ;
- la victime peut se faire assister d'un médecin de son choix au cours de l'examen médical auquel elle est soumise.

Avertir les proches que la personne disparue a été retrouvée

- Informez en priorité les proches que la personne disparue ou enlevée a été retrouvée afin d'éviter que qui que ce soit d'autre (médias, tiers, ...) n'ait connaissance de l'information avant eux
- Donnez immédiatement aux parents ou à la famille, un compte-rendu de la situation et de l'état dans lequel se trouve la personne retrouvée. Dans l'intérêt de l'enfant et lorsque cela s'indique, demandez -leur avec insistance de ne pas répandre la nouvelle.
- Fixez un rendez-vous dans un endroit privé, à l'abri des regards indiscrets. Pour les retrouvailles, demandez aux parents de ne venir qu'avec un nombre limité de membres de la famille afin de limiter au maximum les émotions.
- Demandez aux proches de la personne disparue d'apporter des vêtements de rechange pour que les vêtements portés par l'intéressé puissent être saisis en vue d'être analysés. Suggérez-leur également, si la personne retrouvée est un enfant, d'apporter son jouet préféré ou un animal en peluche.

Envisager un soutien professionnel en matière d'assistance aux victimes

Veillez à vous faire soutenir par un membre du Service d'assistance policière aux victimes. Cette personne pourra offrir une première assistance à la personne retrouvée et à ses proches et les mettre en contact avec les Services d'aide aux victimes ; pensez à Child Focus quand il s'agit de mineurs ou, exceptionnellement, de majeurs de 18 à 25 ans (voir fiche 3.4 Recommandations pour l'accueil et l'assistance aux victimes).

Attitude vis-à-vis des médias

- Préparez un communiqué de presse ou prévoyez un briefing pour la presse à un moment opportun où tous les détails nécessaires pourront être communiqués aux médias. Il faut néanmoins veiller à préserver l'équilibre entre, d'une part, le droit à l'information de la presse et du public et, d'autre part, le respect de la vie privée et la dignité de la victime et de ses proches.
- Toute décision en la matière doit être prise par le magistrat en charge du dossier.
- La victime et/ou ses proches sont informés au préalable des éléments qui seront communiqués à la presse

Tâches policières

- N'oubliez jamais d'effectuer toutes les opérations nécessaires afin de désigner la personne dans les fichiers de police (voir fiche 2.8)
- Il doit être mis fin en appliquant les procédures à toutes les mesures de recherche auxquelles ont été associées d'autres instances ou services, tant sur le plan national qu'international, dans le respect des procédures appropriées.

3.11.2. Retour d'un fugueur dans sa famille

Toute une série des directives exposées ci-dessus peuvent également s'appliquer telles quelles en cas de fugue. Il va cependant de soi que chaque disparition en soi doit être traitée de façon particulière.

Toutefois, le fait est que de telles situations de disparition relèvent presque toujours exclusivement de la vie privée de la famille ou concernent pour le moins une problématique spécifique qui n'a pas vocation d'être étalée dans les médias.

Les services de police confrontés à de telles situations doivent donc entièrement se conformer à cette éthique.

Audition du fugueur

- * Il est important de procéder à une audition approfondie du fugueur afin de comprendre les raisons qui l'ont poussé à fuguer et ce qui s'est passé durant son absence ;
- * Les questions suivantes doivent sans aucun doute être posées :
 - Pourquoi as-tu fugué ? ;
 - Comment as-tu tout préparé ? ;
 - Où étais-tu tout ce temps ? Où as-tu trouvé un logement ? Qu'as-tu fait tout ce temps ? ;
 - Qui as-tu rencontré lors de ta fugue ? Quel rôle ces personnes ont-elles joué dans ta vie lors de ton absence ? ;
 - As-tu été encouragé par quelqu'un pour t'enfuir de la maison ? ;
 - Comment as-tu survécu ? (alimentation, hébergement,...) ;
 - Avais-tu déjà fugué auparavant ? A l'époque, quelles en étaient les raisons ? ;
 - Penses-tu que tu peux maintenant retourner à la maison ? Pourquoi pas ? ;
 - Envisages-tu de fuguer à nouveau ? De quoi cela dépend-il ? ;
 - ...

3.11.3. Réunion et audition après un enlèvement parental

Les directives et points importants sont pour l'essentiel les mêmes que ceux qui sont d'application au retour et audition en cas de disparition criminelle. Il convient toutefois d'attirer l'attention sur quelques remarques particulières qui sont importantes au moment du retour en famille ou du rapatriement.

En tous les cas, il y a lieu de tenir compte du fait que le parent fautif a plus que probablement donné une image tout à fait négative du parent préjudicié. L'enfant a probablement subi un stress émotionnel non négligeable durant son déplacement (*parental alienation syndrom*).

A. Réactions et mesures à caractère général

Arrestation de l'auteur du délit

Les mesures en vue de l'arrestation ne peuvent se dérouler sous les yeux de l'enfant. Si pour des raisons de sécurité, cela s'avère impossible, la police doit prendre le temps d'expliquer à l'enfant

- pourquoi cette arrestation était justifiée;
- que l'enfant n'a rien à se reprocher.

Audition de l'enfant

L'audition de l'enfant doit rester un devoir exceptionnel. L'audition doit être effectuée avec un maximum de tact par une personne formée spécialement pour cette tâche. Elle doit se faire dans un local adapté.

Il convient de s'assurer au préalable que l'enfant est en bonne santé. L'enfant pourra, à sa demande et avec l'accord du magistrat, être assisté par une personne de confiance.

Toute conversation sur les faits, même informelle, avant l'audition par la police désignée, doit être évitée.

La remise de l'enfant au parent préjudicié

Il faut s'assurer que l'enfant ne court aucun risque. En cas de situation de danger grave, le service de police en avise le magistrat.

L'assistance à l'enfant et à sa famille.

En fonction de la situation émotionnelle et des désirs des intéressés, il faut songer aux travailleurs sociaux spécialisés en aide psychologique et morale aux victimes, c'est-à-dire au service d'aide aux victimes. Le fonctionnaire de police et/ou un membre du Service d'assistance policière aux victimes renverront la famille vers les Services d'aide aux victimes. Le Service des Maisons de Justice, accueil des victimes et Child Focus pourront également fournir une information à ce sujet.

B. Cas particuliers

B.1. Enfant retrouvé à l'étranger après son déplacement vers l'étranger.

Le service de police avisé de la localisation de l'enfant à l'étranger en informe immédiatement le magistrat chargé du dossier ou le magistrat de service. Le magistrat en avise immédiatement à son tour le parent en Belgique, les Ministères compétents et *Child Focus*. Le magistrat demande parallèlement aux autorités étrangères de prendre des mesures en vue du rapatriement de l'enfant et cela en concertation avec les Ministères compétents.

Il est important d'agir rapidement afin d'éviter un nouveau traumatisme pour l'enfant. Le magistrat pourra obtenir l'aide des services consulaires belges à l'étranger dans l'organisation du rapatriement.

Mesures provisoires

Il est possible que le retour de l'enfant vers sa famille en Belgique ne puisse pas s'effectuer immédiatement. Dans ce cas, il y aura lieu éventuellement de demander à l'autorité étrangère de prendre des mesures conservatoires à l'égard de l'enfant. Une telle solution doit rester cependant de l'ordre de l'exceptionnel et n'être envisagée que si un rapatriement immédiat n'est pas possible.

B.2. Enfant retrouvé en Belgique et qui réside à l'étranger.

Le magistrat en charge du dossier ou le magistrat de service est avisé immédiatement par le service de police que l'enfant a été localisé en Belgique. Le magistrat en informe immédiatement les autorités étrangères, les Ministères belges compétents et *Child Focus*. Il est important d'agir rapidement afin d'éviter un nouveau traumatisme pour l'enfant.

Mesures provisoires

Il est possible que le retour de l'enfant vers sa famille ne puisse pas s'effectuer immédiatement. Afin d'éviter un nouveau déplacement, il pourra s'avérer indispensable de placer l'enfant temporairement dans un centre d'accueil, en respectant la législation applicable en matière d'aide à la jeunesse. Une telle issue doit rester cependant de l'ordre de l'exceptionnel et il faut tenter d'abord une solution à l'amiable, en concertation avec les Ministères compétents.

3.12. Points importants concernant les disparitions à caractère international

(à l'exception de l'enlèvement parental, pour lequel il est renvoyé à la fiche 3.9)

3.12.1. Signalements

Voir à ce propos la fiche 2.8. Signalements nationaux et internationaux de personnes disparues

3.12.2. Contact pendant l'enquête

3.12.2.1. Canaux possibles

Sans entrer dans les détails, voici un aperçu des canaux pouvant être utilisés pour prendre contact avec des services de police étrangers :

- via Interpol (via DSO) ;
- via l'officier de liaison étranger en Belgique (via DSO) ;
- via les officiers de liaison belges à l'étranger (via DSO) ;
- via les points de contact opérationnels aux frontières avec les pays voisins (PCO) ;
- via la coopération policière internationale dans le cadre de la Convention de Schengen
 - * Art. 39.1 concernant l'assistance mutuelle ;
 - * Art. 39.2 concernant les demandes d'informations ;
 - * Art. 46 concernant la communication d'initiative d'informations
- + Col 2/2000 concernant la coopération policière internationale à finalité judiciaire ;
- via une demande d'entraide internationale en matière pénale (commission rogatoire) émanant d'un magistrat ;
- via les canaux diplomatiques - Ministère des Affaires étrangères.

3.12.2.2. Rôle possible de la Cellule Personnes disparues dans ce cadre

3.12.2.2.1. La Cellule Personnes disparues peut servir de point de contact dans les enquêtes à caractère international concernant des personnes disparues en Belgique.

On examine dans cette hypothèse, en concertation avec le magistrat et les enquêteurs locaux, la meilleure manière de concrétiser les contacts nécessaires avec l'étranger.

3.12.2.2.2. En principe, les demandes émanant de l'étranger au sujet de personnes disparues à l'étranger arrivent en Belgique par le DSO. Dans ce cas également, le DSO utilise souvent la Cellule Personnes disparues comme point de contact.

3.12.2.2.3. En outre, la Cellule Personnes disparues entretient des contacts réguliers avec des services de police étrangers et/ou des organisations étrangères actives dans le domaine des disparitions de personnes. (Voir à cet égard la fiche 3.7 Moyens pouvant être utilisés)

3.12.3. Réactions lorsque des personnes disparues en Belgique sont retrouvées à l'étranger

3.12.3.1. Points importants concernant les mineurs

- informer de la découverte le magistrat chargé de l'enquête et le service de police
- informer la famille/aspect assistance aux victimes
- rester en contact avec le service de police étranger (plus particulièrement en ce qui concerne le maintien sur place du disparu retrouvé)
- organiser le rapatriement :
 - * principe : les frais sont à charge des parents ou de la personne à qui la personne disparue a été confiée
 - * si ce n'est pas possible, envisager des frais de justice
- pour les enlèvements parentaux, voir fiche 3.9.

3.12.3.2. Points importants concernant les majeurs

- informer de la découverte le magistrat chargé de l'enquête et le service de police ;
- se demander s'il convient ou non d'informer les proches de la personne disparue (droit au respect de la vie privée) ;
- prêter attention à la coïncidence possible entre le signalement d'une personne disparue et un signalement concernant un délit déterminé

3.12.4. Contribution possible de Child Focus dans le cadre de disparitions de mineurs à caractère international

3.12.4.1. Coopération avec la presse

Il peut également être fait appel à la presse à l'étranger pour accélérer les recherches concernant des mineurs disparus.

Child Focus peut pour ce faire s'adresser aux médias audiovisuels et/ou écrits dans la plupart des pays européens et dans quelques pays hors Union Européenne (Maroc, Canada, E.-U., ...).

Remarque: Tous les pays ne connaissent pas ou n'appliquent pas le principe des avis de recherche publiés dans la presse. Un reportage peut alors constituer une bonne alternative.

3.12.4.2. Coopération avec des organisations similaires à l'étranger

Child Focus a des points de contact dans tous les pays européens et dans quelques pays non européens. De véritables partenaires opérationnels existent au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Canada.

Des demandes spécifiques peuvent être adressées à ces points de contacts et à ces partenaires opérationnels.

3.12.4.3. Affiches

Sur le plan international et en fonction de la présence d'organisations spécifiques, d'une part, et de la législation nationale, d'autre part, Child Focus peut faire diffuser

des affiches et/ou des affichettes. Un numéro d'appel international est utilisé dans ce cas.

3.12.4.4. *Encadrement des parents*

Child Focus peut se charger de l'encadrement des parents qui, confrontés à la disparition à caractère international de leur enfant, souhaitent éventuellement se rendre à l'étranger.

Annexe